



BERNARD VIOLET

MANDELA

UN DESTIN

FIRST
DOCUMENT 

DU MÊME AUTEUR

- Jean-Jacques Goldman, un homme bien comme il faut*, Flammarion, 2010.
- Erratum XVI*, Favre, 2009.
- La Face cachée des people, showbiz, milieu, médias, business et politique*, L'Archipel, 2009.
- Yannick Noah, le guerrier pacifique*, Fayard, 2009.
- Johnny & Sylvie*, Alphée, 2008.
- Jamel Debbouze, l'as de cœur*, Fayard, 2008.
- Deneuve, l'affranchie*, Flammarion, 2007.
- Depardieu, l'insoumis*, Fayard, 2006.
- PPDA*, Flammarion, 2005 ; J'ai lu, 2006.
- Mylène Farmer*, Fayard, 2004 ; J'ai lu, 2006.
- L'Abbé Pierre*, Fayard, 2004 ; 2007.
- Johnny, le rebelle amoureux*, Fayard, 2003 ; J'ai lu, 2005.
- La Saga Monaco*, Flammarion, 2002 ; J'ai lu, 2004.
- Vergès, le maître de l'ombre* (avec Robert Jégaden), Seuil, 2000.
- Les Mystères Delon*, Flammarion, 2000 ; J'ai lu, 2001.
- L'Ami banquier, le mystérieux conseiller de François Mitterrand*, Albin Michel, 1998.
- Le Dossier Papon*, Flammarion, 1997.
- Carlos, les réseaux secrets du terrorisme international*, Seuil, 1996.
- Enquête sur un ministre et ses amis* (avec Laïd Sammari), Seuil, 1995.
- L'Ombre d'une île, Malcolm de Chazal* (avec Malcolm de Chazal), L'Éther Vague, Patrice Thierry éditeur, 1994.
- Mort d'un pasteur, l'affaire Doucé*, Fayard, 1994.
- Cousteau, une biographie*, Fayard, 1993.
- L'affaire Ben Barka*, Fayard, 1991 ; Seuil, 1995.
- Attachez vos ceintures, la vérité sur la sécurité aérienne*, Plon, 1990.
- Services secrets, le pouvoir et les services de renseignements sous François Mitterrand* (avec Jean Guisnel), La Découverte, 1988.
- L'affaire Nut, mort d'un agent secret*, Chalmin-Carrère, 1986.

BERNARD VIOLET

MANDELA

UN DESTIN

FIRST
 Editions

© Éditions First-Gründ, Paris, 2011

60, rue Mazarine
75006 Paris – France
Tél. : 0145496000
Fax : 0145496001

Courriel : firstinfo@efirst.com

Internet : www.editionsfirst.fr

ISBN : 978-2-7540-1478-6

Dépôt légal : mai 2011

En partenariat avec le CNL.

ISBN numérique : 978-2-7540-3077-9

Ouvrage dirigé par Benjamin Arranger
Secrétariat d'édition : Capucine Panissal

Correction : Groupe MFCE

Mise en page : ReskatoЯ

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#)

À Élisabeth et Sampiero

« Un saint est un pécheur qui cherche à s'améliorer... »

Nelson MANDELA

Avant-propos

On ne présente plus Nelson Mandela, prisonnier le plus célèbre du monde, prix Nobel de la paix en 1993, avant de devenir l'année suivante le premier président noir de l'Afrique du Sud.

Champion intrépide de la liberté, autorité morale incontestée, cette icône africaine est entrée dans l'histoire de son pays grâce à son courage et à ses convictions en un monde meilleur. Un monde où les hommes de toutes les races et de toutes les religions fraternisent pour mieux construire une société plus libre et plus juste. Cette même éthique universelle pour laquelle le chef historique de l'African National Congress (ANC) s'est farouchement battu toute sa vie, quitte à en payer le prix fort : un enfermement pendant plus d'un quart de siècle qui le transformera en héros de la liberté. Un héros habité par une espérance et une conscience politique aiguës, mais doté aussi d'une sincère et étonnante humilité.

Qu'on le veuille ou non, l'homme est le digne successeur d'illustres modèles. Parmi eux, le Mahatma Gandhi et Martin Luther King. Autant de destins hors du commun pour un « long chemin vers la liberté », comme le dénomme Nelson Mandela, dont l'existence ne fut pourtant pas, pour lui non plus, un long fleuve tranquille. Vastes campagnes de désobéissance civile, luttes armées sur le terrain, grèves imposées en guise de protestation, détention dans des conditions inhumaines, tel fut le prix du combat inébranlable de « Madiba » Mandela, comme préfèrent l'appeler affectueusement les Sud-Africains¹. Et tel fut le prix de son succès : celui d'une paix et d'une union retrouvées dans un pays qu'il a chéri autant, voire davantage, que sa propre famille, des êtres chers auxquels il doit cependant une destinée exceptionnelle qui débute un beau jour de l'été 1918...

¹- « Madiba » correspond à un titre honorifique adopté par les aînés du clan Mandela.

1

Une enfance heureuse

« **L**es années de mon enfance furent les plus heureuses de ma vie¹. » C'est Nelson Mandela qui parle. Cette époque ne lui inspire pas seulement de la nostalgie : c'est dans son enfance qu'il n'a cessé de puiser son inspiration et ses forces pour sa lutte contre la suprématie des Blancs dans son pays, l'Afrique du Sud.

En ce temps-là, le Transkei, sa région natale, est occupé par plusieurs dizaines de milliers d'Européens. Des colons hollandais, français et britanniques qui, après la Première Guerre mondiale, viennent y débaucher une main-d'œuvre bon marché destinée aux mines de diamants et d'or du Transvaal et du très lointain Johannesburg. La plupart de ses habitants appartiennent à l'ethnie xhosa, ou « peuple rouge », dont la société est dirigée par plusieurs chefs. Parmi eux, Gadla Henry Mphakanyiswa Mandela, le père de Nelson.

Celui-ci voit le jour le 18 juillet 1918 à Mvezo Komkhulu, un petit village dont le nom, de circonstance, signifie « lieu idéal », et qui est situé dans le district d'Umtata, la capitale du Transkei. Ce lieu de naissance ne doit rien au hasard : les aïeux de Nelson y ont toujours vécu. Du moins jusqu'au jour où son père, homme de grande allure et à la peau sombre, est déchu de sa fonction de chef suite à un sérieux désaccord avec un magistrat colonial. Revanche de l'histoire, c'est l'arrière-petit-fils de Gadla, prénommé Mandla, qui récupérera le droit du clan à la chefferie. Nous sommes alors en 2007, et le grand-père de Mandla, Nelson Mandela, est devenu une icône planétaire, qui n'en a pas pour autant oublié le pays de ses racines. En témoigne sa présence à Mvezo, dont les habitants tiennent à honorer ce jour-là la nomination de Mandla, alors âgé de trente-trois ans...

Nelson, lui, n'a pas encore soufflé ses deux bougies lorsque sa famille est contrainte de quitter Mveso pour s'installer dans un autre village : Qunu (prononcer « Kounou »), situé au bord de la rivière Mbashe. Une rivière qui deviendra rapidement familière au bambin. C'est vrai que le lieu a de quoi charmer, avec ses verts pâturages parsemés de huttes colorées. Quelques centaines de villageois vivent là, vêtus le plus souvent de plaids de couleur ocre. Seuls quelques chrétiens leur préfèrent des vêtements occidentaux, achetés dans les magasins d'Umtata, situé à une trentaine de kilomètres au nord de Qunu.

Dans la hutte familiale des Mandela, la préparation des repas relève souvent du casse-tête pour Nosekeni, la mère du jeune Nelson. Pauvreté oblige, celle-ci se débrouille comme elle peut ; maïs, sorgho, haricots et citrouilles forment l'essentiel de l'alimentation de sa tribu. À sa disposition, une large marmite à trois pattes suspendue au-dessus d'un feu jaillissant d'un trou creusé dans le sol de terre battue. Heureusement, il y a aussi le lait abondant que fournissent chaque jour vaches et chèvres, rares richesses de la petite communauté. Au menu des jours de fête, Nosekeni ajoute du thé, du café et du sucre.

Ses repas, le jeune Nelson les partage avec d'autres enfants : des cousins et cousines, des demi-frères et demi-sœurs, car, comme le permet la tradition, son père est polygame. Il est ainsi l'époux de quatre femmes, dont les *kraals* – les fermes – sont toutefois séparées de plusieurs kilomètres. Lorsque la nuit est venue, c'est avec les progénitures des unes et des autres – quatre garçons et neuf filles ! – que Nelson se glisse sous des couvertures posées sur le sol de la hutte maternelle aux murs de torchis et au toit de chaume. Côté toilette, par la force des choses, on se contente des moyens du bord. En lieu et place des traditionnels brosses à dents et dentifrice, le jeune Nelson utilise de la cendre pour blanchir ses canines et un cure-dent pour les nettoyer. De la même façon, le savon est remplacé par un détergent bleuté de fabrication locale.

Comme tous les membres mâles de la fratrie, le fils de Gadla Henry Mphakanyiswa a tôt fait d'être initié au métier de berger. À lui de surveiller moutons et veaux dans les pâturages collectifs entourant la bourgade. L'occupation est loin de déplaire au garçon, alors âgé de cinq ans, et bientôt chargé de surveiller seul le bétail. De son propre aveu, c'est à partir de ce moment-là qu'il découvre l'attachement quasi mystique des Xhosas aux animaux, considérés certes comme une source de nourriture, mais aussi comme une bénédiction de Dieu. C'est à cette époque également qu'il découvre les pistes à suivre et les points d'eau à rejoindre, et qu'il apprend à se défendre grâce à diverses techniques de combat, celle par exemple qui lui permet de lutter avec un adversaire à l'aide d'un jeu de jambes rapide. Autant de techniques qu'il n'oubliera pas lorsqu'il s'initiera plus tard à la boxe.

Selon une autre de ses confidences, c'est au cours de cette même enfance que naît son amour de la brousse, des espaces verts, des beautés simples de la nature. Amour suffisamment fort pour qu'il revienne à Qunu en 1993, trois ans après sa sortie de prison, afin d'y faire bâtir sa résidence principale. Une demeure imposante construite en briques dont il tracera lui-même les plans. Et pas n'importe lesquels : la maison constitue une reproduction parfaite de la villa du centre pénitencier Victor-Verster, où, après vingt ans passés dans l'horrible île-prison de Robben Island, il vécut plusieurs années en résidence surveillée. Cage dorée relativement spacieuse qu'il admettra dans ses Mémoires avoir beaucoup aimée : « J'en connaissais les dimensions, et ainsi, à Qunu, je n'aurais pas à errer à la recherche de la cuisine. » Et lorsqu'on lui posera la question « Pourquoi Qunu ? », là encore, sa réponse coulera de source : « J'ai toujours pensé qu'un homme devait vivre dans un lieu d'où il pouvait apercevoir sa maison natale. » La maison de sa jeunesse, il prend le temps de la contempler lors de ses visites, coïncidant le plus souvent avec les festivités de fin d'année. L'occasion pour lui de se transformer en Père Noël en distribuant des jouets aux centaines d'enfants venus de Qunu et des villages environnants.

À la ribambelle de ses propres petits-enfants qui l'entourent alors, le patriarche se plaît à conter comment à leur âge il transformait les grands espaces de sa région natale en terrains de jeux. Il leur décrit ces rochers lisses parsemant les collines en montagnes russes, sur lesquelles il glissait à l'aide d'un traîneau fait de branchages. Il leur dit comment un jour il s'essaya au rodéo en chevauchant un âne récalcitrant. Plus paisible, mais tout aussi effronté, ce « jeu du khetha » consistant à interrompre les promenades des filles afin de leur demander de choisir leur garçon favori. Un jeu dans lequel Nelson le séducteur se débrouillait à chaque fois pour apparaître sous son meilleur jour. Notamment en montrant son agilité aux exercices du corps. Une qualité dont les garçons du village usent aussi entre eux, mais pour des jeux plus virils : des bagarres en règle dont Nelson sort parfois avec quelques belles cicatrices, qu'il n'hésitera pas d'ailleurs à exhiber plus tard devant l'objectif de réalisateurs britanniques dans le cadre d'une biographie filmée où il se racontera sans fausse pudeur².

De ses jeunes années, le futur chef de l'État a gardé d'autres souvenirs clairs. Parmi eux, ces légendes que son père lui contait le soir à l'heure des repas. Des fables dont les héros sont les guerriers xhosas entraînés, malgré eux, dans des raids contre les colons blancs venus s'installer sur leurs terres. Nous sommes au XVIII^e siècle, et il faudra encore de nombreuses guerres pour contenir autant que faire se peut l'invasion des *trekkers* afrikaners, ces paysans et éleveurs de bétail dont la migration aboutit en 1910 à la fondation de l'Union sud-africaine. Devenu partie intégrante de l'Empire britannique, ce coin de l'Afrique australe compte alors près de 5 millions d'« indigènes » – noirs, métis et indiens –, pour un peu plus de 1 million de Blancs. Cette population blanche se montre toutefois bien décidée à se partager les richesses du pays, et en premier lieu les terres. À la tête du premier gouvernement installé par Londres, Louis Botha, qui commence par réglementer précisément la propriété foncière des « indigènes ». En clair : à peine 8 % du territoire pourront désormais être achetés par des Noirs. *Idem* pour certains emplois, notamment dans le secteur minier, qui seront réservés aux seuls Blancs.

Cet *apartheid* – ou « développement séparé des races » en langue afrikaans – ne dit pas encore son nom, du moins jusqu’au jour où, en février 1950, il sera officiellement instauré. Pour la communauté noire, cette date marque le début d’un long combat dont le chef charismatique s’appellera Nelson Mandela.

Trois décennies plus tôt, celui-ci se régale encore des récits du passé que lui conte son père. L’un d’entre eux retient particulièrement son attention : une tragédie dont l’héroïne est une adolescente prénommée Nongqawuse. Ce jour de l’année 1856, celle-ci affirme à son oncle, proche du chef des Xhosas, que son peuple parviendra à chasser les Blancs des contreforts du Drakensberg à condition d’offrir un grand sacrifice aux esprits. Lequel ? L’adolescente le détaille : il faudra procéder à l’abattage de tout le bétail, brûler les récoltes et détruire toutes les réserves alimentaires. Toujours selon Nongqawuse, sa prophétie se réalisera à une date précise : le 18 février de l’année suivante. Pour les anciens, la vision de la jeune fille est d’autant moins à prendre à la légère que l’invasion des Blancs semble irréversible, et que seule une intervention divine peut désormais venir au secours des guerriers xhosas. À eux ainsi de montrer l’exemple en accomplissant les premières destructions. Les offrandes aux esprits se prolongeront durant plusieurs semaines. Le jour tant attendu arrive enfin. Mais rien ne se produit : les Blancs n’ont pas été chassés. Pis, les voilà témoins de la tragédie engendrée par la prophétie de Nongqawuse : des guerriers xhosas contraints de recourir au cannibalisme ou de s’exiler vers Le Cap afin d’implorer de l’aide...

Exemple d’un peuple victime de ses croyances ? Ou suicide collectif d’une population désespérée ? Les deux, probablement, analysera plus tard Nelson Mandela, dans l’imaginaire duquel cette épopée restera à tout jamais gravée, ce qui apparaîtra notamment dans sa façon d’aborder conflits sociaux et problèmes personnels. La religion n’est pas absente de cet imaginaire, mais sous une forme duelle peu banale. En effet, si le père de Nelson préside parfois à l’abattage rituel des

boucs et des veaux, en tant que chef de tribu et au nom de croyances traditionnelles où profane et sacré se confondent, sa mère, elle, a tôt fait de se laisser séduire par le message évangélique délivré par les missionnaires anglo-saxons installés à Qunu. Elle reçoit ainsi le nouveau prénom de « Fanny » le jour de son baptême, dans l'enceinte de l'église wesleyenne, du nom du fondateur du méthodisme, inspiré lui-même du protestantisme.

Le rôle de ces missionnaires ? Évangéliser des Africains qui, selon eux, vivent sans croyances spirituelles. Mais aussi accorder une haute priorité à leur éducation, qui leur permettra, pensent-ils encore, de promouvoir des valeurs européennes. Depuis le début du siècle, c'est par leur intermédiaire – *via* les églises et les missions étrangères – que Noirs et métis ont ainsi l'opportunité de poursuivre des études. À l'image du jeune Nelson, qui, du haut de ses sept ans, se retrouve bientôt sur les bancs de l'école, avec un mélange d'appréhension et de fierté, car il est le premier membre de sa famille à étudier.

Le futur président de la République sud-africaine a gardé des souvenirs là encore précis de sa première école de Qunu, qu'il décrit comme une pièce unique surmontée d'un toit à l'occidentale. Autre souvenir marquant, la nouvelle tenue que sa mère l'oblige à revêtir : adieu la couverture qui lui servait de vêtement et que Fanny a remplacée par l'un des rares pantalons paternels, retailé pour la circonstance, avec une ficelle en guise de ceinture. Aucune honte toutefois chez l'enfant, qui ressent plutôt de la fierté à posséder ce premier costume. C'est ce même habit qu'il porte le jour où sa mère pousse la porte du vieux comptoir de commerce situé en face de l'école afin de lui acheter crayons et cahiers. L'événement est d'importance pour le garçon, qui rencontre alors son premier homme blanc, un descendant d'immigrés allemands connu des villageois sous le nom de « Brietzke ».

Sur les bancs de sa classe, le nouvel élève fait la connaissance de son institutrice, miss Mdingane, formée à l'école anglaise. Autant dire que l'enseignement dispensé sera

d'abord celui de la culture et des institutions britanniques. Tout logiquement, pour miss Mdingane, l'histoire de l'Afrique du Sud commence avec l'arrivée des Européens, au XVII^e siècle. Sous entendu : la culture africaine n'a jamais existé. À preuve, ce prénom dont elle affuble l'enfant : « Nelson ». Pourquoi Nelson ? L'enfant l'ignore. Devenu adulte, Mandela imaginera un probable rapport avec le célèbre vice-amiral britannique qui, un siècle plus tôt, perdit la vie au large du cap de Trafalgar. Mais, précisera-t-il aussi, rien n'est moins sûr. Seule certitude : *exit* désormais le prénom de « Rolihlahla » que lui avait donné son père à sa naissance et qui signifie « pour tirer une branche d'un arbre », mais aussi plus familièrement « trublion »... Trublion, Nelson ne le sera pas vraiment durant toute son enfance et son adolescence ; mais ce prince xhosa du clan thembu le deviendra lorsqu'il se transformera en symbole de l'oppression d'une communauté.

Pour l'heure, c'est à un drame personnel que le fils de Fanny est confronté : la disparition prématurée de son père, victime en 1927 d'un étouffement pulmonaire. Au cours des jours suivants, Nelson ressent naturellement du chagrin, mais aussi et surtout un profond sentiment d'abandon. Son modèle n'est plus, et l'insouciance existentielle qui a prévalu jusqu'ici ne peut qu'en être bouleversée. *A fortiori* lorsque sa mère lui annonce bientôt son départ de Qunu pour Mqhekezweni (« grande demeure »), alors présenté comme la capitale provisoire du Thembuland. C'est là, lui précise-t-elle, qu'il va faire la connaissance de Jongintaba, le régent du peuple thembu, qu'elle lui présente comme son nouveau tuteur. Malgré sa petite taille, l'homme impressionne Nelson par son élégance et son autorité. C'est pour ces raisons que sa mère a accepté qu'il devienne le protecteur de son garçon. Mais pas seulement : selon Nelson, le régent n'avait pas oublié qu'il devait sa promotion de chef suzerain du peuple thembu à son père. Jongintaba se sent en quelque sorte une dette morale et promet à Nosekeni-Fanny de traiter Nelson comme ses propres enfants, prénommés Justice et Nomafo. Preuve de cette bonne intention, les vêtements flambant neufs que l'épouse du régent

tient à offrir au garçon dès les premières heures suivant son arrivée.

¹- Sauf indication contraire, les propos de Nelson Mandela reproduits dans cet ouvrage sont tirés de ses deux principaux livres de souvenirs : *Long Walk to Freedom* (Abacus, 1995) et *Conversations With Myself* (Copyrighted Material, 2010).

²- Ce documentaire intitulé *Mandela, père d'une nation, fils de l'Afrique*, réalisé par Jol Menell et Angus Gison, a été diffusé sur France 2 le 5 février 1998. À noter également que le film a été nommé en 1996 aux Oscars à Hollywood.

« Je suis un homme ! »

Changement de décor et changement de vie pour Nelson, qui, de son propre aveu, s'adapte rapidement à sa nouvelle existence. « Pour moi, c'était un royaume magique ; tout me semblait enchanteur : les corvées pénibles à Qunu devinrent une aventure à Mqhekezweni. » *Idem* pour la nouvelle école où il est inscrit, et qui, comme celle de Qunu, ne possède qu'une seule classe. C'est là qu'il va parfaire son anglais et ses connaissances en histoire et géographie, avec bonheur, et à la grande satisfaction de ses instituteurs successifs. De retour à la maison de sa famille adoptive, d'autres tâches attendent Nelson. Par exemple, celle des courses pour les invités de son tuteur, pour la plupart des chefs de tribu que Jongintaba réunit régulièrement chez lui afin de régler des disputes et de juger des affaires. Ces réunions se révéleront fort instructives pour le futur leader politique, qui apprend là les règles qui doivent prévaloir en démocratie. À commencer par la liberté d'expression offerte à chacun des interlocuteurs par son tuteur, qui n'émet son opinion qu'après avoir attentivement écouté les récriminations des uns et des autres. Une grande leçon pour Nelson, qui comprend ainsi comment la discipline, l'ordre et le respect d'autrui sont le fondement intangible de l'autorité traditionnelle.

Ces réunions sont aussi l'occasion pour lui de perfectionner ses connaissances de l'histoire de son pays, de sa géographie, de ses richesses naturelles, tout un enseignement qui n'avait naturellement rien à voir avec celui proposé par ses instituteurs britanniques. Selon ces derniers, tout aurait commencé en 1652 avec l'arrivée de Jan Van Riebeeck au cap de Bonne-Espérance, thèse qui occultait la présence déjà effective des peuples bantous venus du delta du Niger pour

atteindre l'Afrique du Sud vers le X^e siècle. Ces ancêtres dont les Xhosas sont issus allaient s'organiser en États pour se défendre de leurs voisins.

Homme de sagesse et de tradition, Jongintaba attendra que Nelson ait soufflé ses quinze bougies pour lui proposer d'être « initié ». Autrement dit, de devenir un homme. Nous sommes en janvier 1934 et tout est prêt pour la cérémonie, au cours de laquelle l'adolescent sera circoncis. Pour s'y préparer, le futur initié est invité à se retirer dans la solitude d'une hutte de paille située au bord de la rivière Mbashe. Une retraite considérée comme une étape sacrée. Nelson s'y livre d'autant plus volontiers qu'il attend depuis de longs mois ce passage de l'enfance à l'âge adulte. Il n'est pas le seul à devoir sacrifier à la tradition : une douzaine de jeunes gens robustes ont également été désignés pour se soumettre au rite, lui-même précédé d'une épreuve peu banale – un exploit relevant, dit la coutume, « à la fois de l'audace et de l'imagination ». Après quelques échanges enflammés, la petite troupe se décide pour le kidnapping d'un porc chez un éleveur réputé pour son mauvais caractère. Mission accomplie : le cochon se retrouve bientôt transformé en barbecue. De l'aveu du futur président de la République africaine, « aucun morceau de porc ne m'a jamais semblé aussi bon, ni avant ni depuis »...

Rien à voir avec le terrible souvenir que va lui laisser le rituel de sa circoncision. Au moment où débute la cérémonie, c'est peu dire que Nelson craint de craquer. Il est vrai que le spectacle qui s'offre alors à lui a de quoi impressionner : assis sur une couverture posée sur le sol, les jambes étendues, l'un de ses camarades est entrepris par un homme de l'art qui, à l'aide d'une sagaie, vient de le transformer d'enfant en homme. Ce que le camarade en question confirme lorsqu'il s'écrie : *Ndiyindoda* ! (« Je suis un homme ! »). Sa voix est enrayée, mais la fierté est là. Puis c'est au tour de Justice, l'aîné de Jongintaba, de subir la même opération, réalisée sans anesthésie. L'appréhension de Nelson monte d'un cran lorsque l'*ingcibi*, le spécialiste de la circoncision, s'approche de lui. Sans un regard et dans un silence pesant, le voilà qui saisit le

prépuce de l'adolescent pour l'étirer afin de mieux permettre à sa sagaie d'accomplir son œuvre. Pour Nelson, la douleur est insoutenable. Mais, il le sait, tous les anciens qui l'entourent attendent la phrase rituelle qu'il se doit de prononcer. Des sueurs perlent sur son front ; son émotion est grande. Les secondes qui s'écoulent lui apparaissent comme une éternité. Quand soudain il lâche enfin le cri tant attendu : *Ndiyindoda !*

Si Nelson est désormais un homme, la cérémonie n'est pas terminée pour autant. Tous les nouveaux initiés – treize au total – doivent à présent s'enduire de chaux blanche, considérée comme un symbole de pureté. Lorsque la nuit sera tombée, ils devront se rendre dans la forêt environnante afin d'y enterrer leurs prépuces – façon, là encore symbolique, de se débarrasser de leur enfance pour mieux entrer dans le monde adulte. À la clé, des récompenses sous la forme de cadeaux en nature offerts par les familles et les amis. Pour Nelson, ce seront deux génisses et quatre moutons, dont il est désormais le propriétaire ravi : « Moi qui n'avais jamais rien possédé, j'avais soudain quelque chose. » Et ce n'est pas fini : son tuteur lui annonce son départ prochain pour Engcobo, où l'attend le directeur du collège de Clarkebury, le révérend Cecil Harris. Au vu des résultats obtenus par l'élève Mandela à Mqhekezweni, ce dernier a accepté bien volontiers de l'inscrire en classe de quatrième, pour la plus grande joie de l'intéressé, d'autant plus ravi que son tuteur a lui-même suivi les cours de cet établissement anglais réputé pour la qualité de son enseignement.

Résolument occidental, le décor du collège s'articule autour d'une douzaine de bâtiments abritant salles de classe, dortoirs, bureaux réservés à l'administration et bibliothèque. L'élève Mandela tient à fréquenter assidûment ce dernier lieu, à la plus grande satisfaction de ses professeurs, qui vont bientôt lui permettre de passer le *Junior Certificate*, son brevet, en deux ans au lieu de trois. Nous sommes alors en 1937, et c'est le moment pour Nelson de rejoindre un autre établissement scolaire : le lycée wesleyen – méthodiste – de Healdtown, près de Fort Beaufort. Seul regret pour le jeune

homme, qui vient de fêter ses dix-neuf ans, la longue distance qui le sépare désormais de son village natal : plus de 200 kilomètres à parcourir lorsque sonnera pour lui l'heure des vacances scolaires. En attendant, Nelson profite de ses moments de loisir pour découvrir la région ou pour effectuer des escapades à Fort Beaufort, une ville de loin « plus impressionnante » que Clarkebury. Heureusement pour lui, car, contrairement à ce qu'il a connu dans son précédent collège, la vie à Healdtown va rapidement se révéler rigoureuse, voire étriquée. À l'image de son directeur, Arthur Wellington, un Blanc qui, avec un zeste d'orgueil, aime à se présenter comme un descendant du célèbre vainqueur de Napoléon à Waterloo. Plus attachante pour Nelson, la présence du révérend Mokitimi, le maître d'internat, un Noir de langue xhosa avec lequel l'inénarrable Wellington a rarement le dernier mot. Ainsi de ce jour où, après un gros chahut dans le dortoir de Nelson, Mokitimi refuse d'en désigner les responsables, se faisant fort de rétablir lui-même le calme. Pour Wellington, il s'agit d'un crime de lèse-majesté, et pour Nelson d'une leçon qui restera à jamais gravée dans sa mémoire : « Je me rendis compte que le docteur Wellington n'était pas un dieu, [...] et qu'un Noir ne devait pas automatiquement obéir à un Blanc, même s'il s'agissait de son supérieur. »

Est-ce à partir de ce moment-là qu'il prend véritablement conscience de la situation faite aux Noirs sud-africains dans leur propre pays ? Probablement, mais pas seulement. Dans ses souvenirs, Nelson affirme en effet avoir été aussi grandement impressionné par la prestation du grand poète xhosa Krune Mqhayi, invité un jour à évoquer son œuvre devant les élèves de Healdtown. En réalité, Mqhayi s'empare de cette tribune qu'on lui offre pour exalter les valeurs africaines, et plus particulièrement celles des Xhosas, présentés comme un peuple élu. Un sentiment que partage Nelson, qui, à partir de ce jour-là, se convainc qu'il est d'abord un Xhosa, et ensuite un Africain.

D'une institution l'autre... C'est en 1939 que le pupille du régent – et sur la demande insistante de ce dernier – décide de s'inscrire à l'université de Fort Hare. Le choix du lieu ne doit rien au hasard : située à proximité de la ville d'Alice, province du Cap-Oriental, la faculté de Fort Hare est en effet le seul établissement supérieur acceptant les Africains noirs du continent – ce qui n'enlève rien à la qualité de son enseignement, destiné au départ à former une élite susceptible de servir le dessein des colons blancs. Mais ce sera sans compter l'esprit éveillé de bon nombre des étudiants du lieu, qui deviendront des leaders africains. Parmi eux, Robert Mugabe et Kenneth Kaunda, futurs présidents respectivement du Zimbabwe et de la Zambie indépendants, et, bien entendu, Nelson Mandela, premier président noir de l'Afrique du Sud, élu en 1994. Autre ironie de l'histoire : c'est à Fort Hare que les Britanniques avaient bâti quelques décennies plus tôt un fort jugé déterminant dans leurs guerres contre les Xhosas, avant de l'abandonner à des missionnaires écossais qui, à leur tour, l'avaient transformé en établissement d'enseignement supérieur. À sa tête, un méthodiste pur jus, le révérend A.J. Cook, dont Nelson et ses camarades ne vont pas tarder à contester les méthodes pédagogiques. Autour de lui, des enseignants de qualité, en majorité noirs. Parmi eux, un personnage à la fois respecté et controversé, John Tengo Jabavu, un Noir xhosa qui, parallèlement à son travail d'enseignant, dirige le premier journal sud-africain destiné aux lecteurs non blancs. Censé défendre la cause noire, ce journal ne fait toutefois pas l'unanimité parmi les étudiants de Fort Hare : d'aucuns accusent son directeur d'être une simple marionnette des Blancs. De son côté, Nelson Mandela se montrera moins sévère plus tard, lorsqu'il présentera Jabavu comme une « véritable encyclopédie » de la culture xhosa.

Cette même culture, Nelson la complète avec d'autres disciplines. Au menu : l'anglais, l'anthropologie et le droit néerlandais. Ses ambitions sont alors de devenir interprète ou fonctionnaire au service des affaires indigènes – séduisantes perspectives d'une promotion sociale à laquelle aspire tout Africain ayant la chance de poursuivre des études supérieures.

Mais il ne s'agit pas seulement pour Nelson d'assurer sa propre prospérité : il rêve aussi, une fois son diplôme en poche, de gagner beaucoup d'argent afin de permettre à sa mère de retrouver la richesse et le rang qu'elle a perdus après le décès de son époux.

Malgré son travail assidu, Nelson ne néglige pas les exercices physiques. Ses sports préférés sont le football et le cross-country, qu'il pratique avec son meilleur ami, Oliver Tambo, le futur leader de l'ANC. Tout aussi plaisant à ses yeux, l'apprentissage du fox-trot et de la valse, qu'il va poursuivre de longs mois durant, parallèlement à des cours de théâtre, auxquels il s'est inscrit avec le même enthousiasme. Au programme, une pièce librement inspirée de la vie d'Abraham Lincoln, le seizième président des États-Unis, dont la fin tragique reste à jamais associée à la guerre de Sécession et à l'abolition de l'esclavage. Dans la foulée, Nelson a également accepté de devenir membre de l'Association chrétienne des étudiants. Sa vocation en est l'enseignement de la Bible auprès des villageois des bourgades des environs d'Alice...

Nelson se montre-t-il convaincant ? Assurément, se souviendra plus tard Tambo, selon lequel son ami Mandela, avec sa taille imposante et son allure distinguée, présentait bien. Autant de qualités que ses autres condisciples lui reconnaissent de la même façon lorsqu'ils le désignent bientôt pour siéger au conseil représentatif des étudiants (CRE). Flatté, le jeune homme n'imagine pas encore que cette nouvelle responsabilité va changer le cours de son existence. À peine élu, il présente sa démission. En cause, le comportement rigide du principal de l'université, décidé à transformer le CRE en une simple chambre d'enregistrement. Pour celui-ci, c'est à prendre ou à laisser : ou Mandela accepte de reprendre sa place au sein de l'organisme étudiant, ou il quitte son établissement. Pour le futur responsable politique, il s'agit d'un dilemme moral d'autant plus difficile à résoudre que son protecteur, le régent, le supplie de ne pas compromettre ses études. Mais, après mûre réflexion, il

formule un refus : il ne réintégrera pas le CRE. Il en a fait une question de principe. Il s'agit là aussi d'une façon d'affirmer sa volonté de contrôler son destin, par le biais d'une rupture dans une vie qui en sera fertile.

Nous sommes alors en 1941, et Nelson n'a d'autre choix que de rejoindre Mqhekezweni, où l'attend le régent. Malgré sa grande contrariété, celui-ci lui propose la gestion de ses affaires, mais pas seulement : il tient aussi à lui notifier la date de son mariage, avec l'une des filles d'un ami prêtre thembu. Surpris par l'annonce d'une cérémonie pour laquelle il n'a pas été consulté, le jeune homme se déclare ulcéré, sans oser contredire publiquement son tuteur. D'autant que celui-ci l'a déjà informé de la nature de la *lobola*, la dote apportée par le père de sa promise : plusieurs têtes de bétail. De toute évidence, la décision du régent est définitive, et aucun argument ne pourra lui faire changer d'avis. Nelson tente tout de même de le fléchir en sollicitant l'aide de la femme du régent. En vain, et au grand regret du fils de Fanny, dont la seule perspective est désormais la fuite...

La conscience politique

Pour Nelson, la destination est toute trouvée : Johannesburg, la « cité de l'or », qu'il espère bien rejoindre au plus vite, après avoir résolu ses problèmes financiers. Car, en ce mois d'avril 1941, ses seuls biens se résument à une valise dans laquelle il a jeté les rares vêtements qu'il possède. Sans ressources, mais débrouillard, le jeune homme n'a d'autre solution que de vendre deux bœufs du régent, à l'insu de son protecteur et non sans mal ; mais son aplomb aura raison des doutes qui un moment vont saisir son acheteur. Payé rubis sur l'ongle, il peut enfin s'embarquer dans le premier train pour Queenstown, étape qui le conduira ensuite à Johannesburg. L'escale à Queenstown est stratégique : Nelson espère obtenir d'un parent du régent, au prix d'un nouveau et pieux mensonge, un *native pass* (passeport indigène) indispensable pour ses prochains déplacements, le document devant être présenté à tout représentant blanc des forces de l'ordre qui en ferait la demande, sous peine de prison. Pour le parent du régent, un ancien fonctionnaire du ministère des Affaires indigènes, l'affaire ne fait aucune difficulté : un magistrat de ses amis lui délivre sur-le-champ les documents officiels souhaités. Ce sésame permet à Nelson de rejoindre Johannesburg, ou « Joburg », comme préfèrent le surnommer ses habitants.

En découvrant les lumières de la métropole, Nelson dissimule à peine son émotion. Ainsi, elle est là devant lui, cette « ville de l'or » dont on lui parle depuis son enfance. Avec ses rues bruyantes et ses immeubles géants, ses gens bien habillés, ses voitures étincelantes, ses panneaux publicitaires, et ses femmes d'une grande beauté. Mais surgit aussi une autre réalité : que faire dans cette ville tentaculaire, si ce n'est solliciter un emploi dans une des mines d'or environnantes ?

L'ancien étudiant de Fort Hare le sait : Johannesburg connaît depuis plusieurs décennies une prospérité qu'il doit à la découverte de l'or du Witwatersrand, et l'extraction du métal précieux est le pénible privilège d'une main-d'œuvre bon marché composée essentiellement de Noirs. Tous ne sont toutefois pas logés à la même enseigne : la plupart sont employés comme mineurs, mais d'autres occupent aussi des fonctions d'encadrement. Ainsi de Nelson, à qui on a tôt fait de confier, compte tenu de ses études, un poste de veilleur de nuit. À lui désormais de jouer le garde-chiourme de mineurs hébergés dans des foyers réservés aux travailleurs célibataires.

Malgré quelques amitiés qu'il noue dans un milieu social dont il ignorait jusqu'alors l'existence, le jeune homme aspire à d'autres activités. Il s'en ouvre auprès d'un médecin originaire du Transkei, qui se trouve être aussi un vieil ami de son tuteur le régent, dont Nelson n'a pas hésité à se recommander avant d'exprimer ses souhaits. Pour le bon docteur, l'affaire est entendue : l'un de ses meilleurs amis n'est autre que le patron de la Chambre des mines, puissante organisation qui a alors le monopole sur l'embauche dans les compagnies minières. Blanc, mais de bonne composition, celui-ci accepte bien volontiers d'aider le jeune Nelson, pour lequel il dénêche rapidement un emploi de bureau. Mais c'était sans compter l'activisme du régent, qui, ayant retrouvé la trace du fuyard, exige son retour immédiat à Mqhekezweni. Pour Nelson, il n'en est pas question : son but est désormais de s'inscrire aux cours du soir de l'université d'Afrique du Sud afin d'achever ses études. Hasard aidant – mais s'agit-il vraiment de hasard ? –, c'est à ce moment-là qu'il fait la connaissance de Walter Sisulu, un autre compatriote du Transkei, de six ans son aîné. Une rencontre déterminante pour Nelson, dont le destin va être en grande partie orienté par ce fils de paysan devenu homme d'affaires, mais aussi membre de l'ANC, la plus ancienne organisation politique du continent africain.

Fondée en 1912 à Bloemfontein, alors capitale de la province de l'État libre d'Orange, celle-ci s'est d'abord

baptisée « ANNC » (African Native National Congress), avant de perdre son initiale coloniale *native* (« indigène ») pour devenir l'ANC. Nous sommes alors en 1923, et son objectif est toujours l'émancipation de la communauté noire sud-africaine, que ses dirigeants espèrent obtenir de manière pacifique. Fait non négligeable, ces responsables appartiennent tous à une bourgeoisie noire dont les convictions, il faut bien le dire, sont plus ou moins altérées par un souci de respectabilité qui limite par la force des choses les initiatives de leur organisation. Tout logiquement, leur comportement rassure les Blancs d'Afrique du Sud, à commencer par nombre de libéraux avec lesquels Sisulu entretient des relations de bonne intelligence. Parmi ces derniers, l'avocat Lazar Sidelsky, que Sisulu présente à Nelson comme un honnête homme. Informé des ambitions du protégé de son ami Sisulu, Sidelsky se déclare prêt à l'enrôler comme stagiaire au sein de son cabinet, l'un des plus importants de la cité, et qu'il dirige avec deux autres associés : Witkin et Edelman. Des juristes spécialisés dans les transactions immobilières et dans les dossiers concernant aussi bien les Blancs que les Noirs. Un libéralisme à mettre sur le compte de la confession juive du trio ? Nelson Mandela le suggérera dans ses Mémoires : « D'après mon expérience, j'ai toujours trouvé que les juifs avaient l'esprit plus ouvert que le reste des Blancs sur les questions raciales et politiques. Peut-être parce qu'eux-mêmes ont été victimes dans l'histoire de préjugés. »

Les préjugés, les employés du cabinet les subissent parfois malgré tout, ainsi que l'illustre cette anecdote que Mandela aime à conter. D'emblée, la jeune et dynamique secrétaire blanche de ses patrons, miss Lieberman, martèle à ses oreilles que la barrière de couleur n'existe pas au sein de leur petite communauté professionnelle... avant de le prévenir, avec insistance, qu'une tasse à thé neuve a été spécialement achetée à son intention. Nelson décrypte aussitôt le message : les secrétaires partagent certes leur thé avec un Noir, mais pas les tasses pour le boire. Cela étant, il s'abstient de souligner la contradiction auprès de ses nouvelles collègues de travail,

convaincu qu'il est toujours préférable d'opter pour une voie médiane lorsque les circonstances l'exigent.

Côté logement, et après voir « squatté » chez un cousin de Johannesburg, le nouveau stagiaire opte pour un autre arrangement qui lui convient : une chambre chez le propriétaire d'une demeure située dans la 8^e Avenue d'Alexandra, misérable cité (*township*) surpeuplée aux portes de Johannesburg, et où règne une vie à la fois « précaire et merveilleuse », comme la qualifiera un jour Mandela, avant de décrire plus en détail son nouveau décor : en soulignant notamment comment un seul robinet servait à plusieurs maisons, ou encore comment, faute d'électricité, ses habitants devaient utiliser des bougies ou des lampes à pétrole dès la nuit tombée.

Le propriétaire du lieu est le révérend Mabutho, de l'Église anglicane, un Thembu ami de sa famille. En guise de discours de bienvenue, le religieux tient d'ailleurs à lui rappeler comment leurs ancêtres ont appris à tout partager. Du moins jusqu'au jour où le révérend est informé des circonstances du départ du protégé du régent. Difficile pour Nelson de ne pas faire son *mea culpa* devant l'homme d'Église, qu'il présentera plus tard comme « généreux et pieux », mais qui lui demande de se mettre en quête d'un nouveau toit. Compatissant malgré tout, Mabutho lui suggère de s'adresser à de proches voisins de sa connaissance, la famille Xhoma. Sur la foi de cette recommandation, celle-ci se déclare prête à accueillir le jeune homme, qui occupera une pièce de leur demeure en échange d'un faible loyer. La pièce en question est une chambre sans chauffage ni électricité ni eau courante, mais où Nelson se sent bien, parce que enfin chez lui...

Au sein du cabinet Sidelsky, il commence par accomplir toutes les tâches habituelles d'un stagiaire, essentiellement composées de courses en ville et de fastidieux classements de dossiers. Au fil des mois, la confiance s'installant, ses patrons le chargent de travaux plus valorisants. Parmi eux, la rédaction de contrats destinés à des clients africains ; ses supérieurs

n'omettent jamais de lui expliquer les tenants et les aboutissants de telle ou telle clause les composant, ainsi que les références juridiques qui l'ont inspirée. Dans ses souvenirs, le futur dirigeant de l'ANC présente Lazar Sidelsky comme un pédagogue patient, se montrant ouvert à la discussion quels que soient les thèmes abordés. À un thème près toutefois : la politique, dont l'avocat-homme d'affaires dit se méfier. Cette méfiance intrigue Mandela, qui s'en ouvre bientôt à un de ses collègues stagiaires : Gaur Radebe. De dix ans son aîné, celui-ci milite depuis plusieurs années au sein de l'ANC et du South African Communist Party (SACP), le Parti communiste sud-africain.

Le personnage fait partie de ceux à qui on s'attache immédiatement. Malgré l'absence de diplômes, ou peut-être grâce à cela, Radebe séduit son collègue par son assurance et ses audaces. Un jour, de retour d'une course, Nelson surprend son coreligionnaire en train de fustiger leur patron : « Regardez, vous restez assis comme un seigneur alors que Mandela fait vos courses. Ce devrait être l'inverse, mais un jour c'est ce qui se passera, on vous rejettera tous à la mer ! » Lorsque l'Africain en a terminé, Nelson s'attend à une réaction aussi violente de la part de son patron. Mais, compréhensif, l'avocat se contente de hocher la tête avec tristesse et une crainte diffuse devant celui qu'il considère d'abord comme un « fauteur de troubles », mais au meilleur sens du terme, selon Nelson. Ce dernier, de son propre aveu, en prend ce jour-là de la graine.

Parmi les stagiaires du cabinet, un autre personnage retient l'attention du futur leader de l'ANC : Nat Bregman, qui deviendra bientôt son premier grand ami blanc. Bregman, lui aussi, est un militant du PC sud-africain et souhaite vivement que Nelson y adhère à son tour. Mais celui-ci ne se montre guère enthousiaste : il a encore en tête les conseils de son mentor Sidelsky, et l'hostilité du PC envers la religion lui apparaît bien surprenante. Tout aussi paradoxale lui semble la situation du parti communiste de son pays, qui se déclare ouvert à tous, mais qui reste largement dominé par des

responsables blancs ; il le constatera d'ailleurs par lui-même en assistant à plusieurs réunions de cellules militantes, dont celle bien entendu de Bregman. L'occasion pour lui de nouer des amitiés avec d'autres personnages d'un rare courage politique. Parmi elles, Michael Harmel, journaliste-éditeur de *The African Communist* et cofondateur du Congrès des syndicats sud-africains (SACTU).

En ce qui concerne la vie quotidienne, Nelson doit s'arranger avec son maigre salaire – 400 rands par mois, dont la moitié lui sert à régler le bus « indigène ». Autant dire qu'il ne peut guère se permettre d'excès ; à preuve ses repas, allégés, et le costume, généreusement offert par Sidelsky, qu'il portera tous les jours pendant cinq ans... Heureusement, il y a aussi la bagatelle, qu'il ne dédaigne pas. Parmi les heureuses élues, la jolie Ellen, une institutrice alors en poste dans une des écoles du township d'Alexandra. Nelson entretient avec elle une relation idyllique, du moins jusqu'au jour où son amie fonctionnaire lui annonce sa mutation prochaine. Quelques semaines plus tard, l'amoureux transi se console en contant fleurette à une nouvelle jouvencelle, prénommée Didi. Signe particulier : elle est l'une des cinq filles de son accueillant propriétaire. Un problème de taille se pose toutefois pour Nelson : Didi a déjà un amoureux et ne semble pas partager la flamme qui l'anime. Un coup pour rien pour le coureur de jupons, qui décide de changer d'air.

Nous sommes au début de l'année 1942, et Nelson emménage à la WNLA, sigle désignant une communauté multiethnique et polyglotte de l'Afrique du Sud urbaine et moderne. S'y côtoient des jeunes gens sothos, tswanas, vendas, zoulous, entre autres. C'est une révélation pour l'apprenti avocat : « Sans m'en rendre compte je m'étais laissé prendre dans les divisions ethniques entretenues par le gouvernement blanc et je ne savais même pas parler à mes parents et à mes amis. Sans langue commune, on ne peut parler à un peuple ou le comprendre ; on ne peut partager ses espoirs et ses aspirations, saisir son histoire, apprécier sa poésie et ses chansons. Je me suis à nouveau aperçu que nous

n'étions pas des peuples différents avec des langues différentes ; nous ne formions qu'un peuple avec des langues différentes. » Relation de cause à effet, c'est à partir de cette prise de conscience que Nelson décide d'abandonner son projet de devenir fonctionnaire ou interprète au ministère des Affaires indigènes, pour mieux se consacrer à une carrière d'avocat qu'il espère embrasser un jour dans sa région natale du Transkei. Auparavant, à lui de réussir l'examen final qui lui permettra de décrocher sa licence en droit. Une étape qu'il franchira avec aisance.

Au cœur de l'été 1943, Nelson est toujours confronté à des problèmes matériels : son maigre salaire est encore amputé par une récente augmentation des tarifs des bus, son principal moyen de locomotion. À ses yeux, une hausse injustifiée. Il n'est pas le seul à éprouver ce sentiment. Plusieurs milliers de ses coreligionnaires ont même décidé de dénoncer haut et fort cette augmentation en manifestant dans les rues de Johannesburg et en boycottant les bus d'Alexandra. Ce dernier mot d'ordre a été lancé par l'ANC, dont les militants ont rejoint les rangs des manifestants. Parmi eux, Gaur Radebe, le collègue stagiaire de Nelson, qui entraîne ce dernier à plusieurs meetings et autres marches organisés par le parti africain. Une première pour le protégé du régent, qui jusqu'à présent s'était contenté, selon ses confidences, d'un rôle de « spectateur ». Il admet cependant : « Je trouvais que défiler avec les siens était exaltant et encourageant. Mais j'ai aussi été impressionné par l'efficacité [de ces manifestations] : après neuf jours, pendant lesquels les autobus ont circulé à vide, la compagnie a remis les tarifs à 4 pence... »

De là à imaginer un engagement politique de tous les instants, il y a un pas que Nelson ne franchit pas. Enfin, pas encore. Son souhait le plus cher est en effet d'achever ses études de premier cycle. Ce qu'il entreprend en suivant des cours par correspondance dispensés par l'université d'Afrique du Sud (UNISA). En 1943, enfin diplômé, Nelson peut alors s'inscrire auprès d'une autre université : celle du

Witwatersrand, où il espère bien décrocher un LLB, une licence en droit donnant accès à la profession d'avocat...

Un système « diabolique »

Présentée comme la meilleure université de langue anglaise de la région, « Wits », comme préfèrent la dénommer les étudiants sud-africains, bénéficie tout logiquement d'une bonne réputation. Nouveauté pour l'étudiant Mandela, la présence majoritaire autour de lui de condisciples blancs. Son arrivée est d'autant plus remarquée qu'en réalité il est le seul Noir inscrit à la faculté de droit. Ce qui n'est pas pour lui déplaire : comme le souligne l'un de ses biographes, « c'est la première fois qu'il se trouve à côté de Blancs sur un pied d'égalité absolue¹ ». En même temps, le nouveau venu n'ignore pas toutes les difficultés qu'il lui reste à surmonter avant d'arriver à une réelle égalité des chances entre citoyens sud-africains.

Ces aspirations au changement, voilà quelques décennies que l'ANC s'estime en être la dépositaire. Notamment en revendiquant la citoyenneté pour tous, le droit d'acquérir des propriétés et naturellement l'abrogation de toutes les lois discriminatoires. De son côté, Nelson adhère à ces principes mais reste sceptique sur leur application ; en tout cas avec les méthodes que l'ANC préconise, trop molles à son goût. L'organisation se montre-t-elle trop respectueuse des institutions blanches ? Bon nombre de ses adhérents le suggèrent, sans oser le déclarer de façon véhémence. Mandela, lui, estime qu'il est peut-être temps de repenser ses structures et sa philosophie. Comment ? D'abord en adhérant à l'organisation, qu'il décide de rejoindre officiellement au début de l'année 1944, puis en proposant le projet d'une ligue réservée aux jeunes qui, tout en dépendant de l'ANC, agirait différemment sur le terrain pour mener le combat. Il n'est pas le seul à le suggérer au docteur Albert Xuma, alors patron de l'ANC. À ses côtés, Walter Sisulu, son mentor, et Oliver Tambo, son ami et condisciple de Fort Hare, aspirant, eux

aussi, à faire souffler un vent nouveau sur l'organisation. Malgré quelques réserves, la direction de l'ANC finit par valider, au printemps de la même année, la création de la Ligue de la jeunesse (Youth League), dont la présidence est confiée à Anton Lembede, fils d'un ouvrier agricole zoulou devenu instituteur. Nelson Mandela, lui, est désigné pour occuper le poste de secrétaire général, à la plus grande satisfaction de ses amis Sisulu et Tambo. Et d'une nouvelle venue dans sa vie, Evelyn Ntoko Mase, dont les sentiments pour Nelson ne sont plus un mystère.

Fille d'un mineur, Evelyn est une infirmière originaire comme lui du Transkei. C'est dans la maison des Sisulu, où elle est hébergée, qu'il a fait sa connaissance. Une première rencontre aux allures de coup de foudre, puisque dans la foulée l'entreprenant Nelson propose à Evelyn d'être sa compagne attitrée lors de ses sorties. Au cours des mois suivants, c'est sa main qu'il lui demande, pour la plus grande joie de l'élue de son cœur. Pour ses noces, faute de moyens, le couple devra toutefois se contenter d'un mariage civil dûment enregistré auprès du tribunal des affaires indigènes de Johannesburg. Côté hébergement, les nouveaux mariés optent pour une chambre chez l'habitant. En l'occurrence, la sœur d'Evelyn, qui réside à City Deep Mines.

Plus tard, en 1946, le couple emménage dans un pavillon non loin de chez Sisulu. Une humble demeure au toit en tôle, sans eau ni électricité, et où grandissent leurs trois enfants, deux garçons, Madiba Thembekile (« Thembu ») et Makgatho, et une fille, Makaziwe (« Maki »), née en 1953 ; une première petite fille née en 1947 était décédée à l'âge de neuf mois. Malgré l'inconfort du lieu, Mandela se dit fier d'habiter un township, où la sécurité n'est pas toujours assurée, mais où la vie est passionnante. Comme à Alexandra, il apprécie l'esprit de solidarité qui y règne – ce même esprit de solidarité qui ne manque pas en revanche d'inquiéter les Blancs. Une réalité sociale qui se renforcera lorsque Orlando sera bientôt rattaché à Soweto (pour « South Western Township »), autre banlieue noire située aux portes de Johannesburg. Dans cette ville

surgiront au fil des ans des bidonvilles qui, au milieu des années 1970, se transformeront en véritables poudrières et, par la force des choses, en symboles de la résistance noire à l'apartheid.

Nous n'en sommes pas là lorsque, en cette même année 1946, Nelson se déclare profondément révolté par le sort réservé aux responsables syndicaux de la première grande grève que connaît alors l'Afrique du Sud. Au centre des revendications des mineurs du Reef² : une revalorisation substantielle de leur salaire, que va leur refuser obstinément pendant plusieurs semaines la Chambre des mines. Pour Mandela, c'est l'occasion d'exprimer son soutien aux quelque 70000 mineurs qui ont cessé le travail. En vain : inflexible, la Chambre des mines – autrement dit l'État – réussit, par la force et la répression, à faire reprendre le chemin de leurs mines à leurs personnels. Tandis qu'une cinquantaine de « meneurs », eux, seront condamnés pour « incitation à la rébellion ».

Un échec cinglant pour les militants de l'ANC et pour Mandela en particulier, qui, à l'été 1947, est toutefois élu au sein du comité exécutif de l'organisation du Transvaal. Un premier poste à responsabilité qui représente à ses yeux une « étape capitale » de son engagement nationaliste. Non pour « rejeter les Blancs à la mer », comme le suggèrent certains militants extrémistes, mais simplement pour faire admettre l'Afrique du Sud comme un pays multiracial. Idéaliste lucide, il ne l'ignore pas non plus, le chemin sera encore long pour que son rêve se réalise ; et, avant d'y parvenir, il sera nécessaire de créer un puissant mouvement de libération nationale ouvert non seulement aux Noirs, mais aussi aux Indiens et métis, avec lesquels il aspire désormais à travailler en étroite collaboration. Un premier pas est bientôt franchi dans ce sens avec le « Pacte des médecins », du nom d'une campagne « antiraciale », visant à rassembler tous les gens de couleur du pays. Parmi les thèmes défendus, celui du droit de vote pour tous. Mais le succès est d'emblée compromis par certaines divisions aux motifs obscurs qui apparaissent bientôt

au sein même de l'ANC, et dont l'une des premières conséquences va être de permettre à Mandela d'accéder à la direction de la Ligue pour la jeunesse.

Ses nouvelles obligations, Nelson les accepte d'autant plus volontiers que la vie politique sud-africaine connaît alors un changement aussi radical qu'inattendu : à la suite d'élections générales qui se déroulent en juin 1948, le pouvoir blanc représenté par le général Jan Smuts et son Parti uni (United Party) doit en effet céder sa place aux représentants du Parti national (National Party), organisation résolument raciste, comme l'ont illustré ses slogans durant toute la campagne électorale. Florilège : « Le Nègre à sa place » ; « Les coolies dehors ! », *etc.* En clair, un nationalisme d'extrême droite parfaitement assumé par ses membres et son dirigeant, Daniel François Malan. Celui-ci est un ancien pasteur de l'Église réformée hollandaise devenu un ardent promoteur d'une renaissance de la « pureté afrikaner ». Cette singulière idéologie n'est pas sans rappeler celle du national-socialisme de l'Allemagne d'Adolf Hitler, qui, soit dit en passant, compte de très nombreux partisans au sein du Parti national. À leur doctrine raciste, peut-être pour faire bonne mesure, Daniel Malan et ses amis ajouteront une haine indéfectible des Britanniques, considérés comme trop libéraux...

Grand vainqueur des élections, le Parti national a donc désormais les mains libres pour imposer un système auquel son électorat – la majorité de la minorité blanche – aspire depuis de nombreuses décennies : l'*apartheid*, la « séparation ». Son but consiste à protéger l'intimité des Blancs dans leur vie quotidienne en limitant leurs rapports avec les non-Blancs. Dans les faits, l'État distingue quatre groupes raciaux, dont le Parti national a tôt fait d'établir la hiérarchie à travers une loi sobrement baptisée *Population Registration Act*. Au sommet de la pyramide, et tout logiquement, les Blancs, autrement dit les Afrikaners et les Britanniques, obsédés, surtout les premiers, par leur « peur d'être engloutis par la masse des peuples noirs environnants³ ». Les « peuples noirs » en question se composent tout d'abord des Indiens, descendants

des coolies recrutés un siècle plus tôt pour travailler sur les plantations de cannes à sucre du Natal ; puis les métis, ou *coloured people*, la plupart issus du métissage entre Blancs et Malais au cours de la conquête du pays, au XVI^e siècle ; en bas de l'échelle enfin, les Noirs ou « Bantous », qui représentent alors les deux tiers de la population sud-africaine. Un groupe important, mais que le *Population Registration Act* va diviser en neuf ethnies, à partir de leur langue. Parmi ces ethnies, les Zoulous et les Xhosas.

C'est pour ces trois derniers groupes que le nouveau pouvoir blanc, se réclamant des Saintes Écritures, instaure bientôt une incroyable batterie de lois. Ainsi de l'interdiction des mariages mixtes, de la pénalisation de toutes relations sexuelles entre Blanc et non-Blanc, de l'habitat séparé répartissant racialement les zones urbaines de résidence. Ou encore du retrait du droit de grève aux travailleurs noirs, et par la même occasion de l'interdiction aux mêmes d'accéder à la formation professionnelle. Et enfin de la loi dénommée *Industrial Consolidation Act*, protégeant l'emploi des seuls Blancs, etc., etc. Autant de lois rigides, dont l'apothéose sera atteinte en 1953 avec la loi dite « des commodités » (*Reservation of Separate Amenities Act*), interdisant formellement aux gens de couleur l'usage des toilettes et fontaines publiques, réservées aux seuls Blancs. Pour ceux qui auraient du mal à comprendre, des campagnes d'affichage sont mises en place. En anglais et en afrikaans (un mélange de hollandais et de créole portugais), on y découvre qu'un Blanc a l'interdiction formelle d'enseigner la lecture à un domestique africain ; que celui qui ose prendre la parole dans une réunion publique rassemblant plus d'une demi-douzaine de Noirs encourt une peine de prison de trois ans...

Pour Nelson Mandela, un système oppressif et « diabolique » que l'ANC doit impérativement dénoncer et combattre, en organisant par exemple des manifestations de masse à l'image des manifestations non violentes mises en place en Inde par Gandhi – le même Gandhi qui, alors jeune avocat, avait séjourné à la fin du siècle précédent en Afrique

du Sud afin d'y défendre les intérêts de sa communauté et de fonder le Natal Indian Congress, dont l'objectif était la reconnaissance des droits civiques des Indiens. Une résistance passive à laquelle n'adhère pas toutefois la vieille garde de l'ANC, représentée par Albert Xuma. Celui-ci craint en effet un débordement de ses jeunes troupes en mal d'actions radicales, voire révolutionnaires. Le bon docteur Xuma aurait-il fait son temps ? Une majorité de militants le suggère lors des élections qui se déroulent bientôt au sein de l'organisation. Celles-ci sont un échec pour le courant représenté par Xuma, contraint de présenter sa démission de son poste de président. Voilà qui permet l'arrivée de Nelson Mandela au sein du Comité national de direction de l'ANC ; une nomination émouvante pour le nouveau responsable, qui se retrouve ainsi face à de lourdes responsabilités.

Entre-temps, Nelson en a terminé de son stage obligatoire de trois ans au cabinet Sidelsky. Il s'apprête à décrocher sa licence en droit. Un diplôme qu'on lui décerne bientôt et grâce auquel il rejoint successivement plusieurs cabinets « blancs ». C'est le début d'une vie sociale dense et riche qui va permettre à Mandela de nouer des amitiés avec nombre d'activistes antiapartheid blancs. Parmi ces derniers, Joe Slovo, marié à Ruth First, deux militants communistes dont Nelson a tôt fait d'admirer la perspicacité intellectuelle. Ou encore George Bizos, avocat d'origine grecque, qui se présente à lui comme un ardent défenseur des droits de l'homme. Sans oublier Abram « Bram » Fischer, autre activiste antiapartheid dont le grand-père occupa une très haute fonction dans l'administration judiciaire de la colonie d'Orange.

Pour Mandela, l'heure sonne enfin d'ouvrir son propre cabinet d'avocats. Il décide de créer son affaire en association avec son vieux complice de Fort Hare, Oliver Tambo. Sa plaque de cuivre professionnelle, le duo la fait clouer à l'entrée de Chancellor House, sur Fox Street, en plein centre de Johannesburg. Le choix ne doit rien au hasard : Chancellor House est l'un des rares immeubles pouvant être loués par des Africains, pour la simple et bonne raison que ses propriétaires

sont des hommes d'affaires indiens. Avantage non négligeable, il est situé en face du palais de justice de Johannesburg.

Rapidement, les clients se pressent à la porte du nouveau cabinet de Fox Street. Rien d'étonnant à cela : l'association Mandela & Tambo se présente comme le premier cabinet d'avocats africain. Et ce n'est pas en effet le travail qui va manquer aux duettistes, avec des dossiers relevant la plupart du temps des mêmes « crimes » : des Noirs ayant franchi des espaces réservés aux Blancs (plages, bus, etc.) ou qui étaient démunis de leur *pass* un jour de contrôle par des policiers hargneux. « Si nous n'avions pas été rebelles à l'apartheid, nos expériences auraient remédié à cette faille. Chaque dossier, chaque visite en prison, chaque entretien avec nos clients nous soulignait avec force l'humiliation et la brûlante souffrance de notre peuple⁴ », confiera plus tard Oliver Tambo. « Des milliers d'humiliations que les Africains ordinaires affrontaient dans leur vie quotidienne », complètera de son côté Mandela. Lui aussi avait eu à maintes reprises, quelques années auparavant, à s'expliquer devant des commandants de commissariat sur des « violations mineures ». Parmi elles, l'usage de toilettes réservées aux Blancs, qui lui vaudra quelques brefs séjours en cellule. « On m'arrêtait le matin et on me relâchait dans l'après-midi, car j'expliquais que c'était une erreur de ma part, que je n'avais pas lu le panneau. »

D'une autre gravité se révèlent les affaires liées à des brutalités policières que les deux associés ont aussi désormais à traiter devant la justice, mais pour lesquelles ils doivent rapidement admettre leur impuissance. Et pour cause : difficile dans ces cas-là d'apporter les preuves des accusations portées par les victimes. Pour les magistrats appelés à juger, c'est parole contre parole ; et le plus souvent, pour ne pas dire toujours, il s'agit de donner raison aux représentants de la force publique.

Heureusement pour Mandela, certains dossiers sont moins dramatiques. Ainsi de celui de ce guérisseur réputé mais suspecté par des Blancs de pratiquer la sorcellerie. L'homme de l'art allait-il jeter un sort aux magistrats chargés de le juger

? Ces derniers le crurent un moment lorsque leur prévenu se mit à éternuer bruyamment, provoquant une situation inédite : le départ soudain de la foule de curieux venus assister au procès. Relation de cause à effet ? Seule certitude, dans les heures qui suivent l'acquittement est prononcé pour le client de maître Mandela, chaudement félicité de cette issue aussi heureuse qu'inattendue. Nelson en robe noire n'est pas totalement dupe de sa belle et étrange victoire : « Je soupçonne que les gens du coin l'ont aussi attribuée au pouvoir des herbes du guérisseur... »

Cette humilité teintée d'humour n'empêche en rien Mandela d'être reconnu comme un juriste brillant par ses pairs. Ces mêmes confrères jalourent parfois son langage déclamatoire et son habilité à mener les contre-interrogatoires. Des situations au cours desquelles l'avocat prend plaisir à souligner l'une après l'autre les contradictions contenues dans les dossiers. Plus tard, il se plaira ainsi à conter cette autre singulière affaire concernant une femme de ménage accusée d'avoir volé des effets personnels de sa patronne. Le jour du procès, maître Mandela ne se démonte pas lorsqu'il rejoint la table où sont déposés plusieurs vêtements prétendument dérobés. Il se saisit, à l'aide d'un crayon, d'une seule petite culotte, qu'il tient à présenter à la plaignante. « Madame, est-ce que cela... vous appartient ? » interroge-t-il. « Mais non, mais non », lui rétorque aussitôt la dame en question, visiblement très embarrassée. Pour Mandela, une belle victoire, que les magistrats souligneront en accordant un non-lieu à sa cliente...

Un autre dossier attend le facétieux avocat, mais celui-ci est d'une autre nature, et son enjeu d'une autre importance. Nous sommes alors en 1953, et les habitants de Sophiatown, un quartier de Johannesburg, tombent des nues : le gouvernement veut leur imposer d'autorité un déménagement vers un autre township noir, Soweto. La raison officielle évoquée ? L'insalubrité du lieu, liée à l'existence de bidonvilles. En réalité, cette décision fait suite aux récriminations répétées de la population blanche des environs,

qui voit d'un mauvais œil l'extension année après année de cette « zone noire » où les bidonvilles viennent côtoyer leurs nombreuses et confortables maisons. Une déportation de plusieurs dizaines de milliers d'habitants vers Soweto ? Aussitôt informés de cette ignominie, les responsables de l'ANC s'insurgent et le font savoir. Parmi eux, Mandela, qui tient à s'impliquer dans l'affaire en participant à bon nombre de réunions au centre de Sophiatown. Son objectif est naturellement de mobiliser les futurs expulsés afin de contraindre les autorités à modifier leur projet. Sur place, l'avocat-militant s'avoue surpris par le nombre de personnes qui se déplacent pour l'entendre. Ses discours, il est vrai, savent enflammer les esprits, notamment lorsqu'il dénonce les répressions incessantes du gouvernement, ou lorsqu'il souligne avec force les craintes de celui-ci devant la force grandissante du peuple africain. L'orateur exalté laisse-t-il entendre que le temps de la résistance passive est terminé et que celle-ci doit désormais faire place à des ripostes plus musclées ? Les foules noires réunies le comprennent ainsi, et Mandela ne dément pas. Il semble même accréditer cet appel à l'action, lorsque, un jour, n'y tenant plus, il entonne un chant de liberté aux paroles on ne peut plus explicites : « Voici nos ennemis, prenons les armes, attaquons-les ! » Avant de montrer du doigt les rangées de policiers présents : « Regardez, les voici, nos ennemis ! »

Bien plus tard, Mandela l'admettra volontiers : c'est bien à partir des événements de Sophiatown que sa façon de voir les choses a évolué. En constatant, notamment, que la philosophie de lutte de son modèle Gandhi n'était pas, par la force des choses, transposable en Afrique du Sud. Et d'expliquer : « En Inde, Gandhi avait eu affaire à une puissance étrangère qui en fin de compte s'était montrée plus réaliste et plus clairvoyante. Ce n'était pas le cas des Afrikaners en Afrique du Sud. La résistance passive non violente est efficace tant que votre adversaire adhère aux mêmes règles que vous. Mais si la manifestation pacifique ne rencontre que la violence, son efficacité prend fin. » Cela étant, reste maintenant à convaincre la direction de l'ANC, dont la plupart des membres se déclarent scandalisés par les discours de Mandela. Pour eux,

ses propos enflammés ne peuvent que pousser le gouvernement à un nouveau raidissement à l'égard de leur organisation. Isolé au sein de la direction, Mandela fait amende honorable et s'engage à se montrer plus prudent lors de ses prochaines interventions publiques. Sans être totalement convaincu...

¹- Jean Guiloineau, *Nelson Mandela*, Plon, 1990.

²- Du nom de l'une des plus anciennes et plus importantes mine d'or du Transvaal.

³- Antoine Bullier, *Apartheid : l'écriture d'une histoire, 1940-1990*, Palabres, 2003.

⁴- Luli Callinicos, *Oliver Tambo : Beyond the Engeli Mountains*, David Philip, 2004.

Une charte pour la liberté

Mandela, révolutionnaire exalté ? L'intéressé l'admet en partie mais préfère se définir comme un militant réaliste et pragmatique. Ainsi lorsque, au cours des semaines suivant son *mea culpa*, il convainc son ami Walter Sisulu de profiter d'un déplacement à l'étranger pour faire un crochet par la République populaire de Chine. Moins pour y recueillir un soutien moral que pour suggérer l'envoi d'armes, dans la perspective naturellement d'une future lutte armée. Comme il fallait s'y attendre, les interlocuteurs chinois de Sisulu prêteront une oreille attentive aux doléances du représentant de l'ANC en s'affirmant totalement solidaires de la cause défendue par l'organisation sud-africaine. Mais pas question toutefois pour les autorités de Pékin d'aller au-delà de ce soutien affiché.

Les services de renseignements sud-africains ont-ils eu vent du séjour asiatique de Sisulu ? L'histoire ne le dit pas, mais c'est à ce moment-là que Nelson Mandela reçoit curieusement l'ordre de limiter ses déplacements professionnels à la seule région de Johannesburg. Avec à la clé l'interdiction formelle de toute participation à des meetings politiques. Le prétexte invoqué ? Une supposée collusion entre le Parti communiste sud-africain, désormais interdit, et l'ANC. Pour Mandela, c'est la fin d'un engagement public de dix ans qu'il n'a pas toutefois l'intention d'abandonner, bien décidé qu'il est à poursuivre son combat. À sa façon, c'est-à-dire secrètement et illégalement. Mais, il ne l'ignore pas, sa tâche ne sera pas aisée, comme il le soulignera à l'occasion d'une nouvelle conférence de l'ANC ; ou plutôt, comme il le fait expliquer par l'un des membres de la direction de l'organisation, puisqu'il est désormais interdit de parole. Sa déclaration : un long discours intitulé « Le chemin vers la liberté n'est pas facile », dans lequel il réaffirme que les

formes de protestation mises en œuvre jusqu'alors sont devenues « dangereuses et suicidaires », et que le peuple doit se préparer à « de nouvelles formes de lutte politique ». Avant de marteler : « Le jour du règlement entre les forces de la liberté et celles de la réaction n'est plus très éloigné. [...] La gravité de la situation dans laquelle se trouve le peuple le contraint même à résister jusqu'à la mort à la politique ignoble des gangsters qui dirigent ce pays. [...] Le renversement de l'oppression a été approuvé par le genre humain, et c'est l'aspiration la plus élevée de tout homme libre ! »

Libre, Mandela l'est. Et même trop au goût de l'ordre des avocats du Transvaal, qui, au printemps 1954, exige sa radiation du barreau. En cause : ses déclarations publiques jugées « déshonorantes » pour un homme de robe. Aussitôt connue, l'information soulève l'indignation chez de nombreux juristes noirs, mais aussi, et c'est à souligner, afrikaners. Pour défendre sa cause, Mandela fait d'ailleurs appel à deux d'entre eux, Walter Pollack et William Aaronsohn, qui, comme le veut le code de déontologie de leur profession, plaideront bénévolement. Leur principal argument tient en une ligne : dans la loi, rien n'interdit à un avocat de défendre ses idéaux. Magnanime, le président du tribunal l'admet en laissant l'avocat Mandela libre d'user de sa liberté d'expression, même lorsque celle-ci, tient-il à préciser encore, exprime une opposition aux projets gouvernementaux...

Parmi ces derniers, le déplacement des populations de Sophiatown, dont la date butoir est désormais arrêtée au 9 février 1955. Dans le domaine qui est le leur, celui des lois, Mandela et Tambo tentent d'ultimes recours devant les tribunaux, aux yeux desquels ils soulignent l'illégalité de bon nombre d'expulsions. Une façon de gagner du temps, car les deux avocats sont conscients que le gouvernement ne se laissera pas impressionner par leurs arguties juridiques. Des manifestations de masse y par viendraient-elles ? Pas davantage : à la date prévue, plusieurs milliers de policiers et de militaires commencent à évacuer le township. Autant d'habitations qui se vident au fil des heures pour laisser

aussitôt la place à des bulldozers chargés de les raser. C'est un échec pour les militants de l'ANC et pour Mandela en particulier, encore davantage convaincu que « le feu ne peut se combattre que par le feu »...

L'élaboration de la « Charte pour la liberté » serait-elle le signe annonciateur de cette révolution ? Seule certitude : elle va devenir un phare pour la lutte de libération et pour l'avenir du pays. À l'origine de ce texte, fruit d'un long travail de réflexion et de rédaction, un appel lancé par l'ANC à toute une pléiade d'associations sportives et culturelles ainsi qu'à des organisations syndicales, défendant certes les travailleurs, mais militant aussi pour le suffrage universel et l'égalité entre Blancs et Noirs. Au final, une déclaration fondatrice rassemblant les idées des uns et des autres, à travers lesquelles sont formulées plusieurs exigences. La plus marquante va rapidement devenir un slogan : « Un homme, une voix ». Le préambule du texte est tout aussi explicite. Lisons-le :

Nous, le peuple d'Afrique du Sud, nous déclarons pour que tout notre pays et le monde le sachent :

Que l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, Noirs et Blancs, et qu'aucun gouvernement ne peut équitablement revendiquer une autorité qui ne serait pas fondée sur la volonté du peuple ;

Que notre peuple a été dépossédé de son droit de naissance à la terre, de la liberté et de la paix par une forme de gouvernement fondée sur l'injustice et l'inégalité ;

Que notre pays ne sera jamais ni prospère ni libre tant que tout notre peuple ne vivra pas dans la fraternité et ne bénéficiera pas d'une égalité de droits et de chances ;

Que seul un État démocratique, fondé sur la volonté du peuple, peut assurer à tous leurs droits naturels sans distinction de couleur, de race, de sexe ou de croyance ;

Et, par conséquent, nous, le peuple d'Afrique du Sud, Noirs et Blancs ensemble – égaux, compatriotes et frères –, nous adoptons cette « Charte de la liberté ». Et nous nous engageons à ne ménager ni notre force ni notre courage tant que les changements démocratiques énoncés ici n'auront pas été réalisés.

Comme il fallait s'y attendre, la publication et la large diffusion de la « Charte de la liberté » ne sont pas – mais alors pas du tout – du goût du gouvernement du Parti national, parti extrémiste toujours solidement installé au pouvoir. Sa réaction ne se fait d'ailleurs pas attendre : la plus importante opération de police jamais vue en Afrique du Sud est lancée. Baptisée « opération T », celle-ci prend la forme de perquisitions tous azimuts aux domiciles et aux bureaux qui d'avocats, qui de journalistes, qui de leaders syndicaux et autres responsables d'association. Au total, on compte plus de 500 descentes de policiers chargés de récupérer toutes les preuves matérielles

susceptibles d'évoquer des menaces contre la sécurité de l'État. Le cabinet des associés Mandela et Tambo n'échappe naturellement pas à ces perquisitions. Peine perdue pour les fonctionnaires de police, qui repartiront bredouilles, mais sans avoir dit toutefois leur dernier mot. Ainsi, en mars 1956, Mandela reçoit son troisième ordre d'interdiction de circuler librement à travers le pays. Et *a fortiori* à l'étranger. Contraint de se mouvoir dans les seules limites de Johannesburg, il se voit même interdire de la même façon toute participation à des réunions publiques. Pour l'heure, il n'est cependant pas question de l'empêcher de pratiquer son sport favori : la boxe. Un exutoire indispensable pour Mandela, qui voit dans ses entraînements une façon idéale de décharger son stress quotidien.

De fait, voilà plusieurs années que Mandela est devenu un habitué de la salle Saint-Joseph, installée dans le centre communautaire Donaldson, à Orlando Est. Il s'y est inscrit dès son arrivée à Johannesburg et, au fil des ans, y a entraîné son fils Thembi, qu'il trouvait un peu trop « maigrichon » à son goût. Autour d'eux, une vingtaine de boxeurs amateurs et d'haltérophiles passionnés qui s'entraînent avec les moyens du bord. Ici, pas de ring ni de protège-dents, et un seul sac rempli de sable pour se faire les poings. De toute façon, c'est moins la violence inhérente à la boxe que la science liée à cet art qui séduit le poids lourd Mandela : « Quand on tourne autour de son adversaire, en cherchant ses points forts et ses points faibles, on ne pense pas à la couleur de sa peau ni à son statut social », souligne ainsi ce passionné de séances d'entraînement. Celles-ci se déroulent deux fois par semaine, tous les lundis et jeudis. Et selon un programme bien huilé, au cours duquel le sportif alterne jogging, corde à sauter, gymnastique, haltères et matches de boxe entre amis de la même catégorie. Ces échanges de coups se déroulent parfois sous l'œil vigilant et affectueux du fils de Nelson, Thembi, alors âgé d'une dizaine d'années, qui ne manque jamais de taquiner son père lorsque celui-ci manque de vivacité : « Monsieur Mandela, si vous ne pouvez pas suivre, vous n'avez qu'à rentrer chez vous pour vous asseoir avec les femmes... »

D'humour, les trois policiers blancs qui se présentent à l'aube d'un certain jour de décembre 1956 au domicile de la famille Mandela sont, eux, totalement dépourvus. Et pour cause : munis d'un mandat de perquisition, ils sont chargés d'y saisir tous les documents susceptibles de caractériser une atteinte à la sécurité du pays. S'engage une fouille minutieuse. Et vaine. Leur mission n'est pas pour autant achevée : le chef des policiers annonce son interpellation à Mandela. Le motif ? Il est souligné en gras sur le second mandat qui lui est présenté : « haute trahison ». Pas moins. Pour l'avocat, c'est un choc, mais il est difficile pour lui de résister à l'injonction du chef de la police dite « de sécurité ». Embarqué *manu militari* dans le véhicule policier, Mandela imagine la destination qu'il va rejoindre : Marshall Square, la prison de Johannesburg. Il a vu juste : il découvre bientôt les murs en briques rouges de l'établissement où il avait été incarcéré quelques jours en 1952, alors que se déroulait la *Defiance Campaign* (« campagne de défiance »), mouvement destiné à contrer les règlements de l'apartheid. Sur place, une surprise toutefois l'attend, sous la forme de visages connus : ceux de camarades de l'ANC et d'autres organisations progressistes. Parmi eux, le chef Albert Luthuli, Monty Naicker, Reggie September, Lilian Ngoyi et Piet Beyleveld. Ainsi que plusieurs de ses amis blancs, les membres du Parti communiste sud-africain Helen Joseph, Joe Slovo et son épouse, Ruth First. Tous accusés, comme lui, de forfaiture et de conspiration contre l'État. Ils ne seront pas les seuls : au cours des jours suivants, c'est une centaine d'autres militants qui sont arrêtés sur les mêmes accusations. Cette rafle magistralement organisée par le gouvernement ne fut pas, selon Helen Joseph, une réelle surprise pour les militants : « La police s'est présentée avant l'aube pour m'arrêter. Comme une future mère, j'avais préparé une valise avec quelques vêtements, en me disant que si l'on arrêtait 200 personnes, je pourrais en faire partie, et qu'il fallait que je sois prête¹. »

Si l'opération T est rondement menée, elle ne tarde pas non plus à soulever l'indignation dans tout le pays : des manifestations de solidarité se déroulent dans les plus grandes

villes, et des protestations internationales se font entendre. Une fois encore, en vain. Pour le pouvoir en place, c'est à la justice désormais d'assumer ses responsabilités ; en l'occurrence, d'établir les preuves de la culpabilité de tous ces militants suspectés de vouloir « renverser le gouvernement par la violence pour le remplacer par un État communiste », avant naturellement de les punir comme il se doit, autrement dit en leur infligeant le châtiment suprême, la peine de mort.

Une future mascarade de procès en perspective ? Des observateurs présents lors d'auditions préliminaires en sont convaincus lorsque, par exemple, est citée comme preuve à charge la « Charte pour la liberté ». Toujours selon ces observateurs, bien malins seraient pourtant les magistrats capables d'y dénicher des intentions communistes et autre preuve de complot. Ce que le président du tribunal chargé de constituer les dossiers de renvoi finira d'ailleurs par admettre, en décidant de libérer sous caution la grande majorité des accusés. Parmi eux, Mandela et son associé Tambo, plutôt heureux de rejoindre leur cabinet, où ils espèrent préparer dans le calme leur défense en prévision de leurs futures audiences, qui, elles, se dérouleront à Pretoria. Dans le calme ? Pas tout à fait pour Nelson, qui doit affronter un problème d'une autre nature : sa séparation d'avec son épouse, Evelyn.

En réalité, voilà plusieurs mois que le couple bat sérieusement de l'aile. Evelyn reproche-t-elle à Nelson son engagement de tous les instants au sein de l'ANC ? L'intéressé l'admet, tout en s'interrogeant : comment faire autrement dans une lutte qui devient chaque jour davantage sa principale raison de vivre, « une part essentielle et fondamentale » de son être ? Expliqué ainsi, Evelyn certes comprend son engagement, mais elle a tôt fait également d'opposer à son époux son rêve personnel : celui d'une existence confortable et rangée, adossée aux valeurs de la foi. Ces dernières valeurs sont singulières pour Nelson, qui voit d'un mauvais œil l'implication d'Evelyn dans une organisation religieuse phagocytée par les témoins de Jéhovah. Des points de vue inconciliables ? Le couple doit l'admettre et décide de se

séparer. C'est un déchirement pour Nelson, contraint d'abandonner la garde de ses trois enfants à sa désormais ex-épouse...

¹- Helen Joseph, *Side by Side*, Zed Books Ltd., 1986, citée par Jean Guiloineau in *Nelson Mandela*, op. cit.

6

Le massacre de Sharpeville

Automne 1957. De longs mois se sont écoulés depuis l'arrestation de Mandela et de ses amis, dont le procès pour « trahison » débute enfin à Pretoria. Tous ignorent alors qu'il se prolongera jusqu'en 1961... Une interminable procédure où aucun trucage ne sera épargné : faux témoignages, documents édulcorés et tronqués, manœuvres juridiques... Autant d'éléments qui, dans un premier temps, ne semblent pas perturber outre mesure le procureur Oswald Pirow, convaincu de l'activisme des accusés et décidé à mener leur procès à son terme. Rien d'étonnant à cette attitude rigide : trois décennies plus tôt, le même Pirow fut ministre de la Justice, avant de devenir un responsable important du Parti national. Réputé pour son intransigeance, ce fils d'immigrants allemands n'a jamais caché non plus son admiration inconditionnelle pour Adolf Hitler, qu'il continue à présenter publiquement comme « le plus grand homme de son temps »... Manque de chance, l'intraitable procureur est victime d'une crise cardiaque en octobre 1959, alors que l'interminable procès de Mandela et de ses amis n'est toujours pas achevé.

Comme on peut s'en douter, la disparition inattendue du procureur Pirow est vécue comme un fâcheux contretemps pour le gouvernement de Pretoria, désormais dirigé par Hendrik Verwoerd, ancien ministre des Affaires indigènes et présenté comme le théoricien « moderne » de l'apartheid. Et, comme si cette triste nouvelle ne suffisait pas, les dirigeants sud-africains doivent faire face deux mois plus tard à plusieurs manifestations de rue d'une population exigeant l'abolition du *pass*, ce laissez-passer réglementant les mouvements d'immigration vers les villes. Cette campagne massive a été lancée par le Congrès panafricain (PAC), une nouvelle

organisation récemment créée sous l'impulsion de Robert Sobukwe. Autour de lui, d'anciens membres de l'ANC qui prônent des actions plus radicales tout en refusant de s'ouvrir aux autres races. Le mot d'ordre du PAC est alors de manifester bruyamment devant les commissariats de police du pays. Ce que ses militants entreprennent sans attendre, jusqu'au jour où l'une de ces opérations dégénère en massacre.

Ce 21 mars 1960, plusieurs milliers de manifestants ont décidé de rejoindre le commissariat de Sharpeville, township noir situé au sud de Johannesburg. À l'intérieur des locaux, 70 policiers sont de service. Informés de l'organisation de cette manifestation, ceux-ci avaient-ils reçu des ordres pour refouler les protestataires ? Ont-ils craint d'être débordés par une foule nombreuse ? Seule certitude : le manque de sang-froid dont plusieurs d'entre eux font preuve lorsqu'ils ouvrent le feu sur les premiers rangs des manifestants désarmés. Le bilan va se révéler tragique, puisque officiellement on comptabilisera 69 victimes – hommes, femmes et enfants –, presque toutes atteintes dans le dos, ainsi que 200 blessés. Un drame sans nom qui va marquer à jamais l'histoire sud-africaine.

Aussitôt la tragédie connue, le gouvernement Verwoerd doit une fois encore faire face à une vague d'indignation de la part des libéraux sud-africains, mais aussi à des protestations internationales. Parmi ces dernières, celle du Département d'État américain. Mais la réaction des dirigeants sud-africains n'est pas celle que tout le monde attend : enfermés dans leurs principes idéologiques, ces responsables afrikaners, convaincus d'une conspiration communiste, décident de décréter sans attendre l'état d'urgence et d'interdire purement et simplement le PAC et, par la même occasion, l'ANC. Dans un pays désormais soumis à la loi martiale, Nelson Mandela ne se fait guère d'illusions sur ce qui l'attend. À raison, puisque huit jours après le massacre de Sharpeville une demi-douzaine de policiers se présentent à son domicile. Même motif et même punition qu'à la perquisition précédente pour l'avocat, qui assiste, impuissant, à la fouille en règle de sa demeure de Sophiatown, puis à l'annonce de son arrestation. Destination :

le commissariat de Newlands, où sont déjà réunis une quarantaine de ses camarades. Entassés dans des cellules exiguës et d'une saleté repoussante, tous devront patienter jusqu'au lendemain pour connaître leur sort. Un sort qui n'angoisse pas outre mesure Mandela, davantage surpris par la crispation des policiers chargés d'accompagner leurs prisonniers au tribunal de Pretoria, où leur procès pour « haute trahison » doit reprendre. Mais le juge du tribunal décide d'ajourner momentanément les audiences. Retour à la case prison pour Mandela et ses compagnons. Lorsque, à nouveau, ces derniers osent se plaindre des conditions déplorables de leur détention, c'est pour s'entendre répliquer par le commandant de la prison : « La vermine vient de vos maisons crasseuses, vous l'avez apportée avec vous ! » Le ton est donné, mais le méprisant commandant n'en a pas totalement terminé lorsqu'il annonce que, en application des principes de l'apartheid, tous les détenus seront séparés en fonction de leur origine raciale. Quant à la qualité des repas servis, impropres à la consommation humaine, Mandela devra attendre la reprise de son procès pour pouvoir s'en plaindre avec véhémence devant les juges du tribunal. Avec un relatif succès : au cours des jours suivants, les autorités daigneront fournir aux détenus une nourriture dite « améliorée », composée de gruau de maïs et de haricots...

Ainsi revigorés, si on ose dire, Mandela et ses compagnons ne sont pas au bout de leur peine dans l'enceinte du tribunal, où les attendent chaque matin les magistrats chargés de leurs dossiers. Des magistrats surpris et contrariés lorsque leurs prévenus tiennent à leur annoncer qu'ils assureront désormais leur propre défense. Moins par défiance à l'endroit de leurs avocats que pour mieux se battre contre les singulières accusations dont ils sont les victimes. Mais aussi avec quelque arrière-pensée : il s'agit notamment de jouer la montre afin de prolonger par tous les moyens possibles les audiences jusqu'à la levée de l'état d'urgence. Une stratégie gagnante pour Mandela, qui prend un malin plaisir à brouiller les cartes des interrogatoires et contre-interrogatoires. Il ne renie pas pour autant les convictions qui l'ont conduit à cette

situation ubuesque. Ainsi lorsqu'il réaffirme son engagement dans la lutte non violente préconisée par l'ANC et ses espoirs en l'avènement d'une véritable démocratie pour son pays. Lorsque le procureur le présente comme un « dangereux communiste », Mandela se montre en revanche plus prudent, comme il l'écrira plus tard : « Je n'étais ni communiste ni membre du parti communiste, mais je refusais de laisser croire que je prenais mes distances vis-à-vis de nos alliés communistes. J'aurais pu être renvoyé en prison pour de telles conceptions, mais je n'hésitai pas à réaffirmer l'extraordinaire soutien que les communistes nous avaient apporté. »

Mandela a-t-il convaincu les magistrats de Pretoria ? Pas totalement, mais difficile pour eux de ne pas tenir compte de l'inconsistance des preuves apportées par l'accusation. D'où le verdict qu'ils finissent par énoncer le 21 mars 1961 : « Les accusés sont déclarés non coupables et acquittés. » Dans l'enceinte du tribunal, c'est une explosion de cris et de larmes : des cris de victoire et des larmes de joie. Enfin libres, Mandela et ses compagnons de lutte se mettent à entonner *Nkosi Sikelel' iAfrika* (« Que Dieu sauve l'Afrique »), hymne africain de l'espoir composé en 1897 par un enseignant méthodiste, et devenu depuis peu celui des militants de l'ANC. L'émouvant chant terminé, tous peuvent désormais se jeter dans les bras de leurs parents, épouses et enfants. Celle qui attend Nelson Mandela est une nouvelle venue dans la vie de l'avocat. Son nom, Nomzamo Winnifred Madikizela ; mais tout le monde préfère l'appeler « Winnie ».

C'est quelques mois avant la fin de son procès-fleuve que Nelson a fait sa connaissance. Et plus précisément dans son cabinet d'avocats, où son associé Tambo reçoit la jeune fille, accompagnée ce jour-là de son frère. Renseigné par Tambo, Mandela comprend que le duo est confronté à des problèmes juridiques. Nelson affiche un trouble évident. Et pour cause : quelques jours auparavant, et alors qu'il se trouvait au volant de sa vieille Oldsmobile, c'est la même jeune Noire qu'il avait aperçue à un arrêt de bus proche d'un établissement hospitalier réservé aux Noirs, à Soweto. Frappé par sa grande beauté, il

avait pensé un bref instant effectuer un demi-tour afin de lui proposer de l'amener à destination. Mais il avait finalement renoncé, par crainte du ridicule. Désormais, la situation est différente, quoique son dilemme reste entier : quel prétexte invoquer pour inviter Winnie à sortir avec lui ? L'examen de son dossier pourrait en être un, mais la ficelle risque de sembler un peu grosse à la jeune fille, dont il découvre bientôt le parcours grâce aux confidences de son compère Tambo.

Ainsi, il apprend comment cette fille de directeur d'école – la cinquième d'une fratrie de onze enfants –, originaire du Pondoland, région du Transkei, vient d'achever ses études d'assistante sociale et travaille désormais au Baragwanath Hospital. Là, elle s'occupe essentiellement des enfants abandonnés et de jeunes délinquants. Nelson s'empresse de la contacter afin, officiellement, de solliciter son aide dans le cadre de ses activités au sein de l'ANC. Ce que Winnie accepte bien volontiers. Le rendez-vous est pris par téléphone ; pas question de discuter de tout cela dans le cadre austère de son cabinet. « Que diriez-vous de nous retrouver devant une bonne table ? » propose ainsi Nelson, qui, dans la foulée, précise le nom du restaurant indien où elle devra le rejoindre. En l'occurrence, le *Kapitan's*, établissement convivial situé à proximité de son bureau. À l'heure dite, c'est une Winnie resplendissante qui s'offre au regard de Nelson. L'amoureux transi va-t-il se trahir par son empressement ? Il y aurait de quoi, puisque, de son propre aveu, c'est à partir de ce moment-là que l'avocat bientôt quadragénaire se convainc que Winnie, âgée de vingt ans, est la femme de sa vie. « Son esprit, sa passion, sa jeunesse, son courage, son opiniâtreté, ses yeux brillants, j'ai ressenti tout cela à l'instant où je l'ai vue. »

Devant son assiette de curry de mouton et pour faire bonne figure, pas question toutefois pour Nelson de dévoiler ses véritables intentions. Ainsi, il commence à entreprendre Winnie sur le motif « officiel » de leur rencontre : un programme de collecte de fonds au profit de l'ANC. En clair, à elle de collecter l'argent qui servira à régler les honoraires des avocats chargés de défendre les militants inculpés au « procès

de la trahison ». À peine étonnée, Winnie accepte volontiers la mission qui lui est confiée. Sans être totalement dupe non plus, car l'empressé Nelson lui a déjà avoué à demi-mot quel trouble il ressentait en sa présence. Des sentiments apparemment partagés par Winnie, qui ne se fait guère prier pour revoir cet homme à la stature imposante. Autant de promenades romantiques auxquelles le chevalier servant l'invitera pour mieux lui faire la cour, avant de lui déclarer enfin officiellement sa flamme : « Nous devons nous fiancer, à présent », lui annonce-t-il tout simplement. Ravie et amoureuse, Winnie accepte l'idée, tout en lui rappelant la coutume : elle doit d'abord se rendre dans le Transkei afin d'informer les membres de sa famille de la bonne nouvelle.

Enfin, elle n'est pas bonne pour tout le monde. À commencer par son père, qui, le regard sévère, interroge sa fille sur un ton faussement détaché : « S'agit-il du même Mandela dont les journaux parlent, le dirigeant de l'ANC¹ ? » Winnie ne peut guère faire autrement que d'acquiescer, avec une certaine fierté. Bien avant leur rencontre, la jeune femme savait que Nelson était la figure la plus populaire et la plus célèbre de la lutte antiapartheid. Mais son père, apparemment bien informé, n'en a pas terminé : il tient encore à souligner l'écart d'âge peu banal qui existe entre les deux tourtereaux. « Tu as à peine vingt ans et tu veux épouser un homme qui en a quarante, un homme qui a déjà été marié et qui est le père d'enfants qui ont ton âge, un homme dont la destinée est de passer le restant de sa vie en prison ! » Pour Winnie, c'est la douche froide. Mais qu'importent ces remontrances paternelles, puisqu'elle est amoureuse et déterminée à épouser Nelson. C'est chose faite le 14 juin 1958 ; Mandela bénéficie d'une permission légale exceptionnelle de quatre jours pour aller convoler en justes noces dans le Transkei. C'est d'abord un office religieux qui est célébré dans l'église méthodiste de Ludeke, puis la cérémonie civile, qui a lieu devant le maire de Bizana, le village natal de Winnie, où se déroule aussi la fête. L'intransigeant père de la mariée, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, offre au couple une quinzaine de bœufs et une vingtaine de moutons...

De retour à Johannesburg, les nouveaux époux emménagent dans une petite maison située au 8115 d'Orlando West, non loin de la résidence de la première femme de Nelson. Cette fois, Mandela est le propriétaire de son logement, et, comme ça avait été le cas pour sa précédente demeure, c'est là que verront le jour ses enfants, deux filles : Zeni, en février 1959, et Zindzi, en décembre de l'année suivante. Entre-temps, le fameux « procès de la trahison » s'est achevé avec l'heureux verdict qu'on connaît. Une longue épreuve aux conséquences désastreuses cependant pour les affaires du cabinet Mandela-Tambo, dont les activités se sont considérablement ralenties, au point qu'ils se retrouvent sans client. Informée de la situation, Winnie accepte volontiers de faire vivre son ménage sur son maigre salaire d'assistante sociale, alors que Nelson ne dissimule pas ses préoccupations face au nouveau projet que le gouvernement du Parti national souhaite ardemment voir aboutir : l'instauration d'une république en Afrique du Sud...

¹- Winnie Mandela, *Ma part de vérité* (entretiens avec Honoré De Sumo), Continentales, 1994.

Le « Mouron noir »

La création d'une république indépendante ? Voilà plusieurs décennies que les Afrikaners en rêvent. Leur façon de se venger de la défaite que leur ont infligée les Britanniques en 1902, à l'issue de la guerre dite « des Boers » ; Londres avait ainsi récupéré tous les leviers de commande du pays, transformant les descendants des premiers colons – pour la plupart néerlandais – en citoyens de seconde zone. Mais les temps ont changé, avec le retrait progressif de la Grande-Bretagne des affaires sud-africaines, devenues désormais le monopole des Afrikaners.

Pour ces derniers, cette nouvelle république ne pourra être qu'inexpugnable, telle une forteresse ne pouvant être prise que par la force. En même temps, ses inspirateurs tiennent à donner à sa création un semblant de démocratie. D'où l'idée d'organiser un référendum. Mais à travers un scrutin naturellement réservé aux seuls Blancs, et dont le résultat ne sera pas une surprise pour Mandela : la majorité des votants approuve le projet du gouvernement, qui, lui, a d'ores et déjà fixé la date de la proclamation de la république. Ce sera le 31 mai 1961.

Pour Mandela, c'est l'occasion rêvée d'organiser une grève afin de dénoncer ce changement purement formel. Mais, assure-t-il dans un courrier adressé au Premier ministre Verwoerd, cette grève sera résolument pacifique. En attendant, et pour galvaniser ses troupes, il commence à sillonner le pays ; des déplacements clandestins au cours desquels il est contraint de se déguiser pour échapper à la sagacité policière et à la curiosité des médias. Un jour, le voici coiffé d'une casquette d'ouvrier et revêtu d'une salopette bleue ; à un autre moment, le voilà qui s'affuble d'une paire de lunettes sans monture afin de se présenter en chauffeur de maître ou en

jardinier. Autant de personnages qui ne manquent pas d'exciter l'imagination des journalistes, qui vont bientôt le baptiser le « Mouron noir » (*Black Pimpernel*), par opposition au « Mouron rouge », le surnom donné au héros d'une série de romans populaires écrits au début du XX^e siècle par Emma Orczy.

Si Mandela s'avoue plutôt flatté par le sobriquet dont l'ont affublé les médias, il ne cache pas non plus ses appréhensions à l'approche du jour de grève, fixé au lundi 29 mai 1961. Mais c'est finalement plusieurs centaines de milliers de personnes qui répondront au mot d'ordre de l'ANC ; une grève générale qui ne dit pas son nom, et qui a réussi à éclipser totalement la proclamation officielle de la République sud-africaine. Conscient de sa victoire, Mandela s'interroge aussi sur la suite de son combat : doit-il passer à d'autres méthodes ? Il en est d'autant plus convaincu que le nouveau pouvoir en place ne lui laisse pas d'alternative. En clair, l'ANC ne peut se dispenser plus longtemps d'une lutte armée. De nombreuses voix chez les militants la réclament, mais reste à convaincre les instances dirigeantes de l'organisation.

Ce sera chose faite à l'issue d'une réunion secrète que l'ANC organise en juin de cette même année 1961, et au cours de laquelle ses principaux responsables prennent la parole. Au bout de nombreuses heures de discussions enflammées, le feu vert est finalement accordé à Mandela pour la création d'une organisation militaire. Celle-ci sera certes liée à l'ANC mais fonctionnera de façon autonome, tient-on cependant à lui préciser. Malgré cette quadrature du cercle, l'avocat-militant sait qu'une « étape décisive » vient enfin d'être franchie dans la lutte antiapartheid : celle d'une violence organisée, à la fois dangereuse pour lui et ses camarades, mais aussi à hauts risques sur le plan politique. Dans l'esprit de Nelson Mandela, la conquête de la liberté est à ce prix.

Sa nouvelle organisation, Mandela tient à la baptiser dans la foulée. Elle s'appellera « Umkhonto we Sizwe » (« lance de la nation » en xhosa) mais sera plus connue sous le sigle « MK ». Clandestin par définition, le MK se voit également attribuer un siège particulier, ou plutôt un repaire : la ferme de

Liliesleaf, à Rivonia, banlieue de Johannesburg. Là se réunira autant que possible une équipe resserrée dont font partie Joe Slovo et Walter Sisulu. À eux trois, ils forment le haut commandement du MK, dont la structure sera calquée sur celle de l'ANC, notamment avec des antennes régionales de commandement implantées dans tout le pays, elles-mêmes réparties en une kyrielle de cellules. La principale mission de ces cellules ? Déterminer les cibles locales à harceler, mais avec l'ordre catégorique signifié par Mandela d'éviter toute victime civile.

Comme il fallait s'y attendre, plusieurs mois seront nécessaires pour la mise en place de ces nouvelles structures. Pendant ce temps-là, clandestinité oblige, Mandela trouve refuge dans plusieurs familles de sa connaissance. Parmi elles, celle de Wolfie Kodesh, militant communiste originaire d'Europe orientale et administrateur de *New Age*. Il a rejoint cette revue après avoir longtemps exercé la profession de reporter au *Guardian*, pour lequel il décrivait régulièrement les conditions de vie dans les bidonvilles des grandes villes sud-africaines ; autant d'articles jugés inconvenants par les autorités, qui avaient fini par interdire l'hebdomadaire. C'est à cette époque que le militant s'était lié d'amitié avec Mandela, à qui il propose à présent non seulement sa garçonnière, mais aussi un soutien logistique. Ainsi de ces achats et ventes de voitures d'occasion qui vont permettre aux militants du MK d'échapper aux surveillances policières. Dans les souvenirs de Kodesh, c'est au cours de ce même séjour chez lui que Mandela commence à lire et à annoter le célèbre traité de stratégie militaire *De la guerre*, écrit par le général prussien Carl von Clausewitz. Et pour cause, comme l'explique Nelson : « En premier lieu, je voulais connaître les principes fondamentaux pour lancer une révolution. Une révolution armée, une guérilla. C'est pour cela que j'ai lu Clausewitz, qui ne parle pas de guérilla ; il parle des règles de la guerre, de ses principes. » Par la suite, d'autres ouvrages enrichiront ses connaissances sur l'art de la guérilla. Parmi eux, *La Révolte d'Israël*, de Menahem Begin, témoignage qu'il trouve particulièrement encourageant, car, comme il le souligne

encore, « il s'agissait d'un mouvement dans un pays sans montagne ». Puis ce sera la découverte de *Commando*, ouvrage publié à Londres en 1929 et signé Denys Reitz, un Boer contant dans le détail son expérience de soldat durant la Première Guerre mondiale. Mandela le révélera tardivement, les œuvres de Mao Tsé-toung resteront aussi longtemps ses livres de chevet, pour ne pas dire ses livres de référence, comme il le confiera encore à son ami journaliste Stengel : « La révolution chinoise est un chef-d'œuvre, un vrai. Quand tu découvres comment ils ont mené leur révolution, tu crois à l'impossible. C'est tout simplement miraculeux »

Toujours pour d'évidentes raisons de sécurité, Mandela sait qu'il ne peut s'éterniser chez son ami Kodesh. D'où ses déménagements, qui vont l'emmener successivement chez un couple de médecins, des amis travaillant pour une propriété sucrière du Natal, puis enfin à la ferme de Liliesleaf, la « planque » secrète du MK, désormais aménagée pour le recevoir dans la plus grande discrétion. Son nouveau refuge est en réalité une maison inhabitée où il fait office de gardien sous le faux nom de « David Motsamayi ». C'est du moins ce qu'il compte raconter si d'éventuels curieux venus des exploitations agricoles entourant la ferme l'approchent. Fort heureusement, ceux-ci seront peu nombreux, et Nelson, *alias* David, peut vaquer tranquillement à ses occupations. La plupart du temps, en organisant des réunions avec les autres responsables du MK. C'est au cours de l'une d'entre elles que Mandela approuve le départ de trois militants pour la Chine, où ils devront suivre un entraînement militaire. Lui-même se déclare prêt à parfaire sa formation, mais reste à trouver le pays ami qui pourrait l'accueillir.

En attendant son prochain départ, Mandela profite de ses rares moments de détente pour faire venir Winnie et leurs deux filles à Rivonia. Un véritable jeu de piste pour le trio, dont les déplacements font l'objet d'une surveillance policière plus ou moins régulière. Autre attention gouvernementale, Winnie a été remerciée de son poste de fonctionnaire et vit d'expédients afin d'assurer le quotidien. Autant de difficultés matérielles

qu'elle évite pourtant d'évoquer devant Nelson, pour qui leurs retrouvailles doivent avant tout être des moments d'apaisement. Il décrira plus tard ainsi ces parenthèses de bonheur : « Le temps semblait s'arrêter quand nous faisions comme si ces instants volés étaient la règle et non l'exception dans nos vies. » Ironie de la situation, et toujours selon ses confidences, son couple connaît davantage d'intimité à Rivonia que dans la maison d'Orlando : « Les enfants jouaient dehors et, dans cette bulle idyllique, nous étions en sûreté », se souvient-il ainsi.

Un autre moment mettra du baume au cœur de Mandela : ce jour de décembre 1961 où il apprend que son ami Albert Luthuli, l'ancien président de l'ANC, a enfin obtenu une levée exceptionnelle de son assignation à résidence pour se rendre à l'étranger. Et plus précisément à Oslo, où les Nobel pourront ainsi lui remettre officiellement leur prestigieux prix de la paix pour son rôle dans la lutte antiapartheid. Au grand dam du pouvoir afrikaner en place, qui ne verra dans cette attribution qu'« un nouvel exemple de la perversité des libéraux d'Occident »... De son côté, et comme il l'avait promis, Albert Luthuli, l'heureux lauréat, sera de retour en Afrique du Sud dans les délais qu'on lui a imposés. Nous sommes alors le 16 décembre, et la fête bat son plein dans les quartiers blancs de Johannesburg. La raison de ces festivités ? La commémoration de la victoire à Blood River, voilà de nombreuses décennies, d'une poignée de Boers sur les troupes zouloues du roi Dingane. En réalité, un massacre, estime de son côté Mandela, décidé à célébrer cette date symbolique à sa façon, c'est-à-dire à l'aide de bombes artisanales déposées nuitamment devant plusieurs infrastructures publiques. En l'occurrence, des centrales électriques ainsi que des locaux administratifs de trois grandes villes : Johannesburg, Port Elizabeth et Durban. Autant d'actions militaires que le MK tient à revendiquer solennellement le jour même, avec la distribution massive de tracts.

Un texte aux allures de manifeste, à en croire ces extraits que nous reproduisons ici :

Des unités d'Umkhonto we Sizwe ont exécuté aujourd'hui des attaques prévues, dirigées contre des installations gouvernementales, en particulier en relation avec la politique d'apartheid et de discrimination raciale. Umkhonto we Sizwe est une nouvelle organisation indépendante formée par des Africains. Elle comprend dans ses rangs des Sud-Africains de toutes les races. Umkhonto we Sizwe continuera le combat pour la liberté et la démocratie par d'autres méthodes, nécessaires pour venir en complément du mouvement de libération nationale.

Dans la vie de toute nation, il vient un moment où il ne reste que deux choix : se soumettre ou combattre. Ce moment est arrivé en Afrique du Sud. Nous ne nous soumettrons pas et nous n'avons pas d'autre choix que de répondre par tous les moyens en notre pouvoir pour défendre notre peuple, notre avenir et notre liberté.

Les responsables d'Umkhonto ont toujours recherché, comme l'ensemble du mouvement de libération, à atteindre la libération sans effusion de sang ni guerre civile. Nous espérons encore maintenant que nos premières actions réveilleront tout le monde et feront prendre conscience de la situation désastreuse à laquelle conduit la politique nationaliste. Nous espérons que le gouvernement et ses partisans reprendront leurs esprits avant qu'il soit trop tard afin qu'on change de gouvernement et de politique pour que les choses n'atteignent pas le stade désespéré de la guerre civile.

Aussitôt connus, et comme il fallait s'y attendre, les actes de sabotage du MK font l'objet d'une condamnation violente du gouvernement, qui les présente comme des « crimes odieux ». Mais cette stigmatisation du mouvement dirigé par Mandela n'apaise guère la communauté blanche, dont de nombreux membres expriment leur désarroi face à des événements auxquels ils n'étaient pas habitués jusqu'alors. Tout logiquement, ces Blancs s'interrogent sur la capacité de leurs gouvernants à juguler une rébellion dont les responsables semblent insaisissables. Des angoisses qui se justifient une quinzaine de jours plus tard, quand ils apprennent l'exécution d'une autre série d'attentats commis à l'occasion des fêtes du nouvel an. Pour le gouvernement, c'en est trop ; il charge ses limiers de la *Special Branch* de la police d'interpeller immédiatement des activistes du MK. En vain, car pour le moment Mandela et ses amis se sont évanouis dans la nature.

Y aller, ne pas y aller ? Le patron du MK s'interroge. L'objet de ses réflexions : sa présence au nom de l'ANC à la conférence que le Mouvement panafricain de libération de l'Afrique orientale, centrale et australe – connu aussi sous le sigle imprononçable de « PAFMECSA » – organise en Éthiopie en février 1962. Jusqu'à ce jour, Mandela s'était promis de ne jamais quitter son pays avant la libération finale. En même temps, il n'ignore pas qu'un tel rassemblement serait l'occasion de trouver soutiens politiques et financiers. Au final, c'est le chef Luthuli qui, à l'issue d'une rencontre secrète, le convainc de prendre la tête de la délégation de l'ANC qui se rendra à Addis-Abeba. Mais l'affaire est loin

d'être réglée : pour gagner l'Éthiopie, le « Mouron noir » doit naturellement prendre ses dispositions, et organiser notamment sa sortie clandestine d'Afrique du Sud...

Mandela globe-trotter

Sa première frontière – celle du Bechuanaland, le futur Botswana, alors sous protectorat britannique –, Mandela la franchit le 11 janvier 1962. Sans encombre, ou presque : une météorologie particulièrement capricieuse interdit au petit aéronef à bord duquel Nelson a pris place d'atterrir sur la piste prévue. Non seulement celle-ci se révèle détrempée, mais des éléphants et autres zèbres ont décidé d'y trouver refuge pour brouter son herbe fraîche. Dans de telles circonstances, la seule solution consiste à se replier sur une autre piste. C'est le choix que fera tout logiquement le pilote, en posant l'appareil sur une route de terre sillonnant la brousse. C'est à ce même endroit que Mandela s'embarquera quelques jours plus tard à bord d'un autre avion pour rejoindre le Tanganyika.

Sur le tarmac de l'aéroport de Dar es-Salaam, le Sud-Africain est accueilli par l'homme fort du pays nouvellement indépendant : Julius Nyerere. Affable, celui-ci tient à recevoir chez lui son visiteur, qu'il embarque dans son véhicule personnel, une Austin de petite dimension. Une simplicité et une courtoisie dont Mandela se félicite, jusqu'au moment où il doit s'avouer déçu par le comportement de son hôte : devant le leader du MK, Nyerere se déclare en effet hostile à l'idée d'une lutte armée en Afrique du Sud, la jugeant prématurée. La prochaine rencontre sera-t-elle plus fructueuse ? Nelson Mandela s'interroge en embarquant pour la deuxième étape de son périple, Khartoum, la capitale du Soudan, où une surprise l'attend : la présence sur place de son vieil ami et complice Oliver Tambo.

Voilà près de deux années que celui-ci a quitté l'Afrique du Sud pour rejoindre Londres, où il pouvait servir la cause de l'ANC en multipliant les contacts avec diplomates et

responsables politiques européens. De la capitale britannique, il était également en mesure de s'embarquer en toute liberté vers des pays amis progressistes d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, où l'ANC a, sous sa responsabilité, installé plusieurs antennes. À la plus grande satisfaction de Mandela, aux yeux duquel l'ancien associé de Johannesburg est sans nul doute devenu « le meilleur ambassadeur possible » de l'African National Congress.

C'est avec Tambo qu'il débarque quelques jours plus tard à Addis-Abeba, but de son voyage. Pour l'occasion, les deux hommes sont logés au Ras Hotel, présenté comme le plus confortable des établissements hôteliers de la capitale éthiopienne. Le plus chargé d'histoire, aussi : à une époque pas si lointaine, Winston Churchill y séjourna, ainsi que le maréchal yougoslave Tito. Au moment où arrive Mandela, c'est un autre grand de ce monde que ses résidents aperçoivent depuis les terrasses de l'hôtel : l'empereur Hailé Sélassié, qui, entouré d'un cortège de soldats et revêtu d'un uniforme orné d'un fastueux brocart, se dirige en grande pompe vers le centre où doit se tenir la conférence du PAFMECSA. Malgré la petite taille du « roi des rois », Mandela s'avoue fasciné par le charisme du souverain. Avant de ressentir une légère appréhension, lorsque Oliver Tambo lui propose de prendre la parole au nom de la délégation sud-africaine. La rencontre doit se dérouler à la fin de la conférence, au moment où l'empereur recevra chacune des délégations. Lorsque arrive son tour, le représentant de l'ANC ne se démonte pas et résume de façon claire et succincte la situation sud-africaine. Dans son large fauteuil, Hailé Sélassié écoute avec attention, « sans un hochement de tête, totalement immobile, comme une statue », confiera Mandela à son ami journaliste Richard Stengel. Rien à voir avec les applaudissements venus ponctuer le discours qu'il avait prononcé quelques heures plus tôt devant les représentants des autres délégations africaines : un long discours finement ciselé au cours duquel il avait évoqué les massacres dont son peuple avait été la victime depuis l'arrivée des colons, ou rappelé l'histoire de la lutte de libération dans son pays, jusqu'à la récente création du bras armé de l'ANC,

qu'il avait présentée comme la seule alternative laissée par le pouvoir blanc à la population opprimée d'Afrique du Sud.

Autant d'arguments qu'il va continuer à développer, mais dans le cadre cette fois d'entretiens privés avec plusieurs dirigeants d'importants partis politiques africains. Parmi eux, Kenneth Kaunda, le futur président de la Zambie, qui, à l'image du Tanzanien Nyerere, s'interroge sur la réalité de la force de frappe du MK. Selon lui, seule une union de toutes les forces combattantes sud-africaines pourrait encourager des États progressistes à soutenir la cause défendue par Mandela et ses amis. Une allusion à peine voilée aux divisions qui ont surgi quelques années plus tôt au sein de l'ANC et dont l'une des conséquences fut la création du PAC, dirigé par Sobukwe. La notoriété de ce dernier a largement dépassé les frontières sud-africaines depuis les massacres de Sharpeville. Est-elle usurpée ? Mandela ne le pense pas, même si pour lui un constat s'impose : « Parmi les Africains, le PAC avait occupé la scène à Sharpeville d'une façon qui dépassait de beaucoup son influence en tant qu'organisation. » Cela étant, un autre reproche de Kaunda prend le président du MK à rebrousse-poil : on soupçonne le mouvement d'une collusion avec les communistes blancs sud-africains. Mandela ne l'ignore pas, le marxisme est tenu pour « suspect » en Afrique, et ses interlocuteurs ne le lui cachent pas : cette complicité supposée donne une mauvaise image de sa cause sur le continent noir...

À l'énoncé de ces informations déformées, voire de ces contre-vérités, Mandela se déclare quelque peu abasourdi. Mais il en tire une leçon : une tâche immense de persuasion l'attend lors de ses prochains déplacements à travers l'Afrique. Le suivant justement doit le conduire en Égypte, un pays qui a longtemps occupé son imaginaire et ses rêves. Il réalise d'ailleurs ceux-ci en partie dans les heures qui suivent son arrivée au Caire : « J'avais toujours désiré voir les pyramides, les sphinx et la momie de Ramsès II. [...] J'ai passé toute une matinée au musée à prendre des notes détaillées, et plus tard Oliver Tambo m'a emmené à Gizeh, où nous avons admiré le monument colossal. [...] Mon principal intérêt était de

découvrir les hommes qui avaient fondé la grande civilisation de l'Antiquité, celle qui avait fait fleurir la vallée du Nil cinq mille ans avant Jésus-Christ. » Une fabuleuse histoire qui n'ôte rien à l'intérêt qu'il porte à l'Égypte moderne.

En cette même année 1962, ce pays reste en effet pour Mandela une référence importante, notamment par les réformes économiques socialistes qu'il a mises en place sous l'autorité de son raïs, le colonel Gamal Abdel Nasser ; ces réformes, l'ANC espère bien les appliquer un jour en Afrique du Sud. Après avoir été encouragé dans cette ambition par des responsables égyptiens, le globe-trotter s'envole pour la Tunisie, toujours accompagné de son compère Tambo. À Tunis, plusieurs rendez-vous ont été là encore programmés pour le duo sud-africain, dont un, le plus important, avec le président Habib Bourguiba. Contrairement à ses coreligionnaires africains, celui-ci se déclare enthousiasmé par les projets du MK. À preuve, la coquette somme d'argent qu'il fait remettre à ses visiteurs afin qu'ils puissent acquérir armes et munitions. Il leur annonce aussi la mise à disposition de cadres militaires tunisiens susceptibles d'entraîner au cours des prochains mois bon nombre d'éléments du MK.

Quelques jours plus tard, le 6 mars, Mandela est à Rabat, où l'accueil se révèle aussi cordial que dans la capitale tunisienne : le chef du MK sait que le Maroc, depuis son indépendance, en 1956, est devenu le refuge privilégié de tous les mouvements de libération d'Afrique. L'occasion pour lui de faire la connaissance de nombreux responsables du Mozambique, de l'Angola et du Cap-Vert, mais aussi du grand voisin du Maroc, l'Algérie, alors en pleine guerre d'indépendance. Le premier responsable algérien que Mandela est amené à saluer est le docteur Chawki Mostefei, qu'on lui présente comme un important dirigeant du FLN (Front de libération nationale). Intarissable, celui-ci va l'instruire durant de nombreuses heures sur l'histoire de la résistance algérienne : comment elle passa à l'acte la nuit de la Toussaint 1954, avec une série d'attaques aux quatre coins du pays ; et comment les autorités françaises répondirent par des centaines

d'arrestations. C'était le début de huit années d'un conflit qui va déboucher, Mostefei en est persuadé, sur l'indépendance de son pays. Ce qui sera effectivement le cas au cours des prochains mois de cette année 1962, à l'issue des fameuses négociations d'Évian, où le principal interlocuteur de la France n'est autre justement que le FLN...

Devant ses nouveaux amis, Mandela dissimule à peine la fascination qu'exerce sur lui la situation algérienne, qui, à ses yeux, présente de nombreuses similitudes avec celle de son pays : là comme chez lui, faute de moyens en hommes et en armes, il est vain d'imaginer une victoire purement militaire. En même temps, d'autres rencontres vont renforcer, si besoin est, son envie d'action. Ses hôtes marocains l'ont d'ailleurs compris : ils lui proposent un petit séjour dans le nord du pays, à Oujda, non loin de la frontière algérienne, afin de l'initier au maniement des armes. Une formation plutôt rudimentaire, comme l'apprenti guérillero en convient lui-même : « Ils m'ont appris à m'occuper d'une arme, de son mécanisme. Ils la démontraient pour que j'en connaisse les différentes parties. Puis ils me demandaient de le faire plusieurs fois jusqu'à bien maîtriser cette technique. » Sur place, le Sud-Africain est également invité à rencontrer d'autres responsables du FLN, parmi lesquels Ahmed Ben Bella, le futur président de la République algérienne, aux côtés duquel il assiste à un impressionnant défilé militaire. Sympathie aidant, Mandela fait la connaissance dans la foulée d'Abdelhamid Brahimi, chef de la section politique du FLN, qui se montre particulièrement curieux de la situation en Afrique du Sud. Comme son ami Mostefei, l'Algérien lui fait comprendre que l'action pour l'action n'est pas la panacée et qu'il faut compter sur une autre forme de guerre : celle de l'opinion publique internationale. En clair, toute action individuelle doit être entreprise dans la perspective d'une stratégie définie. Car, conclut-il, « commencer une révolution est facile ; la continuer et maintenir son élan, là est la difficulté ». Ce que Mandela, doté d'une intelligence aiguë, conçoit aisément.

Mais déjà sonne pour lui l'heure du départ. Destinations : le Mali, la Guinée, la Sierra Leone. Une dernière étape dont le voyageur se souviendra longtemps, et avec humour : d'une rare cocasserie, la scène se déroule au sein du Parlement, dont les nombreux membres tiennent absolument à serrer la main de leur visiteur – voire à l'étouffer dans de grandes et chaleureuses embrassades. Tous croient alors avoir affaire au chef Luthuli, le président de l'ANC, mais aussi et surtout le récent lauréat du prix Nobel. Mandela tente-t-il de se faire passer pour un autre ? Pas le moins du monde : il est le premier surpris de cet enthousiasme, dû à une annonce impropre de l'huissier du Parlement, de toute évidence mal informé de l'actualité sud-africaine...

La ronde africaine – douze États au total – continue pour Mandela, avec des étapes qui l'emmènent au Liberia et au Ghana, où, selon ses confidences, les dirigeants se montrent particulièrement généreux : le Sud-Africain repart en effet avec plusieurs valises remplies de billets. Le traitement ne sera pas franchement le même au Sénégal, où il sera reçu par le président Léopold Sédar Senghor. Mandela apprécie cet homme politique visionnaire, derrière lequel se cachent un brillant universitaire et un grand poète, mais qui, en guise d'adieu, se contentera de délivrer au *missus dominicus* sud-africain un simple passeport diplomatique accompagné d'un billet d'avion. Un sésame douanier et un titre de transport sur un vol de la British Overseas Airways Corporation (BOAC) qui permettent à Mandela de rejoindre Londres sans encombre. Et pour sa grande joie, à en croire l'une des confidences contenues dans *Conversations avec moi-même*, son best-seller, publié en 2010 : « C'était très excitant de se retrouver en Angleterre, dans la capitale de ce qui fut autrefois le puissant Empire britannique. »

Sur place, en ces premiers jours de juin 1962, de nombreuses rencontres attendent le globe-trotter au cours des dix jours que doit durer son séjour. Parmi elles, celle que lui a organisée Oliver Tambo avec David Astor, le patron du journal *The Observer*, hebdomadaire dominical connu pour sa ligne

éditoriale résolument réformiste et socialdémocrate. Entre ces deux-là, c'est peu dire que le courant passe, comme le soulignera Mandela dans ses carnets personnels, aussitôt l'entrevue achevée : « J'explique la situation en Afrique du Sud. La discussion est des plus cordiales et chacun exprime des vues flatteuses et enthousiastes. » La même bienveillance dominera les futurs articles de l'hebdomadaire consacrés à l'ANC. Entre-temps, et sur les conseils d'Astor, Mandela en profite pour défendre sa cause auprès de différents députés travaillistes, mais aussi du Parti conservateur. Une façon de ménager l'avenir ?

Après avoir quitté Londres, une autre mission attend Mandela : celle de son propre entraînement militaire, qu'il a prévu d'accomplir en Éthiopie. Retour donc à Addis-Abeba, où plusieurs instructeurs le prennent en charge. À eux d'enseigner au stagiaire l'art et la science des armes, selon un programme bien établi : exercices sportifs tous les matins, suivis l'après-midi par des cours théoriques. Là, à Kolfe (quartier général du Bataillon révolutionnaire éthiopien), le Sud-Africain apprend à manier pistolet et fusil automatique Mauser, puis à fabriquer des petites bombes et des mines. « Il y avait aussi des marches épuisantes, se souvient l'ancien guérillero. On portait des charges très lourdes. Des cartouchières à la ceinture, un sac à dos rempli de provisions, de bouteilles d'eau, sans oublier le fusil. On parcourait des montagnes sans fin. C'était assez... ardu. » On l'aura compris, une formation militaire qui se veut complète, mais que Mandela se voit contraint d'abréger au bout de deux mois : un télégramme de l'ANC réclame en effet son retour en Afrique du Sud, où la lutte armée du MK nécessite impérativement sa présence. Compréhensif, son officier instructeur tient à lui offrir un cadeau en guise d'adieu : un pistolet automatique et plusieurs dizaines de cartouches. flatté et reconnaissant, Mandela n'ose toutefois lui faire part de sa surprise, comme il le soulignera encore plus tard : « Malgré mes marches, je trouvais les munitions très lourdes à porter. Transporter 200 balles, c'est comme porter un petit enfant sur son dos... »

Une seconde surprise l'attend, mais cette fois en Tanzanie, première étape de son retour vers Johannesburg : l'accueil que lui réserve la vingtaine de volontaires sud-africains formant le premier groupe des combattants du MK. Eux aussi s'apprêtent à rejoindre l'Éthiopie afin d'y suivre une instruction militaire poussée. La plupart de ces hommes sont jeunes et impatients de passer à l'action. Avant de les quitter, Mandela tient toutefois à leur rappeler que leurs qualités de soldats ne doivent pas occulter le sens de leur combat : la création d'une société « honnête et juste » dans leur pays natal. Un pays que Mandela retrouve enfin, après plusieurs péripéties, au cours d'une nuit claire de juillet 1962. L'homme ne cache pas son bonheur de réintégrer son refuge de Liliesleaf, à Rivonia, où de nombreux amis l'attendent. Parmi eux, ses principaux lieutenants, devant lesquels le commandant du MK se montre intarissable lorsqu'il commence à conter les différentes aventures vécues au cours de son périple africain et européen. Sans oublier la leçon politique qu'il en a retenue : l'urgence d'imposer l'ANC comme principal interlocuteur auprès de leurs alliés africains. En ce qui concerne ses projets immédiats, Mandela n'en fait pas mystère : il informe ses troupes d'une série de déplacements dans différents townships du pays, afin de mobiliser encore et encore la population noire sur le front de la lutte antiapartheid...

La prison de Pretoria

Ce n'est pas la première fois que Nelson Mandela est saisi par un mauvais pressentiment. À plusieurs reprises déjà, il a eu le désagréable sentiment que certains de ses déplacements faisaient l'objet d'une attention particulière. C'est encore le cas ce 5 août 1962, à Cedara, bourgade proche de Durban, lorsqu'il découvre dans le rétroviseur de son véhicule la présence insistante d'une Ford transportant plusieurs passagers blancs. Elle-même est suivie par deux autres voitures également occupées par des Blancs. Des policiers en civil qui auraient reconnu le « Mouron noir » ? Lorsque la Ford le dépasse pour lui ordonner de s'arrêter, le clandestin ne se fait plus guère d'illusion : « J'ai compris à cet instant que ma vie de fugitif était terminée, que mes dix-sept mois de "liberté" allaient prendre fin. » Ce qui va en effet advenir après que l'un des policiers, le sergent Vorster, lui eut demandé de décliner son identité. « Je suis David Motsamayi », lui répond Mandela d'une voix assurée. Son aplomb ne suffit pas toutefois à convaincre Vorster. « Ne seriez-vous pas plutôt Nelson Mandela ? » interroge à nouveau le policier. Mais l'intéressé persiste : « Je suis David Motsamayi. » Pas dupe, Vorster enchaîne en lui signifiant qu'il est en état d'arrestation.

Lorsque le véhicule où on l'embarque rebrousse chemin, Mandela comprend qu'il va être conduit dans les locaux du commissariat le plus proche : celui de Pietermaritzburg, capitale de la province du KwaZulu-Natal. Arrivé sur place, c'est à un autre policier qu'il a affaire, l'adjudant Truter, devant lequel il continue à se présenter comme David Motsamayi. En vain : Truter a été l'un des témoins du « procès de la trahison », et il reconnaît sans hésitation Mandela, qu'il salue d'ailleurs avec courtoisie. Désormais enfermé dans une

cellule grise et froide, celui-ci s'interroge : a-t-il été trahi ? Et si oui, qui a bien pu renseigner la police sur sa présence à Durban ? Un détail l'intrigue : pourquoi les policiers lui ont-ils demandé de s'arrêter à un endroit stratégique de la route, « un grand talus sur ma gauche par lequel je ne pouvais pas m'échapper », comme il le révélera plus tard à son ami Ahmed Kathrada ? Laisse-t-il entendre que les policiers, au courant de son déplacement, lui auraient tendu un piège ? Et si c'est le cas, qui les aurait informés ? La réponse ne sera jamais clairement apportée. Même si, à l'été 1990, une information publiée dans l'*International Herald Tribune* ne manquera pas de troubler Mandela : selon le quotidien américain, c'est la CIA, les services secrets américains, qui aurait fourni, grâce à un agent infiltré dans les rangs de l'ANC, des renseignements qui auraient conduit à son arrestation par les autorités sud-africaines¹...

Info, intox ? Après sa capture, le principal intéressé, lui, n'envisage pas encore cette hypothèse, alors qu'un véhicule policier le ramène à Johannesburg. Là, à la prison de Marshall Square, une cellule isolée l'attend. Au cours des heures suivantes, et selon une procédure que le juriste Mandela connaît parfaitement, il comparaît devant un juge qui lui signifie le motif de son arrestation et le renvoie devant les tribunaux. À la question du magistrat sur le choix de son avocat, Mandela se montre formel : il assurera seul sa défense. Les arguties juridiques n'ont pas de secret pour lui ; par ailleurs, il voit là un excellent moyen de transformer son futur procès en tribune. Ne se retrouve-t-il pas devant des juges pour avoir défendu ses convictions en une société plus libre, plus juste et plus démocratique ? lance-t-il ainsi au magistrat. D'abord surpris, celui-ci prend acte, avant d'annoncer son transfert immédiat pour la prison centrale de Pretoria.

Située à une cinquantaine de kilomètres de Johannesburg, la ville, majoritairement blanche et afrikaner, est considérée comme la capitale administrative du pays. Mais le choix de cette ville comme lieu d'incarcération est aussi une façon pour la justice sud-africaine de rendre plus difficiles les visites au

détenu. À commencer par celles de Winnie, qui, en apprenant la nouvelle de l'arrestation de son époux, ressent d'abord un profond désespoir, puis une grande colère. Car elle n'est pas le genre de femme à baisser facilement les bras : dotée d'une force de caractère peu banale, la jeune épouse de Mandela est bien résolue, malgré la distance, à effectuer le voyage aussi souvent qu'il le faudra. Ce qu'elle commence à entreprendre, à raison de deux allers et retours hebdomadaires. Un réconfort moral irremplaçable pour Nelson, à qui sa femme aimante apporte également comme il se doit nourriture et linge propre. Ses autres visiteurs ne sont pas en reste : eux aussi débarquent à la prison de Pretoria les bras chargés de victuailles. Autant d'actes généreux dont Mandela tient à faire profiter ses codétenus, malgré l'interdiction formelle qui lui a été adressée par les autorités pénitentiaires.

Ces petites victoires sur un système carcéral oppressant n'empêchent pas Mandela de ressentir, dans la solitude de sa cellule, des moments d'abattement, mais qui, à en croire ses confidences, ne durent jamais très longtemps. Sa façon à lui de conserver intacte sa combativité est sa conviction que l'isolement constitue finalement une situation propice à la réflexion ; notamment en reprenant des études par correspondance, ce qu'il décide de faire. Son objectif avoué : décrocher un futur doctorat en droit. Comme tout prisonnier, Mandela ne peut s'interdire de la même façon d'imaginer des moyens de s'évader, peut-être dans le cadre d'une opération menée par ses soldats du MK... Mais, finalement, il suggère à ses amis de l'extérieur d'attendre son futur procès et sa probable condamnation. Dans cette perspective, il se déclare touché par la mobilisation de ses partisans, des militants de l'ANC qui, depuis son arrestation, ne sont pas restés les bras croisés. C'est à eux qu'il doit la mise en place d'un comité pour sa libération et l'organisation de nombreuses manifestations de rue dont le slogan est tout trouvé : « Libérez Mandela ! »

Ce jour d'octobre 1962, ces activistes sont également présents dans la salle du tribunal qui doit statuer sur le sort de

leur leader. Dès l'entrée de celui-ci dans le box des accusés, leurs cris expriment un soutien sans faille : *Amandla Ngawethu* ! (« Le pouvoir au peuple ! »), lancent-ils ainsi aux magistrats, vêtus d'une ample robe rouge. Côté vestimentaire, Mandela n'est pas en reste : au lieu du costume-cravate qu'on s'attendait à le voir porter, il a préféré se draper d'une cape de léopard, le *kaross* traditionnel des dignitaires xhosas. Sa façon de signifier à ses juges qu'il est l'incarnation d'un nationalisme africain fier et combatif. Ce sont ces mêmes convictions qu'exprime sa plaidoirie lorsque le président du tribunal l'invite à prendre la parole. « J'espère être capable de montrer que ce procès est celui des aspirations du peuple africain », martèle-t-il. Avant de pointer du doigt ses juges, qu'il déclare récuser, car désignés par un État dont il ne reconnaît pas la légitimité. « Pourquoi est-ce que, dans ce tribunal, je suis devant un magistrat blanc, confronté à un procureur blanc et escorté dans le box des accusés par des gardes blancs ? Comment se fait-il que dans toute l'histoire de ce pays, aucun Africain n'ait jamais eu l'honneur d'être jugé par les siens, par sa chair et son sang ? » interroge-t-il en s'adressant au public et aux journalistes présents. Le président du tribunal pense que l'accusé en a terminé, mais c'est son tour d'être pris à témoin : « Monsieur le président, je hais les discriminations raciales avec la plus grande fermeté, reprend Mandela. Je les ai combattues toute ma vie. Je les combats en ce moment, et je les combattrai jusqu'à la fin de mes jours. Je déteste tout ce qui m'entoure ici. Cela me fait sentir que je suis un homme noir dans un tribunal d'hommes blancs. Cela ne devrait pas être ! »

Un ange passe. Jusqu'au moment où le président, surpris par ce plaidoyer de bon sens, annonce le début des débats. D'interminables audiences aux cours desquelles plus d'une centaine de témoins seront appelés à comparaître. La plupart à la demande du procureur, définitivement satisfait des éléments apportés par les uns et les autres prouvant la sortie illégale du territoire sud-africain de Mandela et l'implication de celui-ci dans le mouvement de grèves des ouvriers au printemps 1961. Au final, deux chefs d'inculpation dont le prévenu n'a aucune

intention de contester la réalité, au grand étonnement de ses juges, qui s'attendaient à une défense combative, voire hargneuse, au cours de laquelle Mandela aurait pu citer à son tour la même quantité de témoins, à décharge cette fois. Mais, pour le patron du MK, on l'a compris, l'enjeu est ailleurs : dans le choix d'une sanction qu'il sait inéluctable, mais, prévient-il aussi, qui ne changera rien à ses convictions et à son engagement. « J'ai fait mon devoir envers mon peuple et envers l'Afrique du Sud. Je ne doute pas que la postérité dira que j'étais innocent et que les criminels qu'on aurait dû amener devant ce tribunal sont les membres du gouvernement. »

Lorsque Mandela en a terminé de sa plaidoirie, aux allures de testament politique, un lourd silence s'abat sur la foule présente, à peine troublé par le président du tribunal, qui ordonne la suspension nécessaire à la délibération du jury. Une délibération pour un jugement déjà écrit ? On peut le croire, puisqu'il suffira de dix minutes – chronomètre en main – aux jurés magistrats pour en rédiger les attendus. Au final, une sentence d'une rare sévérité, que le président détaille ainsi : deux ans de prison pour être sorti illégalement du pays, auxquels sont ajoutés trois ans de prison pour incitation à la grève. Soit un total de cinq années de détention pour Mandela, à qui le magistrat souligne qu'il s'agit d'une condamnation sans recours d'appel. Une fois cette dernière remarque énoncée, c'est à la salle de se faire entendre : le public ému et remonté entonne *Nkosi Sikelel' iAfrika*, l'hymne de l'ANC. Sa façon d'exprimer sa résistance et sa défiance face au régime de l'apartheid. Un moment émouvant et réconfortant pour Mandela, contraint de quitter les lieux pour être conduit aussitôt à Pretoria, où l'attend une cellule de la prison de briques rouges dont il a appris, au cours des mois passés, à connaître tous les recoins. Sur place, le ton de ses geôliers a changé. Il est vrai qu'ils ont désormais affaire à un condamné, celui à qui on peut confisquer ses effets personnels pour les remplacer par les vêtements du détenu *lambda*. Une garde-robe composée d'une chemise kaki, d'une veste de toile, d'une paire de sandales et d'un short, mais aussi d'une culotte courte

que Mandela refuse de porter, car lourdement symbolique : le vêtement est en effet réservé aux seuls détenus noirs, assimilés ainsi aux serviteurs, les « boys ». Pour le colonel Jacobs, le directeur de la prison, le marché tient en une phrase : si Mandela accepte de vivre en isolement, il consent à lui fournir un pantalon. Marché conclu, rétorque le détenu, pour lequel la solitude n'apparaît pas comme une situation insurmontable.

Du moins s'en convainc-t-il, car au fil des semaines celle-ci devient un calvaire. « J'étais enfermé vingt-trois heures par jour, avec trente minutes d'exercice le matin et le soir, écrira-t-il bientôt. Chaque heure me semblait une année. Il n'y avait pas de lumière naturelle dans ma cellule ; une ampoule nue restait allumée vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Je n'avais pas de montre et, souvent, je me croyais au milieu de la nuit alors que ce n'était que la fin de l'après-midi. Je n'avais rien à lire, rien à écrire et personne à qui parler. L'esprit commence à se retourner sur lui-même, et on désire désespérément quelque chose de l'extérieur pour y fixer son attention. » Mandela a-t-il péché par orgueil ? Le prisonnier l'admet lorsqu'il sollicite le colonel Jacobs. L'échange entre les deux hommes est bref. Oui, il acceptera de porter un short si on lui permet de retrouver la compagnie des autres détenus. Et si possible ses amis prisonniers politiques. Jacobs donne son accord, en mettant toutefois Mandela en garde contre toute nouvelle incartade. Dont acte, lui assure Mandela, tout à sa joie, si on ose dire, de pouvoir retrouver ses compagnons de lutte. Il y a là Robert Sobukwe, le dirigeant du PAC, John Gaetsewe et Stephen Tefu, des responsables syndicaux, et bien entendu des membres de l'ANC, comme Aaron Molete. L'occasion pour eux d'évoquer quelques souvenirs de lutte, ou encore d'échanger leurs expériences sur leurs conditions de vie en détention. Sans oublier les discussions, résolument politiques : des débats passionnants et passionnés au cours desquels apparaissent forcément quelques divergences. Ainsi lorsque Mandela se déclare intrigué par l'un des slogans du PAC promettant la liberté pour le peuple africain en 1963. « Mais nous sommes déjà en 1963, souligne Mandela à son ami Sobukwe, et il n'y a de liberté nulle part. » Puis il l'interroge

sur le danger que font courir des formules qu'on sait irréalisables : « N'est-ce pas là créer de faux espoirs dans le peuple ? »

Ironie de la situation, c'est à la fin de cette même année 1963 que le gouvernement Verwoerd décide d'accorder son autonomie au Transkei, qui devient ainsi un *homeland*. Une institution qui n'est pas à proprement parler une première. Avant le Transkei, d'autres régions ont été, elles aussi, transformées en *homelands* ou « bantoustans », deux termes signifiant « foyers nationaux ». L'objectif du pouvoir blanc ? Une division du pays en un certain nombre d'États distincts, dont chacun serait censé se développer de façon indépendante, car dirigé par un groupe ethnique différent. En apparence séduisante, la mise en place de ces *homelands* vise en réalité à contraindre les populations à se déplacer dans leurs « zones de groupe ». Des exils forcément mal vécus pour des dizaines de milliers de travailleurs qui avaient déjà immigré aux quatre coins du pays pour pouvoir survivre. Mais c'est là l'autre idée du gouvernement dominé par le Parti national, qui voit dans ces regroupements le meilleur moyen de résorber les bidonvilles entourant les grandes villes. À l'image de Johannesburg, à majorité noire, ou encore de Durban, berceau de la communauté indienne – les Blancs se réservant naturellement le reste des territoires sud-africains, soit plus de 85 % du pays...

Pour Mandela, un tel système est définitivement « haïssable » et, tout logiquement, doit être combattu par les armes, autrement dit à travers des actes de terrorisme visant en priorité les autorités de ces bantoustans. Un appel à la violence dont est rapidement informé le nouveau ministre de la Justice, John Vorster, personnage connu pour ses sympathies nazies durant la Seconde Guerre mondiale. Il a été chargé de la mise en place du *General Law Amendment Act*, qui autorise désormais les policiers à garder en détention – et pour une durée maximale de trois mois – tout militant politique, ou même tout citoyen soupçonné de l'être. Cet arsenal juridique, comme on l'imagine, laisse la porte ouverte à tous les abus.

L'usage de la torture, à l'électricité et par étouffement, en fera partie. Quant au délit de sabotage, avec la nouvelle législation draconienne mise en place, il devient passible purement et simplement de la peine de mort. Pour faire bonne mesure, plusieurs autres lois viendront bientôt compléter ces nouvelles dispositions, mais cette fois pour restreindre la liberté d'expression d'un bon nombre de publications considérées comme trop partisanses – sous-entendu gauchisantes. Parmi elles, *New Age*, bientôt définitivement interdit de parution. En ce qui concerne les rares protestataires blancs que cette dernière décision révolte, la punition est toute trouvée : l'assignation à résidence. L'une des premières victimes en sera la militante communiste Helen Joseph, qui, avec l'avocat juif Joe Slovo, le futur ministre du gouvernement Mandela, fera partie des rares Blancs à être enterrés plus tard dans le « carré des héros », au cimetière de Soweto...

¹- *International Herald Tribune*, 11 juin 1990.

Le procès de Rivonia

C'est à la fin du printemps 1963 que Mandela, alors âgé de quarante-cinq ans, est informé de son transfert vers un autre établissement pénitentiaire. Une affaire rondement menée par ses geôliers, qui, ce jour-là, lui ont ordonné de ramasser en dix minutes tous ses effets personnels. La destination du voyage qui l'attend ? « Robben Island », lui souffle l'un de ses camarades détenus, auquel il vient d'être enchaîné, comme un vulgaire bagnard, et avec lequel il est jeté dans la foulée à l'arrière d'un camion blindé.

Plusieurs centaines de kilomètres les séparent de Robben Island, où est situé leur nouveau centre de captivité : une étroite bande de rochers lestés à une dizaine de miles du Cap, prise entre les courants froids et dangereux de l'océan Atlantique. Cet îlot rocailleux a longtemps constitué une aubaine pour les affairistes de la Compagnie néerlandaise, qui avait pris très tôt conscience de l'intérêt de ce lieu, idéal pour accueillir esclaves et prisonniers de guerre, contraints d'y casser des pierres qui allaient servir à la construction de la ville du Cap, à la fin du XVIII^e siècle. Puis les nouveaux colons britanniques ont récupéré l'île pour la transformer en léproserie. Jusqu'au jour où, au milieu des années 1950, sous le régime de l'apartheid, elle retrouve sa tradition pénitentiaire ; pis, elle devient une prison de haute sécurité réservée aux opposants politiques – noirs pour la plupart. Elle le restera jusqu'en 1991, jusqu'à sa fermeture définitive cinq ans plus tard, avant son inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco : une façon de transformer Robben Island, lieu de triste mémoire, en un symbole de la victoire de l'esprit humain sur l'oppression...

Trois décennies plus tôt, c'est donc dans cette prison de la honte que Mandela est accueilli par une rangée de gardiens blancs armés et agressifs. L'un d'entre eux prend d'ailleurs la parole : *Dis die EiZand ! Hier Julle gaan vrek !* (« Voici l'île ! C'est ici que vous allez mourir ! »). Le ton est donné, en afrikaans. Et pour cause : comme l'expliquera plus tard Mandela, « si on leur répondait en anglais, ils disaient : *Ek verstaan nie daardie kaffirboetie se taaz nie* [“Je n'entends rien à cette langue des copains des kaffirs !”] ». Et, pour mieux se faire comprendre, d'ordonner aux prisonniers de se dévêtir puis de jeter leurs vêtements dans les flaques d'eau alentour, avant de se remettre à hurler pour qu'ils enfilent à nouveau leurs effets totalement imbibés. Façon d'humilier les détenus et de leur montrer, au cas où ils l'auraient oublié, qui sont les maîtres des lieux.

Fin psychologue, et doté d'une force de caractère peu commune, Mandela sait que, dans un système carcéral, la plupart des relations humaines sont basées sur des rapports de force qu'il est vital de définir, au risque de se faire broyer. Son intention est justement de le faire comprendre à ses geôliers, qui viennent de lui ordonner de courir, ce qu'il refuse de faire. Une situation inédite pour le gardien en chef, qui interpelle le détenu récalcitrant, pour le mettre en garde : « Ici, vous n'êtes pas à Johannesburg, ni à Pretoria. Vous êtes à Robben Island, et nous ne tolérerons pas l'insubordination ! » prévient-il. Avant de ponctuer son invective d'un *Haak ! Haak !* (« Avancez ! Avancez ! »). Mais pas question pour Mandela de céder. Il lance à son tour à l'irascible gardien : « Faites votre devoir, nous faisons le nôtre ! » Stupéfait par cette remarque jugée d'une rare insolence, le gardien en chef n'a pas l'intention d'en rester là. S'adressant à tous les prisonniers, il se fait menaçant : « Écoutez, les mecs, on va vous tuer, on rigole pas. Vos femmes, vos enfants, vos mères et vos pères ne sauront jamais ce qui est vous est arrivé. C'est le dernier avertissement. *Haak ! Haak !* »

Avertissements, intimidations et menaces deviennent le lot quotidien de Mandela, à qui ses premiers mois de détention

réservent également quelques agréables surprises. Ainsi, il se voit gratifier de messages puis de gestes amicaux de la part d'un de ses gardiens. L'homme est un surveillant métis originaire de Bloemfontein ; il se propose de lui fournir, nuitamment et gracieusement, journaux, sandwiches et tabac. D'abord circonspect, Mandela finit par admettre la sincérité des initiatives du métis. Pour le reste, le prisonnier, qui ne fume pas, a tôt fait de distribuer le tabac à ses camarades, rencontrés lors des promenades dans la cour de la prison. *Idem* pour les sandwiches, qu'il tient à partager avec ses trois compagnons de cellule, les syndicalistes John Gaetsewe et Stephen Tefu et le militant de l'ANC Aaron Molete. Ces encas sont les bienvenus après les bouillies froides servies midi et soir aux prisonniers. Mandela rejoint ces derniers dès l'aube afin de participer à des travaux de terrassement. Il doit manier la pelle et la brouette de longues heures durant. Des conditions de vie éprouvantes auxquelles il pense s'habituer en attendant la fin de sa peine. Mais une mauvaise nouvelle lui parvient : la police a découvert le refuge clandestin du MK à Rivonia et y a saisi tout le matériel du puissant émetteur radio que des techniciens de l'ANC avaient installé quelques mois plus tôt, ainsi que des centaines de documents. Parmi eux, des cartes et des plans détaillés de cibles potentielles, des notes sur des opérations de guérilla et tout le matériel à fabriquer des faux papiers. Pour la justice, l'affaire est entendue : Mandela doit être à nouveau jugé, mais cette fois pour faits de sabotage. Des accusations particulièrement graves dont l'issue probable sera la peine de mort.

À l'automne 1963, Mandela retrouve l'enceinte du palais de justice de Pretoria. Le « procès de Rivonia », comme on le baptise déjà, peut commencer devant la Haute Cour du Transvaal. Comme lors de son précédent procès, Mandela remarque que nombre de ses partisans ont tenu à faire le déplacement : une foule imposante qui entonne l'hymne de l'ANC lorsqu'elle aperçoit le leader noir aminci – il a perdu 12 kilos depuis le début de sa détention – descendant d'un fourgon cellulaire, encerclé par un convoi de voitures de police. Dans l'enceinte du tribunal où il pénètre, Mandela

remarque que là aussi des policiers armés jusqu'aux dents grouillent dans tous les coins. Une présence qui ne l'impressionne pas outre mesure : à l'arrivée des magistrats, il quitte son banc pour lever le poing vers le ciel, le signe du salut de l'ANC. Présents dans la salle, ses partisans lui répondent par un émouvant et bruyant *Mayibuye Afrika* ! (« Afrique, réveille-toi ! »).

Impressionné, le président du tribunal qui vient de s'asseoir sous son dais en bois ne l'est pas vraiment. La petite soixantaine, Quartus De Wet ne traîne pas derrière lui, il est vrai, une réputation de juge « aux ordres », contrairement au procureur Percy Yutard, siégeant à ses côtés, et qui est connu pour ses réquisitoires à l'emporte-pièce. Dans le box des accusés, Mandela n'est pas seul : dix autres de ses camarades vont devoir répondre comme lui de leurs supposées menées subversives, en l'espèce plus de 200 actes de sabotage recensés. Pas moins. Curieusement, c'est moins la gravité de l'acte d'accusation qu'on commence à lui égrener que l'absence de Winnie qui trouble Mandela. Celle-ci fait-elle l'objet d'un harcèlement policier ? Probablement, imagine-t-il, après avoir été informé que son épouse ne pouvait quitter Johannesburg qu'avec l'autorisation expresse du commissariat de son quartier. Autorisation que ce dernier s'empresse de refuser à chacune des demandes de Winnie. Mais c'est mal connaître la détermination de la jeune femme que de croire qu'elle pourrait renoncer : elle sollicitera bientôt le ministre de la Justice en personne afin d'obtenir le laissez-passer lui permettant d'assister au procès de son mari. Ce qu'elle fera avec une assiduité sans faille.

Après plusieurs semaines de tergiversations et les traditionnelles batailles de procédures, ce n'est qu'en décembre 1964 que débute vraiment le procès de Rivonia, plus connu en fait sous le nom de « procès Mandela ». Et pour cause : selon l'ordre de passage décidé par le magistrat De Wet, c'est celui-ci qui sera le premier prévenu à être interrogé. Mais le leader de l'ANC n'a que faire de cette procédure arbitraire ni des accusations qui ont servi de prétexte à ce

procès : d'emblée, il fait savoir au juge De Wet qu'il plaidera « non coupable ». Et le voilà qui accuse à son tour : « Ce n'est pas moi, mais le gouvernement qui devrait se trouver dans le box des accusés ! » Avant de conclure sur le sens du combat qui l'anime depuis bon nombre d'années, pour ne pas dire depuis toujours : « Durant toute ma vie, je me suis engagé dans la lutte pour le peuple africain. J'ai combattu la domination blanche, et j'ai combattu la domination noire. J'ai défendu l'idéal d'une société démocratique et libre dans laquelle tous les individus vivraient en harmonie et bénéficieraient de chances égales. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre et que j'espère voir se réaliser. Mais c'est un idéal aussi pour lequel, s'il le faut, je suis prêt à mourir ! »

Surpris, le magistrat ne se laisse pas toutefois démonter : sans attendre, il rappelle que seule la vérité des faits l'intéresse. Sous-entendu : pas les discours politiques. Concernant les faits, justement, Mandela se déclare optimiste : pour l'heure, tous les éléments avancés pour prouver sa culpabilité tombent à plat. Il n'est guère difficile en effet pour lui de démontrer qu'il se trouvait soit à l'étranger soit en prison au moment où ont été commis les actes de sabotage retenus par l'accusation. En même temps, pas question pour lui de nier sa responsabilité politique dans ces opérations. Cela étant, il ne se fait guère d'illusion : les avocats du gouvernement ne manqueront pas de sortir quelques surprises de leurs manches. À commencer par ses effets personnels, retrouvés dans la ferme de Rivonia, et que lesdits avocats sont plutôt fiers d'exhiber le moment venu. Puis il y a ces témoins à charge, bientôt appelés à défiler devant les magistrats de la Haute Cour. La plupart sont d'anciens membres du MK qui, pour se donner bonne conscience, justifient leur présence dans l'enceinte du tribunal par la « dérive communiste » de l'ANC et de son organisation militaire. L'un d'entre eux, Bruno Mtolo, se montre plus précis en accusant Mandela d'avoir affirmé au commandement de Natal que « tous les cadres du MK devaient être de bons communistes ». Dans le box des accusés, où il est surveillé de très près par un officier de la *Special Branch*, Mandela est effaré par l'imagination

débordante de cet ancien responsable de l'ANC. Un moment, il imagine que la torture policière a finalement eu raison du bon sens et de la sincérité de ce singulier témoin. Celui-ci met en cause d'autres hommes parmi ses anciens compagnons de lutte, les accusant de crimes auxquels leurs dossiers d'accusation n'ont jamais fait allusion... Moins évident à contourner pour Mandela : le document qui vient d'être transmis au juge De Wet. Un plan d'action d'une demi-douzaine de pages retrouvé à Rivonia et décrivant les différentes étapes de vastes opérations de guérilla à travers quatre régions de l'Afrique du Sud. L'opération *Mayibuye* ? Mandela en avait bien entendu eu connaissance, mais il l'avait toujours considérée comme « irréaliste » dans ses objectifs et sa mise en œuvre. Ce qu'il tente d'expliquer au juge De Wet, en soulignant également que cet ambitieux projet n'avait jamais reçu l'aval de l'ANC, et que par ailleurs le MK réfutait toutes les accusations d'assassinat : l'organisation avait fait son mot d'ordre d'éviter la moindre atteinte aux civils.

Mais, Mandela le sait, son implication personnelle dans la création et l'organisation du MK peut difficilement être niée. Et les magistrats ont réuni suffisamment de preuves pour le condamner. C'est chose faite le 12 juin 1964. Tous les prévenus se retrouvent à nouveau, et pour la dernière fois, dans l'enceinte du tribunal. Comme le veut la procédure, c'est au juge De Wet de prononcer les conclusions auxquelles il est parvenu. Ce qu'il entreprend d'une voix posée : « L'accusé numéro un, Nelson Mandela, est reconnu coupable des quatre chefs d'accusation ; l'accusé numéro deux est reconnu des quatre chefs d'accusation... » Le même verdict tombe sur tous les autres responsables de l'ANC et du MK réunis dans le box des accusés. Pour tous également, la même sentence : la détention à perpétuité !

Une lourde peine certes, mais qui redonne le sourire aux condamnés. Et pour cause : ils ont échappé à la peine de mort. Les pressions internationales qui se sont manifestées depuis l'ouverture du procès ont-elles fait mouche ? Probablement, et malgré les dénégations du Premier ministre Verwoerd, selon

lequel les protestations et télégrammes reçus du monde entier n'ont aucunement pesé sur le jugement. Mais la foule réunie dans l'enceinte du tribunal de Pretoria ne s'y trompe pas : cette sentence représente à la fois un scandale et un soulagement profond. Mandela partage ce sentiment lorsqu'il adresse un large sourire à tous ses supporters, que des policiers invitent maintenant et fermement à sortir de la salle. Depuis son box, Nelson cherche désespérément le regard de Winnie. En vain. La confusion est grande, et c'est au tour des condamnés d'être priés de quitter les lieux. Certains d'entre eux font mine de vouloir rester sur place, mais ils sont poussés vers le couloir qui va les ramener vers des cellules situées au sous-sol du palais de justice. Quelques heures plus tard, c'est un fourgon noir, escorté d'une escouade de policiers, qui les ramène à leur centre de détention : Robben Island...

Le matricule 466/64

Lorsqu'il franchit une nouvelle fois la porte de Robben Island, Nelson Mandela a une pensée pour Autshumayo, *alias* « Harry le coupeur de mèches », dont, enfant, on lui a conté l'histoire. Celle d'un chef des Khoikhoïs – l'un des quatre peuples autochtones d'Afrique du Sud – qui, au XVII^e siècle, a conduit la première guerre de résistance contre les colons blancs venus confisquer les terres. En vain, puisque Autshumayo fut finalement capturé avant d'être exilé à Robben Island, dont il devint le premier prisonnier politique noir d'Afrique du Sud. Mandela imagine-t-il alors qu'il incarnera lui aussi un jour une page de l'histoire sud-africaine ? Seule certitude : il s'estime dépositaire de l'héritage de ce vétéran, héritage qui lui commande de se battre, et pourquoi pas de mourir, pour les mêmes et nobles idées.

Pour l'heure, c'est à l'effroyable réalité de la réclusion que Mandela est confronté sur cette île minuscule d'à peine 6 kilomètres carrés, portant parmi de multiples surnoms celui d'« île aux phoques », par allusion au grand nombre de ces sympathiques mammifères présents dans les eaux environnantes. Il ne réintègre pas sa cellule : c'est dans le nouveau quartier de haute sécurité qu'il vivra désormais cloîtré. Une prison dans la prison en quelque sorte, réservée aux seuls prisonniers politiques auxquels est formellement interdit tout contact avec les autres détenus. Ceux-ci sont pour la plupart des « droit commun » qui s'entassent dans de vastes locaux surveillés par des gardes armés jusqu'aux dents.

Dans sa forteresse, Mandela, lui, dispose d'une cellule individuelle dans laquelle on pénètre en poussant une double porte. La première est en bois épais. On y a punaisé un carton blanc indiquant le nom du détenu et son matricule : « Nelson Mandela, 466/64 ». Des chiffres signifiant qu'il est le quatre

cent soixante-sixième prisonnier à avoir débarqué à Robben Island, en 1964. La seconde porte, elle, est constituée de larges barreaux de fer, à l'image de ceux qui enserrent l'unique fenêtre de la cellule, étroite ouverture vers l'extérieur filtrant la lumière du jour. Mais elle laisse aussi pénétrer le froid et l'humidité, dont va rapidement souffrir Mandela. En guise de literie, celui-ci doit se contenter d'une simple natte de sisal, fibre extraite des feuilles d'une plante du même nom. Réputée pour sa résistance, celle-ci sert en général à la fabrication de cordages et autres ouvrages grossiers, comme les tapis.

Après quelques jours d'isolement, Mandela retrouve la cadence du travail de chantier auquel il avait déjà été astreint au cours des mois précédents. Chaque matin, en compagnie de codétenus, il est transporté en camion vers une carrière où l'attendent marteau et pioche. Le trajet ne dure qu'une dizaine de minutes, mais les chauffeurs ont ordre de l'accomplir à vive allure, pour des raisons de sécurité, et quitte à secouer leurs passagers lorsqu'ils ne peuvent éviter crevasses et bosses. Autant de secousses brutales dont se plaint un jour Mandela auprès de l'un des chauffeurs, l'adjudant Jack Swart : « Que diable pensez-vous que nous sommes, des sacs de maïs¹ ? » lance-t-il ainsi à Swart, qui, curieusement, ne relèvera pas la remarque désobligeante. Ironie du destin, c'est le même geôlier que le prisonnier Mandela retrouvera une vingtaine d'années plus tard dans sa dernière demeure pénitentiaire, la prison Victor-Verster, prélude à sa libération, qui surviendra, elle, en février 1990. À ce moment-là, le statut de l'adjudant Swart aura changé : il sera officiellement affecté auprès du leader de l'ANC afin de lui servir d'aide de camp et de cuisinier...

En attendant, à Robben Island, c'est un marteau pesant plusieurs kilos qu'un autre gardien confie à Mandela. À celui-ci désormais de casser les tonnes de rochers que vient de déverser un camion benne. Un travail particulièrement pénible qu'il accomplit en compagnie d'autres détenus, sous le regard d'une demi-douzaine de gardiens revêches. À ces derniers, consigne a été donnée de n'accorder aucune pause aux

prisonniers, sauf pour leur permettre de soulager un besoin naturel. *Idem* pour les conversations entre détenus, qui sont formellement prohibées. Un comble pour Mandela, qui, pour insuffler du courage à ses amis, se prend parfois à chuchoter aux uns et aux autres. Il estime ce soutien au moral des troupes indispensable. Il se transforme même bientôt en délégué syndical lorsque leurs garde-chiourme décident de leur imposer un quota de production de graviers qui équivaut au remplissage d'une benne par semaine. Pour Mandela, c'est l'occasion de suggérer à ses compagnons d'entamer une grève perlée. Ce qui sera fait dans la foulée, malgré les menaces proférées par leurs gardiens, guère dupes de cette course à la lenteur.

Malgré ces petites victoires sur un système pénitentiaire basé sur le mépris des détenus, Mandela l'admet : sa vie d'emmuré est définitivement sinistre. Et l'éloignement des êtres qui lui sont chers n'arrange pas les choses. Le matricule 466/64 n'est autorisé à correspondre avec les siens que deux fois par an. Et encore, ces missives manuscrites ne peuvent dépasser un certain nombre de lignes ! Là encore, il s'agit d'une volonté délibérée des autorités pénitentiaires de faire comprendre aux détenus que leur vie s'est bel et bien arrêtée à Robben Island. Une persécution psychologique à laquelle doivent faire face Mandela et ses amis : « À Pretoria, nous nous sentions en relation avec nos partisans et nos familles ; sur l'île, nous étions coupés de tout. Nous n'avions que la consolation d'être ensemble. » En même temps, le héros du procès de Rivonia n'est pas homme à se laisser abattre aussi facilement : il prend conscience que sa condition est peut-être l'occasion d'un nouveau combat. Car il n'ignore pas non plus le piège qui attend le prisonnier : la routine dans laquelle celui-ci peut se laisser enfermer, routine en apparence « rassurante », au long de ces semaines qui se suivent et qui se ressemblent, d'où est exclue la notion de temps. Et pour cause : pour bien faire les choses, les autorités pénitentiaires se sont fait un malin plaisir de confisquer toutes les montres des détenus et de supprimer toute référence au temps. C'est ce qui explique l'absence de toute horloge sur l'« île aux phoques », où le

quotidien du prisonnier se voit ponctué des seuls coups de sifflet des gardiens. « Un après-midi passé à casser des cailloux peut sembler une éternité, mais brusquement c'est la fin de l'année et on ne sait pas où sont passés tous les mois écoulés », soulignera Mandela dans ses Mémoires. Avant de rappeler que tout en réalité sur Robben Island était fait pour briser la volonté humaine.

Une issue que Mandela ne peut toutefois concevoir. Et qui, au contraire, renforce sa détermination. Pourquoi la lutte qu'il a menée plusieurs années durant ne pourrait-elle pas se poursuivre dans cet univers carcéral où racisme et oppression sont en tout point identiques à ceux qui prévalent à l'extérieur ? Par ailleurs, pourquoi ne pas croire qu'il foulera à nouveau l'herbe des grandes prairies des régions qui lui sont chères ? Lui-même l'admet : « Je n'ai jamais envisagé sérieusement la possibilité de ne pas sortir de prison un jour. Je n'ai jamais pensé qu'une condamnation à vie signifiait vraiment toute la vie et que je mourrais derrière les barreaux. »

Sa prison, Mandela l'a rapidement compris, est d'abord régie par des règlements, qu'il faut connaître et respecter. Car malheur à celui qui les enfreint. Dans ces cas-là, la punition tombe inexorablement : l'isolement ou la privation de nourriture. À l'inverse, mais la plupart des détenus l'ignorent, les geôliers sont aussi soumis à des règles qu'ils ne respectent pas toujours, le plus souvent d'ailleurs davantage par ignorance que par mauvaise volonté. Mais le fait est là pour Mandela, bien décidé à faire valoir ses droits dès que l'occasion se présentera. Et celle-ci ne tarde pas.

Ce matin-là, son gardien lui a donné l'ordre de l'accompagner jusqu'aux bureaux de la direction du pénitencier. Ceux-ci sont situés à plusieurs centaines de mètres de sa cellule. Sur place, d'autres gardiens l'attendent ; une dizaine de détenus finissent par le rejoindre. Dans un premier temps, tous reçoivent l'ordre de se ranger sur une même ligne. Mandela comprend que leurs geôliers sont chargés de relever leurs empreintes digitales, ainsi que de les photographier. Une dernière initiative qui le fait réagir. Par un geste de la main à

ses camarades, il leur fait comprendre qu'il ne faut pas obtempérer. Il lance ensuite au gardien chef : « J'aimerais que vous me montriez le document du commissaire des prisons qui vous autorise à nous photographier. » Mandela ne l'ignore pas, une telle autorisation se révèle indispensable avant de pouvoir réaliser tout cliché. Déstabilisé par cette remarque inattendue, le gardien chef s'embrouille dans des explications puis hausse le ton, qui devient franchement menaçant. Mais Mandela n'est guère impressionné, convaincu de son bon droit. À raison : l'affaire en restera là, du moins pour le moment.

Quelques semaines plus tard, c'est à une autre convocation que Mandela est prié de répondre sur-le-champ. Elle concerne une brève rencontre avec un reporter-photographe britannique du *Daily Telegraph*. Une première pour lui et pour les autorités gouvernementales, qui ont donné leur feu vert. Non sans arrière-pensée : elles sont alors soucieuses de montrer au monde les bonnes conditions dans lesquelles vivent les prisonniers politiques sud-africains. Mise en scène oblige, ceux-ci ont été dotés quelques heures auparavant d'une casquette flambant neuve et d'uniformes gris propres ; et leurs marteaux ont été remplacés par du fil et des aiguilles destinés à des travaux de couture. De singulières prévenances que Mandela ne se prive pas de souligner lors de son entretien avec le reporter du quotidien londonien, avant de dénoncer avec véhémence les conditions de vie de ses coreligionnaires : nourriture exécrable faite de bouillie de maïs, travaux pénibles et sans intérêt, et autres vexations quotidiennes provoquées par des geôliers rustres et brutaux. Tout logiquement, le chef de l'ANC aborde également les raisons de sa présence à Robben Island, la finalité de son combat politique. Malgré la courtoisie affichée de son interviewer, Mandela est bien obligé également de le constater : le journaliste n'est pas un spécialiste de la vie politique sud-africaine. Pis, ses centres d'intérêt sont clairement ailleurs : il se soucie surtout de prendre des clichés. Mandela hésite puis finalement accepte. À une condition : celle d'y apparaître en compagnie de son frère de combat Walter Sisulu. La suite ? Une déconvenue pour Mandela et ses camarades, qui apprendront au cours des semaines suivantes

comment les responsables du *Daily Telegraph* ont finalement décidé, pour d'obscures raisons, de ne pas publier le reportage de leur correspondant en Afrique du Sud...

Tout aussi décevante et moralement pénible, l'absence de nouvelles des proches. Après bientôt une année de détention, Mandela n'a reçu qu'une seule et unique lettre de Winnie. Et encore, une missive passée sous les fourches Caudines des fonctionnaires censeurs, dont le travail consiste à découper au rasoir tous les passages pouvant prêter à confusion. Au destinataire du courrier de tenter ensuite de rattacher ensemble autant que faire se peut des alignements de mots dont la plupart content les menus tracasseries de la vie quotidienne et les souffrances causées par l'absence des êtres chers. Autres espoirs déçus pour le détenu, les demandes de visite de son épouse, que les autorités s'emploient régulièrement à contrarier. Le début pour Winnie de longs mois d'après batailles juridiques, qui finiront par aboutir en 1965.

Ce jour-là, pour sa première visite à Robben Island, la jeune femme a tenu à se faire belle. Nelson est aux anges ; il lui exprime toute la joie qu'il ressent de la revoir enfin. Il se déclare aussi terriblement frustré de ne pouvoir la prendre dans ses bras pour mieux l'embrasser. Et pour cause : si visiteurs et prisonniers sont confinés dans une étroite cabine, deux vitres les empêchent de se toucher. Heureusement, il y a l'« adorable visage » de Winnie, qu'il continue à contempler durant de longues minutes, puis ces paroles qui se veulent réconfortantes : Winnie évoque le contenu du colis qui lui est destiné – de la nourriture naturellement, et quelques vêtements. Parmi ceux-ci, plusieurs pyjamas en soie et une chemise de nuit dont la présence apparaît quelque peu incongrue à Nelson. En souriant, celui-ci lui en fait d'ailleurs la remarque : « Je lui ai dit : “Non... Ce n'est pas une tenue pour un endroit comme celui-là...” »

Celui-là ou d'autres qui lui ressemblent, aurait pu ajouter Mandela s'il avait su que bientôt Winnie elle-même serait confrontée aux affres de la captivité.

Nous sommes alors en 1967, et Mme Mandela vient d'être arrêtée au Cap pour « violation de son ordonnance de bannissement ». De fait, depuis cinq ans, Winnie a l'interdiction formelle de quitter Johannesburg et sa région, sous peine de sévères condamnations. C'est pour avoir sciemment ignoré cette injonction que les tribunaux la condamnent à plusieurs mois de détention, qu'elle purgera à la prison centrale de Pretoria. Dans les pires conditions : enfermement dans une cellule réservée aux condamnés à mort, éclairée jour et nuit par une lumière blafarde ; et le terrible froid qui lui fera perdre au fil du temps toute sensation physique. À quelques centaines de kilomètres de là, dans sa cellule de Robben Island, Mandela crie sa souffrance dans une lettre qu'il destine à Winnie, mais que celle-ci ne recevra jamais : « Quel épouvantable moment nous vivons ! J'ai l'impression que toutes les parties de mon corps, chair, sang, os et âme ne sont plus que de la bile, tant mon impuissance absolue à te venir en aide dans les moments terribles que tu traverses me rend amer. »

Un an plus tard, c'est dans ces conditions terriblement éprouvantes que Winnie apprend l'affreuse nouvelle : la mort de son beau-fils Thembi, le garçon tant aimé que Mandela avait eu avec sa première épouse Evelyn Ntoko Mase. Selon les informations qu'on lui a communiquées, Thembi serait décédé des suites d'un accident de voiture survenu dans la région du Cap. Winnie le sait, l'aîné des garçons du clan, âgé de vingt-quatre ans, était le rêve de Nelson : « Il se voyait en lui. Je pense qu'il aurait été tout ce que mon mari rêvait d'être en dehors de la politique². » Informé à son tour de la disparition tragique de son fils, par un télégramme adressé à son avocat, Mandela s'effondre : « Je n'avais pas de mots pour exprimer la douleur ou la perte que je ressentais. Elle m'a laissé un vide immense dans le cœur que rien ne pourra jamais combler. »

Ce deuil, Mandela le vit doublement : les autorités pénitentiaires opposent un refus catégorique à sa présence aux funérailles de Thembi. Mandela insiste, supplie, propose de se

faire accompagner par une escouade de policiers. En vain. Seule concession : la lettre que le père meurtri est autorisé à adresser à son ex-épouse, Evelyn. Et dont il révélera le contenu dans ses *Conversations avec moi-même*, publiées à l'automne 2010. En voici un extrait : « Mieux que n'importe qui, je sais à quel point ce coup a dû être dévastateur pour toi, car Thembi était ton premier fils, et c'est le deuxième enfant que tu perds. [...] Sa mort m'a bouleversé autant que toi. [...] Je ne doute pas que tu trouveras la force et le courage de survivre à cette terrible tragédie... »

¹- Propos rapportés par Jack Swart à John Carlin pour la WGBH Educational Foundation, 1995-2010.

²- Winnie Mandela, *Ma part de vérité*, op. cit.

Pathétique Badenhorst

1 969. Voilà trois ans que Mandela est incarcéré à Robben Island. Et, depuis peu, le prisonnier l'admet : ses conditions de vie se sont légèrement améliorées. Ainsi de ces tenues personnelles remises aux détenus et venant remplacer l'uniforme changé chaque semaine ; de ces rations de pain qui font enfin leur apparition à l'heure des repas. Ou encore de ces jeux de société permettant aux prisonniers de tuer le temps chaque fin de semaine. Les seuls jours où leurs geôliers manifestent une apparente bienveillance à leur égard. *Idem* pour les fêtes de fin d'année, en l'honneur desquelles on autorise exceptionnellement les volontaires à organiser quelques divertissements : concert, tournoi sportif et représentation théâtrale. Une dernière activité à laquelle Mandela accepte volontiers de prêter son concours, même s'il n'a plus joué la comédie depuis sa prestation dans le drame inspiré de la vie d'Abraham Lincoln, à l'université de Fort Hare¹.

Pour les fêtes de ce Noël 1969, c'est le rôle de Créon qu'il a choisi de camper devant ses camarades détenus de Robben Island. Un choix qui ne doit rien au hasard : voilà plusieurs mois qu'il dévore toutes les tragédies grecques, dont un ami lui a fait parvenir les exemplaires. Parmi elles, l'*Antigone* de Sophocle, dont l'un des principaux héros est Créon, roi de Thèbes, un tyran prisonnier de ses démons qui l'ont rendu inflexible et aveugle. Un destin à l'image de Mandela ? Bien au contraire, souligne celui-ci à ses camarades, qui n'ont pas manqué de s'interroger sur cette paradoxale composition : Créon est le parfait contre-exemple de l'idée qu'il se fait du chef. Il veut bouleverser l'ordre des choses en se substituant aux dieux, leur explique-t-il ; alors qu'un chef doit faire œuvre de tempérance et de compassion envers son peuple. Et puis il y a Antigone, l'héroïne qui se révolte contre les lois injustes.

Celles-ci ressemblent comme des sœurs jumelles aux contraintes iniques de l'apartheid. « Antigone symbolise notre lutte, conclut Mandela. En défiant la loi parce qu'elle est injuste, elle représente à sa façon un combattant de la liberté... »

Cette même liberté à laquelle quelques « amis » de Mandela songent : au cours de cette même année 1969, ils lui soumettent un projet d'évasion apparemment bien ficelé. Pour se faire la belle, lui expliquent-ils, il bénéficiera de la complicité d'un jeune gardien qu'ils ont réussi à infiltrer à Robben Island. Info, intox ? Dans un premier temps, Mandela s'enthousiasme, mais dans un second il se montre beaucoup plus circonspect. Notamment après en avoir discuté avec son ami Walter Sisulu, qui lui conseille vivement de se tenir sur ses gardes. Une méfiance justifiée, comme Mandela le découvrira bien plus tard en apprenant que le jeune gardien en question n'était autre qu'un officier de renseignements au service du BOSS (Bureau of State Security), alors dirigé par le général Hendrik Van den Bergh. L'objectif de cette vraie fausse évasion était simple : éliminer Mandela au cours d'une fusillade organisée une fois le prisonnier sorti de Robben Island. À l'origine de cette révélation ? Une information livrée par l'agent secret Gordon Winter, qui, dans un ouvrage publié à l'automne 1981², admettra son implication dans le complot. Avant de raconter comment ce complot avait finalement été déjoué par les services secrets britanniques...

Relation de cause à effet ? Rien n'ira plus vraiment pour Mandela après cet échec cuisant du BOSS. Tout commence avec le remplacement de tous les personnels d'encadrement de la prison auquel assiste le leader de l'ANC au cours des semaines suivant le projet d'évasion. À la tête de la nouvelle administration, le colonel Piet Badenhorst, que la rumeur présente comme un officier brutal et autoritaire. Rumeur qui se vérifie lorsque tombent les premières décisions du nouveau venu, qui ordonne la confiscation de tous les livres et des écrits personnels des prisonniers, ainsi que la suppression d'un certain nombre de repas. Dans l'enceinte de la carrière où

Mandela et ses camarades sont conduits chaque matin, les aboiements des anciens gardiens ont désormais fait place aux injures répétées et autres gestes rudes des hommes de Badenhorst, qui semblent prendre un plaisir sadique à molester les détenus. Le commandant de la prison n'est pas en reste. Au cours de ses déplacements sur le site, il tient à les humilier en personne, à commencer par Mandela, qu'il n'hésite pas à interpeller, une semaine à peine après avoir débarqué à Robben Island, dans un langage ordurier : *Mandela, Jy moet jou vinger uit jou gat trek !* (« Mandela, retire ton doigt de ton cul ! »). Il s'essaie aussi à des commentaires obscènes sur sa mère. Autant de comportements humiliants et indignes de la part d'un officier supérieur que Mandela pardonnera pourtant plus tard à Badenhorst, dont il résumera le destin pathétique en ces termes : « Badenhorst n'était pas mauvais ; son inhumanité lui avait été dictée par un système inhumain. Il s'est comporté comme une brute parce que le système récompensait ses brutalités³. »

Un système que Mandela et ses camarades ont bien l'intention de combattre avec les rares armes à leur disposition. La plus efficace à leurs yeux, et en même temps la plus terrible, est celle de la grève de la faim. Lorsque celle-ci est décidée, en mai 1971, la réaction de Badenhorst ne se fait pas attendre. D'abord les grévistes sont confrontés à de nouvelles situations d'humiliation. Mandela raconte : « Nous avons été réveillés par des cris et des coups violents frappés contre les portes de nos cellules. "Debout ! Debout !" hurlaient les gardiens. On nous a donné l'ordre de nous déshabiller et de nous aligner le long du mur de la cour. Les gardiens étaient saouls et criaient en se moquant de nous. Il faisait très froid et pendant une heure nous sommes restés nus et au garde-à-vous, à grelotter, tandis qu'on fouillait nos cellules une par une. » Sans rien y découvrir, mais là n'était pas vraiment le principal pour les hommes de Badenhorst, plutôt ravis d'humilier une fois encore les prisonniers politiques.

Badenhorst en fait-il trop ? On peut le croire à l'annonce de sa mutation, survenant seulement quelques mois après la

rencontre entre plusieurs magistrats et les détenus de Robben Island. Ce jour-là, Mandela n'a pas gardé sa langue dans sa poche lorsque ces mêmes magistrats l'ont invité à s'exprimer, au nom de ses camarades, sur les conditions de vie de ses coreligionnaires. Autant de doléances que le leader de l'ANC a tenu à énumérer l'une après l'autre en présence de Badenhorst, qui, le contraire aurait été surprenant, s'est déclaré fort contrarié d'une telle audace. Mais les conclusions de l'enquête menée par les magistrats seront sans appel pour lui et justifieront son départ de l'île-prison en décembre 1971.

Pour le remplacer, les autorités de Pretoria désigneront un autre officier supérieur, le colonel Willie Willemse, dont la réputation est moins exécrationnelle que celle de son prédécesseur. De son côté, Mandela déduit que le nouveau commandant a surtout reçu instruction de ne pas faire de vagues. Ce qui n'empêchera pas le militaire directeur de prison de hausser parfois le ton. Ainsi lorsqu'on lui rapporte que, dans leur carrière, les détenus passeraient davantage de temps à parler qu'à casser des cailloux. Pour lui, une situation intolérable, dont il souhaite exposer les risques à Mandela. Convoqué par Willemse, celui-ci écoute les protestations de l'officier, que, une fois n'est pas coutume, il ne cherche pas à contredire. Non sans quelque arrière-pensée, Mandela lui déclare prendre note de ses récriminations, dont il discutera avec ses troupes. C'est chose faite dans les heures qui suivent. Pour Mandela, un compromis présenterait quelque avantage, en l'espèce une amélioration de leurs conditions de détention. Ce qu'approuvent ses camarades, en décidant... de faire davantage semblant de travailler. Willemse ferma les yeux. Il n'eut plus ensuite l'occasion d'aborder la question du rendement de ses prisonniers avec Mandela.

Et d'autant moins que le centre de détention voit chaque mois arriver de nouveaux détenus. La plupart d'entre eux sont des soldats et officiers du MK interpellés puis condamnés suite à des actions militaires menées sur le territoire sud-africain. Pour Mandela, leurs récits constituent des témoignages précieux sur la lutte qui se poursuit malgré les coups portés par

les services de renseignements. Il se débrouille également pour faire parvenir quelques messages à Oliver Tambo, le fidèle représentant de l'ANC en exil. La plupart du temps à l'occasion de la libération de prisonniers auxquels Mandela avait délivré des conseils d'ordre juridique afin de mieux défendre leur dossier devant leurs juges ; c'est sa façon de renouer avec ses anciennes activités professionnelles, mais bien entendu à l'insu de l'administration Willemse. Ces échanges clandestins entre l'avocat et les détenus concernent en grande majorité des procédures d'appel. Pour Mandela, les arguments à présenter sont souvent les mêmes : erreurs de procédure, absence de preuves.

Malgré quelques beaux succès, l'avocat-détenu se reproche de ne pouvoir s'occuper d'un dossier qui lui tient particulièrement à cœur : celui de son épouse Winnie, une fois encore persécutée par les policiers de la sécurité intérieure. Ce jour de l'année 1974, ceux-ci l'accusent d'avoir enfreint l'ordre lui interdisant de recevoir tout visiteur chez elle. En l'occurrence, elle y a fait venir l'une de ses amies, à laquelle elle confiait à de rares occasions la garde de leurs filles Zeni et Zindzi. La condamnation de Winnie ne tarde pas : six mois de détention, qu'elle devra passer derrière les barreaux de la prison de Kroonstad, située dans le nord-ouest de la province de l'État libre d'Orange. Soit à près de 200 kilomètres de son domicile d'Orlando.

Grâce à la complicité d'amis avocats, Mandela apprend que son épouse supporte plutôt bien sa nouvelle détention, qui, selon elle, lui permet de réaffirmer haut et fort son engagement politique. Ce qu'elle lui confirmera de vive voix au cours des mois suivant sa libération, à l'occasion d'une de ses rares visites à Robben Island. Une visite à marquer d'une pierre blanche, car leur fille Zindzi, âgée de quinze ans, l'accompagne pour la première fois. L'adolescente va-t-elle reconnaître son père, et quel accueil celui-ci va-t-il lui réserver ? Le quinquagénaire aux tempes grisonnantes s'interroge. Et pour cause : voilà douze années qu'il n'a pas revu son aînée. Lorsque tous les deux se retrouvent face à face, Mandela ne

peut faire autrement que d'admirer sa fille, devenue désormais une ravissante jeune personne. À l'image de sa mère, pense-t-il. Dans un premier temps, Zindzi se montre naturellement réservée, voire mal à l'aise. Son père le ressent ainsi mais a tôt fait pour détendre l'atmosphère de lui lancer une boutade : « Tu as vu ma garde d'honneur ? » lui demande-t-il en désignant les gardiens chargés de sa surveillance. Puis il enchaîne en lui posant d'autres questions plus convenues : comment se passe la vie pour elle, où elle en est de ses études, qui sont ses amis... D'une voix douce et légèrement émue, Zindzi répond sur tous ces sujets à un père dont elle sait pourquoi il a été condamné à perpétuité...

En ce mois de juillet 1975, une visite attend Mandela : celle de ses amis codétenus Walter Sisulu et Ahmed Kathrada, *alias* « Kathy », qui tiennent à célébrer les cinquante-sept bougies de leur leader. Enfin, à leur manière, c'est-à-dire sous la forme d'un projet éditorial qu'ils lui soumettent ce jour-là. Trois ans séparent Mandela de son soixantième anniversaire, lui rappellent-ils. Et de soutenir que ce serait l'occasion rêvée pour des Mémoires. Tous les deux connaissent la puissance des mots, parfois plus meurtrière que celle des balles de fusil. Y voient-ils une façon de porter le coup de grâce au régime de l'apartheid ? Ils l'espèrent en tout cas. D'abord surpris, Mandela trouve *in fine* l'idée séduisante. Dans l'optique moins de se glorifier que de faire passer un message à destination des jeunes combattants de la liberté, et pourquoi pas auprès de sympathisants à travers le monde. En même temps, ses amis, dont il exige une totale collaboration dans l'élaboration du futur ouvrage, ne l'ignorent pas : se lancer dans une telle entreprise, c'est enfreindre le règlement du centre pénitentiaire, qui interdit toute sortie de documents. Pis, ce projet les expose tous à des punitions, dont la plus terrible serait la privation du droit de poursuivre des études par correspondance. Mais, pour Mandela, le jeu en vaut la chandelle, et ce ne serait pas la première fois qu'il passerait outre des règles iniques.

Reste l'immense travail d'écriture qui l'attend et auquel il ne peut se consacrer que sur ses heures de sommeil, c'est-à-dire la nuit. Et selon une méthode bien huilée, comme le confiera en février 2010 l'ancien professeur d'université Mac Maharaj, autre figure du mouvement de libération devenue à Robben Island l'un des proches de Mandela : « Une équipe entière travaillait sur les Mémoires : Mandela, Walter Sisulu, Ahmed Kathrada, moi-même et d'autres encore. Nous formions un véritable atelier. On débattait d'abord du contenu, il fallait aussi recopier le texte en de minuscules caractères sur une page très fine, afin de dissimuler les pages dans des dossiers et des couvertures de livre. La procédure était la suivante. Mandela rédigeait une quinzaine de pages chaque jour. J'étais chargé de tout recopier en petites lettres sur une même page. Laloo Chiba m'aidait aussi, car son écriture était encore plus petite que la mienne. Une fois cette tâche accomplie, je transmettais la page à Ahmed Kathrada qui apportait des modifications ou des suggestions dans la marge. Ensuite, c'était au tour de Sisulu d'ajouter ses commentaires, puis j'ajoutais les miens et je soumettais le tout à Mandela. Lui me disait : "Tiens compte de tel ou tel commentaire, et à ta sortie, effectue des recherches pour vérifier l'exactitude de tel ou tel passage"⁴. »

Cette rigueur n'est pas gratuite : Mandela estime en effet qu'il y va de la crédibilité du contenu du futur livre-réquisitoire. De la même façon, ses exigences illustrent parfaitement le consensus « démocratique » qui existe alors au sein de l'ANC, dont les décisions doivent être impérativement précédées de discussions collectives. Principe pas toujours applicable, comme le souligne encore Mac Maharaj : « Nous aurions souhaité consulter davantage de camarades, mais nous avons volontairement restreint le nombre de participants. C'est vrai que nous discutons beaucoup, car il fallait recouper certains éléments, vérifier, corriger. Parfois aussi, nous disions à Mandela : "Ne verse pas trop dans l'autocritique, alors que nous sommes en pleine bataille ! C'est se montrer faible et donner l'avantage à l'ennemi !" C'est d'ailleurs l'une des plus grandes qualités de Mandela. Il paraît décisif, déterminé, sûr

de lui, mais dans le même temps, il se remet en cause de façon permanente. Il reconnaissait que, comme tout être humain, il était faillible⁵. »

Au final, il faudra quatre mois à Mandela pour achever son autobiographie. Il y conte avec une sincérité et une honnêteté intellectuelle rares son enfance à Qunu, sa formation, sa carrière, ses luttes jusqu'à sa détention au pénitencier de Robben Island. Son titre ? Il s'imposera de lui-même : *Un long chemin vers la liberté...*

¹- Voir *supra*, chapitre 2.

²- Gordon Winter, *Inside BOSS : South Africa's Secret Police*, Pinguin Books Ltd., 1981.

³- *The Asian Age*, 29 janvier 2002.

⁴- RFI, 9 février 2010.

⁵- *Ibid.*

Le soulèvement de Soweto

En cette année 1976, l'heure tant attendue a enfin sonné pour Mac Maharaj : après douze ans de détention, le voici libre de quitter Robben Island. Dans ses bagages, plusieurs carnets de notes dont il s'est servi pour ses études. Mais autant de reliures dans lesquelles il a réussi à dissimuler le manuscrit de Nelson Mandela. Sa liberté recouvrée, Maharaj va naturellement la mettre à profit pour retrouver au plus tôt les membres de sa famille et ses proches, mais aussi pour rejoindre ses amis de l'ANC. D'abord à Luzaka, puis à Londres, sa destination finale. Là l'attend Oliver Tambo, dont les relations lui permettront de faire publier le fameux manuscrit, précieux témoignage qui, il l'espère ardemment, portera le coup de grâce au régime de l'apartheid¹...

En attendant, à plusieurs milliers de kilomètres de là, dans son île-forteresse, Mandela, lui, affûte ses arguments à l'annonce d'une visite peu banale : celle du ministre de l'Intérieur, Jimmy Kruger lui-même, venu lui proposer une offre que, dans son esprit, Mandela ne pourra refuser. En substance, une libération anticipée en échange d'un exil au Transkei, où il vivrait avec femme et enfants, mais en s'abstenant définitivement de toute activité politique. « Une retraite et un long repos mérités », lui résume Kruger. Mais Mandela n'est pas homme à vendre au plus offrant ni son âme ni ses idéaux de paix, d'égalité et de liberté. Ce qu'il martèle à son interlocuteur, tout en lui rappelant qu'il s'est toujours opposé à la création des bantoustans, y compris celui du Transkei. En clair, seul un « renégat » pourrait accepter sa proposition. Contrarié, Kruger proteste, en vain, et quitte Robben Island ; mais il n'a pas dit son dernier mot. Ainsi, il est de retour un mois plus tard, pour tenter à nouveau de convaincre Mandela d'accepter la proposition du

gouvernement ; mais l'entêté prisonnier lui oppose le même refus catégorique...

Entêtés, les collégiens et étudiants de Soweto le sont tout autant, et aussi franchement remontés : à la mi-juin 1976, ils descendent dans la rue. À l'origine de leur mobilisation, la récente décision des autorités de réformer le système éducatif, notamment en faisant de l'afrikaans la langue obligatoire dans les écoles bantoues. Pour les jeunes Noirs, il ne peut être question de se laisser imposer la langue de l'opresseur blanc, indissociable de sa politique d'apartheid. Soutenus par le mouvement Black Consciousness (Conscience noire), fondé par Steve Biko après les tueries survenues en mars 1960 à Sharpeville, ils sont ainsi environ 15000 à se retrouver dans les rues de Soweto le 16 juin derrière des banderoles pour une manifestation qui se veut non violente. Enfin, pas aux yeux du ministre de l'Intérieur Kruger, pour qui un tel rassemblement ne peut être toléré. D'où la consigne stricte adressée au chef de la police : rétablir l'ordre par tous les moyens. Les policiers, qui forment rapidement un barrage devant la tête de la manifestation afin de la bloquer, commencent par lancer des sommations exigeant une dispersion immédiate. Mais la foule s'y refuse et continue à scander ses slogans : « Non à l'afrikaans ! », « Fini l'afrikaans ! ». Des grenades lacrymogènes se mettent à siffler, et les manifestants à pleurer et à tousser. Puis des coups de feu sont tirés au juger sur la foule. Des cris et des lamentations se font entendre ; c'est la panique dans les rangs des adolescents. Nombre d'entre eux se mettent à courir pour chercher un abri, mais les policiers lâchent leurs chiens-loups ; la chaussée est bientôt recouverte de chaussures, de cartables, de pierres et de débris. Lorsque, plusieurs heures plus tard, le calme est enfin revenu, le bilan se révèle tragique : 23 morts et 220 blessés. Du moins à en croire les chiffres officiels communiqués à la presse. Car pour Black Consciousness, le chiffre réel dépasserait les 200 victimes. Seule certitude : le nombre élevé de collégiens tués de balles dans le dos. Parmi eux, le jeune Hector Pieterse, âgé de douze ans, devenu malgré lui le symbole de la résistance à la brutalité du gouvernement de l'apartheid.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Aussitôt la tragédie connue, des soulèvements éclatent dans tous les townships noirs du pays. Du Transvaal à l'Orange, en passant par le Natal et Le Cap, des bâtiments administratifs sont pris pour cible. Les violences vont se répéter durant tout le reste de l'année et faire de nombreuses autres victimes, plusieurs centaines, toujours selon Black Consciousness, qui prend l'opinion internationale à témoin. Tout naturellement choquée, celle-ci en appelle à l'ONU. À raison, puisque les dirigeants de l'organisation internationale décréteront l'année suivante un embargo sur les ventes d'armes à destination de l'Afrique du Sud. Un coup d'épée dans l'eau ? En partie, car le gouvernement décidera de durcir encore la répression dans tout le pays. Il commence par faire arrêter la plupart des chefs des partis noirs, dont Steve Biko, qui, après avoir été torturé, décédera en septembre 1977 à l'arrière d'un véhicule de police censé le conduire à la prison centrale de Pretoria. Une fin tragique pour ce jeune médecin noir dont le père avait été lui aussi assassiné, vingt-cinq ans plus tôt, par des policiers blancs lors d'un rassemblement militant.

Le soulèvement de Soweto peut-il être considéré comme un moment décisif dans la lutte contre le régime d'apartheid ? Les émeutes qui se sont ensuivies ont-elles fait vaciller le pouvoir blanc ? Mandela le suggère après s'être longuement entretenu avec plusieurs des jeunes gens arrêtés à la suite du soulèvement, et conduits dans un quartier d'isolement de Robben Island. « Ces jeunes étaient différents de tous ceux que nous avons vus jusqu'ici, constate ainsi Mandela. Ils se montraient courageux, hostiles et agressifs, ils refusaient d'obéir aux ordres et criaient *Amandla* ! (« Pouvoir ! ») à chaque occasion. Les autorités ne savaient pas comment s'y prendre avec eux, et ils mettaient l'île sens dessus dessous. » Avant de rappeler comment il avait mis en garde ces mêmes autorités lors de son procès de Rivonia : « J'avais dit à un responsable de la police de sécurité que si le gouvernement n'accomplissait pas lui-même les réformes, un jour, les combattants de la liberté qui nous remplaceraient feraient que

les autorités nous regretteraient. Ce jour-là était arrivé à Robben Island. »

En même temps, Mandela ne risque-t-il pas lui-même d'être dépassé par cette nouvelle génération, dont les meneurs, prônant un africanisme à tous crins, n'hésitent pas à le ranger parmi les « modérés » de l'ANC ? Une gageure pour celui qui, quelques années plus tôt, avait créé le MK, le bras armé de l'organisation. Ses qualités naturelles vont l'aider à conserver son rôle de leader charismatique ; parmi elles, des dons de persuasion exceptionnels qui vont lui permettre de faire admettre sa vision politique à la plupart de ces « jeunes pousses » révolutionnaires. Cette philosophie, si elle entend défendre comme celle de l'ANC l'identité noire, a la particularité de refuser l'exclusion des autres races. Totalelement convaincus, ces représentants de la nouvelle génération avec lesquels Mandela échange avec patience et conviction ? Seule certitude : la discipline plus ou moins acceptée qui va désormais régner dans les rangs.

Un calme tout relatif que les autorités pénitentiaires semblent apprécier. Ainsi, elles décident de récompenser Mandela, à leur manière : d'abord en le dispensant de tout travail manuel, puis en lui accordant la permission de posséder un jardin dans la cour de l'île-prison. En l'occurrence, une étroite bande longeant un mur sur laquelle il installe une quinzaine de bidons d'huile remplis de terre. Cerise sur le gâteau, si on ose dire, des semences que l'administration se plaît à lui fournir dans la foulée. Autant de graines qui prendront bientôt la forme de tomates, de concombres et d'oignons. Pour le jardinier Mandela, cette occupation se révèle plaisante, voire vitale. Notamment parce qu'elle lui permet d'évacuer le stress des conflits qui surviennent fréquemment entre détenus et pour lesquels on sollicite ses conseils et son arbitrage. Ces situations lui pèsent-elles ? Jusqu'à un certain point, selon ses propres confidences. Car, au final, elles sont inhérentes au statut de leader tel qu'il le concevait. Ainsi, il explique comment un dirigeant doit lui aussi savoir cultiver son jardin : « Comme un jardinier, un dirigeant

politique est responsable de ce qu'il cultive ; il doit faire attention à son travail, il doit essayer de repousser les mauvaises herbes, garder ce qu'il peut l'être et éliminer ce qui ne peut réussir. »

Effet de l'âge ou conséquence inattendue du nouveau rythme de vie qu'on lui a imposé ? Le fait est là : Mandela a pris un aimable embonpoint. Ce qui l'indispose, moins par coquetterie que par nécessité de rester en bonne forme physique. Le remède ? Il est tout trouvé : la boxe, avec laquelle il renoue sous forme d'entraînements réguliers. Et selon un programme bien établi : jogging et musculation quatre jours par semaine, « courses sur place » à l'intérieur de sa cellule... Plus tard viendront le volleyball, le ping-pong et le tennis, qu'il pratiquera avec ses camarades grâce à des installations qui transformeront la cour centrale de la prison en terrain de jeux – aménagements qui feront suite au passage de représentants de la Croix-Rouge internationale. Ces instants privilégiés permettront d'adoucir quelque peu la vie carcérale de Mandela.

Ses autres moments de détente, il les réserve à la lecture. À sa disposition, la bibliothèque de la prison, constituée pour l'essentiel de polars et de romans anglo-saxons. Parmi ces derniers, les œuvres complètes de la Britannique Daphné Du Maurier, dont la plupart des romans ont été adaptés au cinéma. Absents en revanche, les essais politiques et ouvrages touchant au marxisme – de même que tous les ouvrages dont le titre contient le terme « rouge ». Ce qui ne manque pas de faire sourire Mandela, à qui on expliquera un jour que les censeurs ont poussé le zèle jusqu'à interdire le célèbre conte de Charles Perrault *Le Petit Chaperon rouge*...

Des contes, Mandela espère bien pouvoir en raconter un jour à sa première petite-fille, dont il vient d'apprendre la naissance par son ami avocat George Bizos. Nous sommes alors en 1979, et c'est maintenant à la visite de la nouveau-née et de sa mère, Zeni, l'aînée de ses deux dernières filles, que Mandela se prépare. Il le pressent, ce sera un moment prodigieux. « Je me suis levé et, quand Zeni m'a vu, elle a

pratiquement lancé sa petite-fille à son mari pour venir se jeter dans mes bras. Je n'avais pas serré ma fille dans mes bras depuis qu'elle avait l'âge de son propre enfant. C'était quelque chose d'étourdissant que de serrer contre soi sa fille devenue adulte. On aurait cru que le temps avait filé, comme dans un roman de science-fiction. » Une fois ces émouvantes retrouvailles achevées, Mandela tient à saluer chaleureusement l'époux de Zeni, un jeune homme à propos duquel Bizos ne tarit pas d'éloges. Ce gendre a un statut de prince : son père, le roi Sobhuza, était un chef traditionnel respecté – et un militant de la première heure de l'ANC. Mais un autre moment émouvant attend Mandela, celui qui le voit embrasser enfin sa petite-fille. Une minuscule créature fragile et attendrissante qu'il tient à porter dans ses bras durant toute la visite. Rien d'étonnant à cela, car, de son propre aveu, « il n'y a pas de bonheur aussi grand pour un homme que celui de tenir un nouveau-né dans ses bras ». Mais il lui reste à assumer une responsabilité d'importance : le choix d'un prénom, qui incombe, comme l'exige la tradition, au grand-père. Mandela baptise sa petite-fille « Zaziwe », d'un mot qui signifie « espoir »...

L'espoir en une nouvelle génération de citoyens sud-africains qui vivront forcément un jour dans un pays libre. De cela, Mandela est convaincu, même si ses rêves de libération sont parfois brouillés par des visions plus sombres. Celles liées, entre autres, aux harcèlements policiers dont Winnie et leurs filles sont en permanence victimes. Plus tard, Mandela reprochera vivement aux policiers blancs les méthodes qu'ils emploient alors, avec leurs enquêtes officielles servant souvent de prétextes à des campagnes médiatiques aux allures de propagande. Ainsi de ce jour où les forces de l'ordre effectuent une descente au domicile de Winnie, avec sur leurs talons une équipe de la télévision sud-africaine SABC parfaitement briefée. « Il était aux environs de 3 heures du matin et on a montré ma femme en peignoir, ma fille, se souvient avec colère Mandela. Ils ont fait se déshabiller certaines personnes dans les pièces du fond... Ils organisaient un battage

médiatique, ce n'était pas une simple enquête de police, c'était du spectacle pour la propagande. C'est cela que je critique. »

Isolé dans sa cellule, il a alors pour seul confident un de ces carnets intimes dont il commence à noircir les pages blanches, de lettres à lui-même et aux autres, par exemple à Winnie, comme celle-ci, datée du 26 avril 1981 : « Je continue à faire des rêves. Certains sont agréables, d'autres non. À l'aube du vendredi saint, toi et moi, nous nous trouvions dans une petite maison en haut d'une colline qui surplombe une vallée profonde, avec une grande rivière qui longe le bord d'une forêt. [...] Tu as traversé la rivière et emporté mon amour, me laissant vide et préoccupé. [...] Inquiet pour ta sécurité et plein de désir, j'ai à mon tour descendu la colline pour t'accueillir pendant que tu traversais de nouveau la rivière pour revenir à la maison... »

Heureusement, d'autres bonnes nouvelles viennent rasséréner le détenu à perpétuité. La plupart proviennent de l'étranger, où des campagnes d'opinion ont commencé à s'organiser pour exiger sa libération. En cette même année 1981, ce sont d'abord des étudiants anglais qui le désignent comme leur candidat au poste – honorifique – de chancelier de leur université ; en l'occurrence celle de Londres, dont le programme externe a permis à Mandela de décrocher, par correspondance, un diplôme de *bachelor of laws*. Parmi ses autres soutiens à cette candidature au statut de chancelier, de nombreuses personnalités de renom. Parmi elles, Barbara Hardy, professeur émérite de littérature, et Jonathan Dimbleby, journaliste vedette de la télévision britannique. Quelques mois plus tard, c'est au tour de l'archevêque de Leeds, dans le Yorkshire, de citer son nom en baptisant une plaque en ardoise plantée dans un jardin public et présentée comme « un symbole de la résistance à l'apartheid en Afrique du Sud ». Au même moment, mais de l'autre côté de la Manche, c'est enfin à l'université libre de Bruxelles de l'honorer en lui décernant un doctorat *honoris causa*, cette marque de distinction venant signaler l'œuvre d'une personnalité ou son implication dans une communauté.

Comme il fallait s'y attendre, cette mobilisation internationale déplâit fortement aux autorités sud-africaines, dont Mandela attend une réaction. À raison, comme l'illustre cette singulière visite qu'il reçoit au printemps 1982 dans sa cellule : celle du commandant de Robben Island, qui se présente à lui entouré de plusieurs de ses subordonnés. Une première pour ce commandant qui n'avait jamais auparavant mis les pieds dans la cellule d'un de ses détenus. Mais il est vrai que le message dont il est porteur est d'importance, puisqu'il concerne le départ immédiat de Mandela, à qui ordre est donné de ramasser ses effets personnels. Un transfert pour quelle destination ? Le commandant refuse de lui répondre, tout en se référant à une instruction transmise le matin même de Pretoria. Mandela ne dissimule pas son trouble et son appréhension. Comment quitter aussi brutalement un endroit où il a passé dix-huit années de son existence ? En même temps, force est pour lui de constater que toutes ses affaires tiennent sans difficulté dans trois caisses en carton. Nelson Mandela a à peine exprimé son souhait de faire ses adieux à ses camarades détenus que le représentant en chef de l'administration pénitentiaire lui a déjà fait comprendre qu'il n'en était pas question.

Une demi-heure plus tard, c'est depuis la cabine-cellule d'un ferry que le matricule 466/64 voit s'éloigner Robben Island. Y reviendra-t-il un jour ? Il n'en sait rien, pas plus qu'il n'a la moindre idée de ce qui l'attend...

¹- Ce qui ne sera pas franchement le cas, puisque *Un long chemin vers la liberté* ne sera publié qu'en 1994, partout dans le monde et notamment en France, aux éditions Fayard, avec une traduction de Jean Guiloineau.

La cage dorée de Pollsmoor

Dans ses souvenirs, Mandela a gardé l'image d'un fourgon cellulaire sans fenêtre à bord duquel il voyagera une bonne heure. L'obscurité dans laquelle il est plongé ne l'empêche pas toutefois de comptabiliser les différents postes de contrôle auxquels est soumis le véhicule, placé sous haute surveillance. Puis, c'est l'ouverture des portes arrière du fourgon qui lui fait comprendre que son voyage a pris fin. Son premier regard embrasse les hauts murs et les bâtiments lugubres et décatés qui l'entourent : ceux de la prison de Pollsmoor, dans la banlieue de Tokai, au Cap.

C'est là que l'attend sa nouvelle cellule, qu'il rejoint après avoir emprunté d'interminables couloirs sombres. La prison de Pollsmoor, Mandela la connaît de réputation ; plutôt bonne selon son directeur, le brigadier Munro, se vantant d'y assurer une sécurité maximale. Difficile de faire autrement, puisque celui-ci doit y gérer le quotidien de 4000 prisonniers. De son côté, Mandela admet que son nouveau lieu de détention n'a rien de comparable à Robben Island : ici, il pourra se mouvoir dans une vaste pièce – une trentaine de mètres carrés – propre et moderne, par ailleurs équipée d'un lit convenable ainsi que de deux toilettes et cabines de douche séparées. Un lieu prévu pour trois détenus, mais qu'il occupera seul. Cette intimité n'est pas pour lui déplaire. Autre changement notable, la qualité des repas, désormais composés de viande et légumes ; de véritables festins, comparé au menu de Robben Island.

En même temps, et non sans paradoxe, Mandela avoue que la beauté naturelle de son ancienne île-prison lui manque. Et puis il y a cette question qui le turlupine : pourquoi ce transfert à Pollsmoor ? Les autorités gouvernementales espèrent-elles ainsi décapiter l'ANC ? Ou, au contraire, envisagent-elles d'améliorer ses relations avec les responsables de

l'organisation afin de ménager l'avenir ? Après plusieurs jours de réflexion et d'observation, Mandela pencherait plutôt pour la seconde hypothèse. Notamment lorsqu'on l'informe du prochain transfert à Pollsmoor de la plupart de ses amis du MK. Parmi eux, Walter Sisulu, Raymond Mhlaba et « Kathy » Kathrada, avec lesquels on l'autorisera à s'entretenir sans contrainte particulière. Autre indice significatif du changement de comportement des autorités gouvernementales à l'égard du chef de l'ANC, les visites de Winnie et des membres de sa famille, qui rencontrent moins de tracasseries policières. Certes, tout moment d'intimité est toujours formellement proscrit, mais les gardiens chargés des parloirs se montrent incontestablement moins agressifs.

L'un d'entre eux, l'adjudant James Gregory, est d'ailleurs une vieille connaissance du détenu Mandela, qui a eu maintes fois l'occasion de s'entretenir avec cet ancien censeur de Robben Island ; ce que les deux hommes continueront à faire désormais à Pollsmoor. Non sans quelques heurts parfois. Ainsi du jour où Gregory informe Mandela de la disparition de l'un de ses courriers, disparition dont il ne s'estime pas responsable. L'affaire aurait pu en rester là si le gardien ne s'était pas montré très insolent, voire menaçant dans ses dénégations. Un comportement inadmissible pour le détenu Mandela, qui tiendra dans la foulée à s'en plaindre auprès du directeur de la prison. Gregory fera-t-il l'objet d'une réprimande sérieuse de la part de son chef hiérarchique ? C'est probable, à en croire son changement de comportement à l'égard du prisonnier politique. Et de ses invités. Winnie appréciait autant que faire se pouvait la présence de Gregory lors de ses visites : selon elle, il s'adressait à elle avec courtoisie et politesse. « Au lieu de hurler : "C'est l'heure !", il disait, se souvient-elle ainsi : "Madame Mandela, il vous reste encore cinq minutes..." » Autant de souvenirs que le Sud-Africain blanc relatera à sa manière dans un ouvrage de souvenirs, *Regard de l'antilope*, qui, en 2007, servira de trame au remarquable film réalisé par le Danois Bille August *Goodbye Bafana...*

On retrouve dans ce long-métrage un autre personnage plus discret, mais dont le rôle va se révéler primordial dans la nouvelle existence de Mandela : Niel Barnard, un ancien universitaire devenu le patron des services de renseignements sous la présidence de Pieter Botha, qui, en 1978, a succédé à John Vorster au poste de Premier ministre.

Quatre ans plus tard, la réalité s'impose d'elle-même au gouvernement Botha : l'ANC marque chaque jour des points sur la scène internationale, et l'Afrique du Sud ne pourra pas tenir longtemps contre le boycottage dont elle fait l'objet. Dans les domaines économique, militaire et diplomatique, mais aussi sur tout ce qui concerne les relations entre États, y compris le sport et la culture. Sur le plan intérieur, la situation n'est guère plus brillante, avec ces émeutes qui continuent à éclater un peu partout dans les townships. Pour Botha, *alias* « Groot Krokodil » (« grand crocodile »), comme ont pris l'habitude de le surnommer les Sud-Africains, l'alternative est simple : il faut soit mettre définitivement à terre – de façon musclée – le mouvement de libération, soit envisager une solution négociée avec l'adversaire.

Pragmatique, Niel Barnard se déclare partisan de négociations et s'en ouvre à Pieter Botha, qu'on présente comme un homme de conviction et de tradition. « Nous voulions aussi prendre l'initiative des pourparlers avant d'être le dos au mur, afin de pouvoir négocier en position de force¹ », admitra Barnard, en février 2010, sur les ondes de RFI. Reste l'autre question essentielle : avec qui négocier ? En effet, trois responsables au moins peuvent prétendre représenter l'organisation : Oliver Tambo, alors en exil, Walter Sisulu et Nelson Mandela. Mais, aux yeux de Niel Barnard, le choix s'impose de lui-même : « Pour nous, il ne faisait aucun doute à l'époque que le pouvoir était entre les mains d'un homme dénommé Nelson Mandela². » Le pouvoir, certes, mais pas seulement : fin diplomate, l'ex-avocat noir est aussi un pragmatique, qui a pris depuis belle lurette la mesure de la puissance de ses adversaires blancs, l'« ennemi d'hier », qu'il lui faut désormais présenter à ses amis comme le « partenaire

de demain ». Mais, leur explique-t-il encore, pas forcément à n'importe quel prix non plus. Ce dont Barnard est lui aussi parfaitement conscient, comme il le souligne avec une rare franchise : « Si vous voulez négocier, il ne faut jamais tomber dans la facilité et commettre l'erreur de choisir une personne docile, qui ne bataillera pas pour décrocher des concessions. Il faut avoir en face de soi une forte personnalité. Elle vous donnera peut-être du fil à retordre, mais elle pourra ensuite convaincre ses membres d'accepter la solution négociée. » Et, sur ces différents plans, Mandela est sans nul doute l'adversaire rêvé, poursuit Barnard, en rappelant quelques faits d'armes du détenu de Pollsmoor : « Il était fougueux quand il était à la tête de la ligue des jeunes de l'ANC, il n'était pas un tendre lorsqu'il avait organisé la campagne de désobéissance civile à la fin des années 1950, et il avait été commandant de la branche armée de l'ANC. Que les choses soient très claires, nous ne serions jamais parvenus à une solution politique négociée sans la participation active de Nelson Mandela. »

Active, certes, mais aussi définitivement discrète, car, comme le martèle Barnard, « la clé du succès d'une négociation est d'abord le secret ». Avant d'explicitier en guise de conclusion : « Si vous incluez les médias, vous courez à la catastrophe. Et puis à l'époque, au sein de la police de sécurité, au sein de l'armée, et même au sein du gouvernement, beaucoup étaient opposés au concept des négociations. » Au concept des négociations avec les Noirs notamment, comme en témoigne l'instauration en 1982 d'une nouvelle Constitution exigée par l'aile la plus conservatrice du gouvernement Botha. Lorsque Mandela prend connaissance de cette réforme, son sang ne fait qu'un tour : à ses yeux, la nouvelle Constitution est foncièrement discriminatoire. Elle prévoit en effet la mise en place d'un Parlement tricaméral qui offrira le droit de vote aux seuls Indiens et métis dans l'une des trois chambres désormais séparées du Parlement. Exclue du projet, les membres de la communauté africaine ressentent ces nouvelles dispositions comme une humiliation supplémentaire. Diviser pour mieux régner ? La stratégie est connue, et voilà belle lurette que les Blancs sud-africains en

ont fait un principe fondamental de leur pouvoir, celui qui leur permet d'assujettir la population noire. Alors, est-ce cela, le réformisme affiché par Pieter Botha ? Est-ce ainsi qu'il répond aux revendications de l'opposition antiapartheid ? interroge avec véhémence Mandela, avant d'encourager depuis sa cellule de Pollsmoor plusieurs campagnes de protestation et de boycottages en accord avec ses *alter ego* indiens et métis. Avec succès : malgré le référendum organisé l'année suivante et auquel seuls participeront les Blancs, la réforme constitutionnelle se heurtera à l'hostilité des deux communautés concernées, et tout logiquement à celle de la majorité africaine laissée pour compte.

Dans le même temps, consigne est donnée au MK de ne pas relâcher la pression sur le terrain. À travers, entre autres, des actes de sabotage tous azimuts. Parmi les plus spectaculaires, une action aussitôt dénoncée dans la presse sud-africaine : l'explosion d'une centrale nucléaire en cours de construction près du Cap, bientôt suivie d'un attentat à la voiture piégée à Pretoria contre des locaux appartenant aux services de renseignements militaires. Autant d'agressions violentes auxquelles réplique aussitôt le pouvoir en place. À sa manière, c'est-à-dire avec une rare brutalité. D'abord sous la forme de lettres piégées expédiées à plusieurs militants et partisans identifiés de l'ANC, puis au moyen d'une attaque en règle menée par l'armée sud-africaine contre une base du mouvement située au Lesotho, petit royaume entièrement enclavé dans l'Afrique du Sud, d'où on relèvera une quarantaine de victimes, parmi lesquelles des enfants et des femmes. Une tragédie effroyable pour Mandela, qui reste cependant conscient que de tels drames ne sont que la conséquence de la violence du régime d'apartheid.

Cette politique d'apartheid, Pieter Botha affirme pourtant publiquement vouloir la réformer, convaincu qu'un changement maîtrisé se révèle préférable au chaos. Mais un changement avec qui ? s'interrogent aussi bon nombre des membres de son gouvernement, qui ne cachent pas leur appréhension en apprenant la création de nouvelles

organisations antigouvernementales. Parmi elles, l'UDF, United Democratic Front (Front démocratique uni), rassemblant plus de 600 mouvements antiapartheid, et qui, à partir de l'automne 1984 et avec le soutien actif de l'ANC, officiellement interdit, met en place une vigoureuse campagne de manifestations contre le gouvernement Botha. À la tête de cette campagne, Desmond Tutu, le très engagé archevêque anglican du Cap, qui vient de recevoir le prestigieux prix Nobel de la paix. C'est à sa demande que l'UDF choisit Mandela pour parrainer leur puissant mouvement.

Simple coïncidence sans doute, c'est à ce moment-là que le détenu de Pollsmoor est autorisé à recevoir la visite de deux responsables politiques occidentaux : le Britannique Nicholas Bethell, lord de son état, et Samuel Dash, ex-conseiller au Sénat américain. Mandela martèle à leurs oreilles que son combat n'a d'autre but que d'arriver à l'égalité politique en Afrique du Sud, ce dont le pouvoir en place ne semble pas encore totalement convaincu. Même si, sous la pression internationale, le « Grand Crocodile » Botha continue à donner le change. En témoigne cette nouvelle proposition de libération faite, en janvier 1985, à son désormais célèbre prisonnier : une libération soumise à quelques conditions toutefois, dont la principale tient dans l'arrêt immédiat de la lutte armée du MK. Nouvelle offre et nouveau refus catégorique de Mandela, pour lequel accepter une telle proposition reviendrait à créer une brèche entre lui et ses camarades de lutte. Ce qu'il confirme par écrit dans une missive adressée à Botha, nouvellement promu président de la République, et qu'il désigne comme le premier responsable des violences que connaît l'Afrique du Sud. Avant de nuancer en rappelant qu'il a longtemps lui-même été un adepte de la non-violence et qu'à ses yeux la négociation est toujours préférable à la guerre. Il développe ces principes dans la foulée à travers un discours qu'il fera lire par sa fille Zindzi devant des milliers de militants de l'UDF réunis le dimanche 10 février 1985 dans l'enceinte du stade de Soweto. Avec une belle unanimité, tous ponctueront le discours de leur leader d'acclamations et d'applaudissements qui résonneront jusqu'à

Pretoria. Un passage retiendra particulièrement l'attention du président Botha, celui qu'a martelé avec énergie et émotion la fille de Nelson Mandela : « Quelle liberté m'offre-t-on si l'organisation du peuple reste interdite ? Quelle liberté m'offre-t-on si je peux être arrêté pour violation à la loi sur le *pass* ? Quelle liberté m'offre-t-on de vivre avec ma famille si ma chère femme reste assignée à résidence à Brandfort ? Quelle liberté m'offre-t-on si je dois demander l'autorisation de vivre dans une zone urbaine ? Quelle liberté m'offre-t-on si l'on ne respecte pas mes concitoyens sud-africains ? Seul un homme libre peut négocier. Les prisonniers ne peuvent établir de contrats. Je ne peux m'engager à rien tant que vous, le peuple, et moi, nous ne sommes pas libres. Votre liberté et la mienne ne peuvent être séparées. » Et Mandela le promet : « Je reviendrai ! »

Il ignore alors qu'il lui faudra encore patienter cinq années...

¹- Témoignage de Niel Barnard recueilli par Nicolas Champeaux, RFI, 10 février 2010.

²- *Ibid.*

Pourparlers secrets

Doit-il accepter l'opération ou la refuser ? En cette année 1985, Mandela préfère laisser carte blanche à l'urologue qui vient de lui diagnostiquer une hypertrophie de la prostate. De son côté, l'homme de l'art penche pour une intervention qu'il lui présente comme banale. Pour en bénéficier, son célèbre patient doit être transporté à l'hôpital Volks, au Cap. Informé, Pieter Botha dépêche immédiatement sur place son ministre de la Justice, Kobie Coetsee. Sa façon de témoigner sa sollicitude à un futur opéré ? Mandela ne se fait pas d'illusions à ce point : cet établissement hospitalier représente surtout aux yeux des autorités le terrain neutre idéal à une rencontre informelle. Le premier d'une série d'autres entretiens posant les bases de futures négociations.

De la première visite de Kobie Coetsee à l'hôpital Volks, Mandela a d'abord conservé l'image d'un personnage courtois et non dépourvu d'humour. Des autres rencontres, celle d'un responsable politique laissant entendre qu'un compromis avec l'ANC ne relevait pas du fantasme. Une révélation pour Mandela, qui comprend que Kobie Coetsee est bien venu le voir avec un rameau d'olivier dans la main, qu'il s'agit de ne pas laisser tomber. Il ne s'illusionne pas davantage sur la longue et sinieuse route qu'il reste à parcourir.

En attendant, une autre surprise lui a été réservée pour son retour à Pollsmoor, sous la forme d'une nouvelle cellule au rez-de-chaussée de la prison. On y accède après avoir franchi une dizaine de portes blindées et strictement verrouillées. La cellule elle-même est composée de trois pièces et d'une salle de bains. Un luxe auquel le prisonnier n'était pas habitué jusque-là. Pourquoi ce changement ? Mandela s'interroge, avant de voir là un geste positif de la part du gouvernement,

apparemment décidé à faire progresser des pourparlers avec l'ANC. En même temps, pour le plus illustre des représentants de l'organisation, l'affaire n'est pas aussi aisée : si négociations il y a, peuvent-elles être entamées sans l'aval des autres hauts responsables de l'ANC ? À commencer par ses amis codétenus Sisulu et Kathrada, desquels trois étages le séparent. D'un autre côté, en prolongeant sans fin les discussions, ne risque-t-on pas de laisser filer une opportunité qui ne se représentera peut-être pas de sitôt ? Face à ce dilemme, et après avoir mûrement réfléchi, Mandela fait son choix : en tant que représentant de l'ANC, il engagera seul des pourparlers avec le gouvernement. Avant de se justifier : « Il y a des moments où un responsable doit marcher en avant du troupeau, partir dans une nouvelle direction, en se fiant à lui-même pour s'assurer qu'il mène son peuple sur le bon chemin. »

Un chemin pas forcément parsemé de pétales de roses, ainsi que Mandela le découvre rapidement : aux deux courriers qu'il adresse à Kobie Coetsee afin d'esquisser le cadre de futurs pourparlers, celui-ci oppose un singulier silence radio. Du moins jusqu'au début de l'année 1986, où la visite du ministre de la Justice lui est annoncée. Elle prend pour prétexte une autre visite officielle : celle que doit lui rendre ce même jour de février une délégation composée d'une demi-douzaine de personnalités africaines et anglo-saxonnes. Pour l'occasion, les autorités pénitentiaires ont tenu à rendre présentable leur prisonnier, notamment en le confiant à un tailleur, qui, en vingt-quatre heures, lui confectionne un costume sur mesure. Une nouvelle tenue agrémentée des accessoires convenus : chemise, cravate et chaussures. Ce qui ne manque pas de surprendre agréablement le directeur de Pollsmoor, qui n'hésitera pas à comparer l'allure de son plus célèbre détenu à celle d'un Premier ministre – dans son esprit, peut-être un Premier ministre d'Afrique du Sud...

C'est l'avenir de ce pays que Mandela évoque à présent devant ses visiteurs. L'un d'entre eux s'interroge sur la possibilité qu'il soit un jour dirigé par l'ANC. Comme à son

habitude, leur interlocuteur se veut rassurant : il souligne qu'il est avant tout un nationaliste, et non un communiste, et décrit comment la nouvelle nation sud-africaine reflétera la réconciliation de toutes les populations qui y vivent. Cette bonne volonté affichée convainc-t-elle le gouvernement sud-africain ? Mandela le croit dans un premier temps, lorsque Pieter Botha annonce solennellement devant le Parlement du Cap la suppression prochaine des fameux *pass* pour les Noirs et affirme que l'apartheid est un concept « périmé ». Mais, trois mois plus tard, c'est la douche froide : le détenu de Pollsmoor apprend comment le même Botha a donné son feu vert à des attaques de commandos contre les bases de l'ANC au Botswana, en Zambie et au Zimbabwe. Pour Mandela, une déclaration de guerre à laquelle son organisation se doit de réagir, sous la forme de soulèvements dans tous les townships du pays. Rien de plus aisé, avec une population noire particulièrement remontée à l'égard d'un gouvernement plus soucieux de défendre les intérêts de la communauté blanche que de promouvoir une véritable démocratie.

En témoigne encore l'état d'urgence que ce même gouvernement instaure à la mi-juin sur tout le territoire, et qui s'accompagne, comme il se doit, d'un quadrillage policier sans précédent destiné à interdire toute manifestation de rue. Ce qui n'empêchera en rien la grève générale déclenchée dans le pays à l'appel de l'ANC et de plusieurs syndicats, avec des arrêts de travail agrémentés ici et là de graves émeutes durement réprimées. Plusieurs mois de colère sanctionnés par des violences qui feront plus d'un millier de victimes dans la population noire. Comme si cela ne suffisait pas, Mandela prend connaissance aussi du bilan de quelques affrontements communautaires, comme celui qui oppose les peuples xhosa et basotho, avec son lot d'horreurs, comme le supplice dit « du collier » – un pneu arrosé d'essence que l'on brûle au cou de la victime désignée, pour la plupart des Noirs accusés de collaboration avec le pouvoir blanc¹. Parmi eux, de nombreux dirigeants de *homelands*, dont celui du Transkei, où le propre cousin de Mandela, Kaiser Matanzima, ne tardera pas à être

déchu de ses fonctions de président, avant d'être emprisonné dans les geôles du Transkei.

Pour Mandela, la coupe est pleine. Il s'interroge : que cherche réellement le gouvernement en soufflant le chaud et le froid ? Que signifie cette valse-hésitation entre des propos qui se veulent apaisants et cette escalade de la violence ? N'est-il pas temps de reprendre la main avant que le pays bascule dans la guerre civile ? Et, si oui, dans quel sens ? Le sens de la paix, forcément, finit par conclure Mandela, pressé d'entamer sans attendre de véritables discussions avec les responsables politiques de son pays. À commencer par le seul qu'il connaisse un peu : le ministre de la Justice Coetsee. En ce début d'automne austral et aux dernières nouvelles, celui-ci serait justement de passage au Cap. Acceptera-t-il de le recevoir ? Sans la moindre hésitation, lui confirme le général-directeur de Pollsmoor, qui se propose même de mettre son véhicule de fonction à la disposition de son prisonnier afin de lui permettre de rejoindre la résidence officielle où Coetsee séjourne.

C'est dans le salon de cette demeure que le ministre de la Justice accueille Mandela. L'ambiance est détendue, voire chaleureuse... avant de devenir plus austère. De toute évidence, le locataire des lieux a de nombreuses questions graves à poser à son visiteur, qui n'a pas eu le temps de troquer son uniforme de prisonnier contre le beau et unique costume alloué par l'administration pénitentiaire. Des interrogations légitimes, estime Mandela, dont les réponses semblent satisfaire Coetsee. Celles-ci concernent essentiellement les conditions posées par l'ANC pour renoncer aux actions violentes, ainsi que les garanties constitutionnelles envisagées pour protéger les minorités d'une nouvelle Afrique du Sud. Sous-entendu, pour protéger avant tout la communauté blanche...

Comme leur première entrevue, cette rencontre entre les deux hommes sera suivie de longs mois de silence. Un mutisme qui est moins le fait de Mandela que celui des amis du gouvernement de Coetsee. Cependant, le prisonnier

constate bon nombre de changements dans sa vie quotidienne, accompagnés d'une prévenance inhabituelle des officiers chargés de sa surveillance. Ainsi de cette sortie en ville – Le Cap – au début des fêtes de fin d'année, en compagnie d'un seul de ces officiers. Un moment intense et émouvant pour Mandela, qui, pour la première fois depuis vingt-deux ans, retrouve l'animation des rues commerçantes et le spectacle de gens libres qui circulent dans tous les sens. « J'avais l'impression d'être un touriste curieux dans un pays étrange et remarquable. » Au cours des semaines suivantes, d'autres excursions se dérouleront dans la région du Cap : des escapades en bord de mer, dans les montagnes ou dans la campagne environnante qui réjouiront tout autant le détenu. Sympathie aidant, il lui arrive même d'être invité au domicile privé de l'un ou l'autre de ses anges gardiens. L'adjudant Brand fait partie de ceux-là, tout fier de présenter à Mandela sa femme et ses enfants. Un geste que le futur président de la République sud-africaine n'oubliera pas : à preuve la carte de vœux qu'il tiendra à adresser chaque année à la famille Brand, en guise de remerciement.

Est-ce à partir de ces moments privilégiés que le détenu de Pollsmoor comprend que ses jours de détention sont désormais comptés ? Probablement, même si les desseins réels du gouvernement blanc en place restent encore très flous. Sans oublier les risques d'un piège possible : on pourrait chercher à le compromettre dans telle ou telle situation pour mieux entacher sa crédibilité. Voire attenter à ses facultés intellectuelles de façon sournoise, menace bien réelle, comme en témoignera l'information révélée à l'été 1998 par la commission Vérité et Réconciliation, voulue par celui qui est alors devenu le premier président noir d'Afrique du Sud : des scientifiques de l'apartheid avaient bel et bien projeté en 1986 de léser le cerveau de Nelson Mandela avant sa libération de prison. À l'origine de ces révélations, Schalk Van Rensburg, un vétérinaire qui travaillait alors dans un centre de recherche militaire et qui appuiera son terrible témoignage sur un document gouvernemental évoquant la possibilité d'affaiblir les capacités intellectuelles du chef historique de l'ANC...

Un projet finalement abandonné, les responsables du gouvernement préférant poursuivre leurs tractations avec un interlocuteur en pleine possession de ses facultés intellectuelles. Ainsi, dans le courant de 1987, Coetsee renoue le contact avec Mandela à travers plusieurs entretiens secrets qui se dérouleront au domicile privé du ministre de la Justice. D'autres rencontres suivront, mais en présence de hauts responsables des services de sécurité sud-africains. Parmi eux, Niel Barnard, le patron trentenaire des services secrets, déjà évoqué, et que Mandela présente comme un personnage « extrêmement brillant », mais doué aussi d'un sang-froid à toute épreuve.

C'est au printemps 1988 que se situe le début des véritables négociations avec ce comité. Pour l'occasion, des réunions sont organisées à intervalles plus ou moins réguliers dans différents endroits, confidentialité oblige. Durant les premiers mois, il sera surtout question de la lutte armée dans laquelle s'est engagé l'ANC, et qu'il est indispensable d'abandonner afin que le gouvernement puisse accepter les termes d'un futur accord. Mandela ne fait pas la même analyse, rappelant que ces actions brutales sont une forme de légitime défense : « C'est à vous, et pas à nous, de renoncer à la violence », suggère-t-il ainsi à ses interlocuteurs. Sans les convaincre totalement. Rien d'étonnant à cela. Voilà des années que le gouvernement martèle ce principe : il ne négociera jamais avec une organisation qui se réclame de la violence. Dans ces conditions, comment pourrait-il maintenant se déjuger ? Faussement magnanime, Mandela leur dit concevoir ce dilemme, mais leur signifie en même temps que c'est leur affaire et non la sienne. Puis de nuancer en leur affirmant qu'un peuple aspirant à la paix peut facilement accepter ce genre de contradiction.

La collusion supposée de l'ANC avec le parti communiste va longtemps rester l'autre sujet d'inquiétude des interlocuteurs de Mandela. Celui-ci peut-il s'engager à rompre totalement avec ses anciens alliés, ces représentants de l'« empire du mal » ? interrogent-ils. Sans obtenir la réponse

attendue : car, si pour Mandela les deux organisations ont toujours été parfaitement distinctes, il n'a pas oublié qu'elles poursuivaient le même idéal, la fin de l'apartheid. Là encore, ses interlocuteurs s'avouent perplexes, convaincus que les Noirs de l'ANC ont été phagocytés par les communistes blancs et indiens de l'organisation. Et qu'ils le resteront longtemps. Pour Mandela, ce mauvais procès n'est pas nouveau, et il est même significatif de l'esprit afrikaner. Finalement, à bout d'arguments, il répond à ses interlocuteurs blancs : « Vous pensez que vous êtes intelligents, messieurs, n'est-ce pas ? Vous vous trouvez énergiques et persuasifs, n'est-ce pas ? Eh bien, vous êtes quatre et je suis seul, et vous ne pouvez me contrôler ni me faire changer d'idée. Pourquoi pensez-vous que les communistes pourraient réussir là où vous avez échoué ? » Puis, calmant le jeu, de les renvoyer à la « Charte pour la liberté » et à son projet d'un capitalisme à l'africaine dans une « Afrique du Sud appartenant à tous ceux qui y vivent »...

Dont acte pour son quarteron de hauts fonctionnaires, bien obligés de reconnaître les talents rhétoriques de Mandela. « C'était un fin négociateur », admet ainsi Niel Barnard. Avant d'ajouter : « Il avait beaucoup de charme et il s'en servait habilement. Il était souriant, blagueur, sa chaleur humaine était désarmante. Il ne perdait jamais de vue son objectif, il se fixait une ligne et il ne s'en écartait jamais. Il pouvait aussi se montrer intransigent et se mettre en colère, ce n'était pas un ange pour autant². » Le « Grand Crocodile » n'en est pas un non plus, aurait pu ajouter Barnard, qui tient à informer personnellement Mandela de la bonne nouvelle : une rencontre programmée avec le président Botha lui-même. Ce dernier a-t-il vraiment le choix ? Pas exactement, analyse Mandela, informé des troubles qui continuent à secouer l'Afrique du Sud et des pressions internationales auxquelles doit faire face le gouvernement. De quoi le rendre optimiste sur la suite des négociations, même si, du côté de sa vie personnelle, d'autres nouvelles assombrissent le tableau : un incendie criminel vient de détruire entièrement son domicile privé d'Orlando. Autant d'objets, photos et souvenirs familiaux partis en fumée.

Également disparue, la part du gâteau nuptial que le couple s'était promis d'emporter un jour à la maison des ancêtres, comme le veut la tradition, au grand dam de Winnie, toujours assignée dans son pavillon du township noir de Brandfort, démunie de chauffage, toilettes et eau courante.

Cet inconfort, Mandela le ressent lui aussi parfois dans sa cellule, particulièrement humide. Les conséquences de ce problème finissent par se faire sentir : les poumons du détenu sont imbibés d'eau. Deux litres d'un liquide qui, analysé par des spécialistes de l'hôpital Tygerberg, proche du Cap, révèle une tuberculose à juguler de toute urgence. Le traitement est entrepris dans le cadre même de l'établissement hospitalier, puis dans celui de la clinique Constantiaberg, réputée pour accueillir des patients riches. Blancs pour la plupart, comme le constate Mandela, à peine surpris d'y voir débarquer Kobie Coetsee, qui tient à lui apporter lui-même, le jour de son hospitalisation, un plateau-repas composé d'œufs et de bacon. De toute évidence, le prévenant ministre de la Justice n'a pas été informé du régime drastique prescrit par le médecin de Mandela, dont le taux de cholestérol est particulièrement élevé. L'intéressé, lui, ne se formalise pas. Bien au contraire, puisqu'il convainc son infirmière de le laisser savourer des mets dont il est privé depuis de longs mois. Le régime sera-t-il le même dans le nouvel établissement pénitentiaire vers lequel il doit être bientôt transféré ?

¹- Faits rapportés par Pius Ngandu Nkashama dans *Les Années littéraires en Afrique, 1912-1987*, L'Harmattan, 1993.

²- *Ibid.*

La dernière « prison »

Ce 7 décembre 1988, le général Marais en personne a fait le déplacement jusqu'à Constantiaberg. Lorsqu'il débarque dans la chambre du prisonnier Mandela, c'est sans circonlocutions qu'il le prie de rassembler ses effets personnels. Le détenu va-t-il retourner dans sa cellule humide de Pollsmoor ? Ce n'est pas le projet de l'officier supérieur, qui embarque déjà son célèbre détenu vers sa nouvelle destination : la prison Victor-Verster.

Situé à une cinquantaine de kilomètres du Cap, l'établissement jouit, si on ose dire, d'une bonne réputation. Une prison de basse sécurité, comme l'affirme l'administration ? Mandela l'admet en découvrant son nouveau lieu de captivité : un cottage confortable construit dans une zone boisée délimitée par les hauts murs du complexe pénitentiaire. En réalité, il s'agit d'une des maisons de fonction réservées aux gardiens. À l'intérieur sont désormais à sa disposition une chambre avec un grand lit, un vaste salon-salle à manger pouvant accueillir de nombreux invités. Ce dont le « locataire » en titre se privera d'autant moins que Kobie Coetsee l'a informé de son nouveau statut, ou plutôt du nouveau traitement qui lui est désormais réservé, à mi-chemin entre la détention et la liberté.

Cette liberté, Mandela a bien l'intention d'en profiter et accueille ses premiers hôtes : Winnie et ses enfants. Beaucoup d'autres suivront. Parmi eux, d'autres membres de sa nombreuse famille, avec lesquels il dégustera la caisse de vin que le ministre de la Justice lui a fait parvenir le jour de son installation. Les raisons de ce changement d'attitude chez les hauts responsables du gouvernement ? Elles sont simples à comprendre, comme l'expliquera plus tard l'incontournable patron des services secrets sud-africains Niel Barnard : « Nous

savions que Mandela était sous pression. Nous souhaitions qu'il puisse informer les siens, car ils auraient pu douter de lui. Nous souhaitions qu'il puisse les convaincre de la nécessité des négociations¹. »

Ce à quoi Mandela parvient au cours des semaines suivantes en recevant « chez lui » Walter Sisulu et Ahmed Kathrada, ses camarades de l'ANC, ainsi que plusieurs responsables du United Democratic Front (UDF) et du Mass Democratic Movement (MDM). Pour lui, c'est l'occasion de longues discussions politiques entrecoupées de moments de détente se déroulant autour de la piscine attenante à la maison et devant une bonne table. Des repas spécialement concoctés par un cuisinier mis lui aussi à la disposition de Mandela, en la personne de l'adjudant Jack Swart, chargé d'assurer dix heures de service quotidien auprès du détenu. Longtemps en poste à Robben Island, Swart y avait bien entendu croisé à plusieurs reprises le matricule 466/64, notamment à l'époque où il conduisait chaque matin à bord de son camion militaire les prisonniers de leurs cellules à la carrière de pierres². Un bref trajet certes, mais que la façon particulière qu'avait Swart de tenir le volant rendait périlleux, ce qui lui vaudra une première remarque ironique de Mandela dans l'heure suivant leurs retrouvailles : « J'espère que vous êtes meilleur cuisinier que vous n'étiez pilote³ ! »

Des longs mois passés à Victor-Verster, Swart a gardé de nombreux souvenirs. Le plus ancien, et forcément le plus émouvant pour Mandela, concerne le premier repas que celui-ci a partagé avec Winnie et leurs deux filles. Pour l'occasion, Swart a tenu à mettre les petits plats dans les grands, et de l'aveu de Mandela en concoctant un « authentique repas de gourmets ». Swart, de son côté, se souvient de l'amusement que provoqua chez ses filles le fonctionnement du four à micro-ondes dont sa cuisine était équipée, appareil étrange dont le prisonnier politique ignorait jusqu'alors l'existence. Selon Swart, Mandela n'intervenait que très peu dans l'élaboration des repas concoctés par ses soins. À peine une remarque pour lui déconseiller le porc lorsque certains de ses

invités étaient de confession musulmane. Idem sur le choix des vins, pour lequel Mandela préférait lui laisser carte blanche. Enfin, presque, à en croire encore Swart : « Il ne buvait pas beaucoup, mais lorsqu'il buvait, sa préférence allait au vin blanc semi-doux, voire franchement doux, celui qu'on sert en général pour accompagner les desserts. » Avant d'évoquer la visite des amis avocats de son drôle de prisonnier : Ismail Ayob, Dullah Omar et George Bizos. « La veille [de cette visite], il m'a dit, "Vous devez nous acheter ce gentil vin que j'ai bu chez vous l'autre jour", se souvient Swart. Mais je lui ai répondu : "Monsieur Mandela, je peux l'acheter, mais je pense que vos amis n'apprécieront pas, qu'ils préféreront du blanc sec pour accompagner un plat de poissons." Il semblait étonné et m'a interrogé : "Mais comment pouvez-vous savoir ? Vous ne les connaissez pas." Je lui ai alors proposé d'apporter les deux vins sur la table et que ses invités choisissent eux-mêmes. Ce que ne manqua pas de faire M. Bizos lorsque naturellement il me demanda de lui servir du blanc sec. Une fois ses invités partis, M. Mandela me fit remarquer que j'avais eu raison, mais qu'il avait ressenti une certaine gêne en portant lui son choix sur le blanc doux. Je lui ai répondu qu'il n'avait pas été dans mon intention de le mettre mal à l'aise. Nous fûmes quittes lorsque nous éclatâmes de rire ensemble. »

Mais Mandela n'a pas dit son dernier mot. Ainsi de cet autre jour où il insiste pour que Swart lui fasse cuire du riz brun. Le cuisinier s'étonne : pour lui, il existe du riz blanc, du riz qu'on peut jaunir avec certains condiments, mais point de riz brun. Comment le dire à son pensionnaire sans le vexer une fois encore ? Fort diplomatiquement, Swart lui propose de l'accompagner à leur habituel lieu de ravitaillement afin de lui faire constater par lui-même que le riz brun n'existe pas. Ce que Mandela accepte bien volontiers. Et le militaire doit à son tour faire amende honorable : « Effectivement, j'y ai trouvé un peu de riz brun, raconte-t-il, que j'ai acheté pour la plus grande joie de M. Mandela. Triomphant, il m'a jeté : "Ha ! Je vous l'avais bien dit, je vous l'avais bien dit !" » Avant de lui expliquer qu'il avait pris l'habitude de manger de ce riz

complet pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que le riz blanc était une denrée rare.

Bon joueur, Swart n'a pas fini d'être étonné par son attachant pensionnaire. Ainsi, Mandela insiste pour faire son lit chaque matin ou faire lui-même la vaisselle après ses repas, ou encore ses lessives, comme il en a pris l'habitude dans ses centres de détention précédents. Jusqu'au jour où Swart lui explique le fonctionnement de la machine à laver automatique dont la demeure est équipée. « J'ai dû faire quelques marques avec un stylo pour lui indiquer la procédure à suivre. Il n'en avait jamais vu de sa vie. » La manipulation des nouveaux équipements électriques n'ira pas sans quelques déconvenues ; ainsi de ce four à micro-ondes que Mandela aura bien des difficultés à apprivoiser, comme le conte encore Swart : « Il avait du mal à faire décongeler complètement certains plats parce qu'il n'avait pas compris qu'il fallait parfois remettre l'horloge à zéro [avant de régler le temps de cuisson]. À ce moment-là, il me téléphonait chez moi pour me dire que le four était en panne ! » Autant de petits tracas de la vie quotidienne qui, au fil des mois, vont transformer les relations entre les deux hommes. Pour Swart, difficile de considérer Mandela comme un simple détenu, ou comme un patron d'ailleurs : « C'était autre chose, confie-t-il encore. Malgré la légende qui l'entourait, il semblait reconnaissant de tout ce que je faisais pour lui. » « L'adjudant Swart était un homme aimable et de bon caractère, sans aucun préjugé. Il est devenu pour moi comme un jeune frère », admettra de son côté le président de la République sud-africaine.

Naturellement, c'est Winnie Mandela qui rend le plus souvent visite à son époux. Une pièce lui a été personnellement allouée. Mais pas question toutefois pour elle d'y passer une nuit. À l'étonnement de Swart, Winnie lui répondra un jour : « Tant que mon mari sera emprisonné, je ne dormirai jamais dans cette maison ! » Une déclaration péremptoire qui ne l'empêche pas de se montrer courtoise et prévenante envers le pseudo-geôlier de son époux. Ainsi, elle a préparé des cadeaux pour lui à l'occasion des fêtes de Noël

1988, ce qui ne manque pas de mettre le militaire dans l'embarras. Ses consignes sont en effet tout à fait claires : ne jamais accepter un présent des prisonniers ou de leur famille, car ces cadeaux pourraient être considérés comme des pots-de-vin. Lorsque Swart tente de l'expliquer à Winnie, la réaction de celle-ci ne se fait pas attendre : « Eh bien, si j'avais voulu vous corrompre, j'aurais trouvé mieux que du Old Spice ! » Du nom d'un gel douche alors en vogue en Afrique du Sud...

Quelques jours plus tard, la « Mama Mandela » se montre tout aussi contrariée, mais pour une affaire autrement plus grave : ce 30 décembre 1988, toute la presse sud-africaine fait ses choux gras de l'assassinat survenu la veille d'un adolescent noir, James Moetketsi Seipei, connu sous le nom de « Stompie ». Militant de l'ANC, celui-ci fut durant de longues années le plus jeune détenu politique du pays avant d'être relâché. Une liberté dont il n'aura guère le temps de profiter : soupçonné d'être devenu un informateur de la police, l'adolescent est kidnappé dans une rue de Soweto, où l'on retrouvera son corps mutilé. Selon les premiers constats des enquêteurs, le garçon a été sévèrement battu avant d'avoir la gorge tranchée. À contre-pied des habitudes passées, les langues se délient : plusieurs témoins affirment avoir reconnu l'un des gardes du corps de Winnie parmi les assassins. Arrêté, celui-ci, Jerry Richardson, désigne la bouillonnante épouse de Mandela comme la commanditaire de l'enlèvement et de la mort du jeune Stompie. Pas moins.

Après avoir été informé de ces graves accusations, le détenu de Victor-Verster se déclare abasourdi. Mais Winnie lui affirme avec véhémence être victime d'un coup monté destiné à la discréditer. À l'origine de ce complot, toujours selon elle, quelques membres du comité exécutif de l'ANC dont l'objectif serait de saboter les négociations secrètes entre Nelson et les Blancs du gouvernement. Mandela est-il convaincu ? Difficile de l'affirmer, même si publiquement il déclarera croire à l'innocence de sa femme, qui, tient-il aussi à souligner, aurait « manqué de jugement » dans cette affaire. Une sale affaire en tout cas pour le couple, qui s'en explique

au cours d'une discussion particulièrement mouvementée, selon le témoignage de l'adjudant Swart : « M. Mandela s'est déclaré très mécontent de l'histoire Stompie. En sortant de la pièce réservée à Winnie, je me suis aperçu que tous les deux avaient pleuré. Je pense qu'il avait sévèrement réprimandé son épouse qui, à partir de ce jour-là, espacera ses visites. » Pour celle qu'on surnomme la « Mère de l'Afrique », l'affaire est toutefois loin d'être terminée : saisie du dossier, la justice sud-africaine la reconnaît en 1991 coupable d'enlèvement, de complicité et de voies de fait et la condamne à six ans de détention. Une peine sévère qui sera ramenée en appel à deux ans de prison avec sursis, mais qui sera aussi accompagnée d'une forte amende.

Entre-temps, à Victor-Verster, les réunions du comité secret se sont poursuivies. Non sans mal : la pierre d'achoppement reste la question de la lutte armée et la collusion supposée de l'ANC et du parti communiste. Au printemps 1989, Mandela estime que seul Pieter Botha est en mesure de débloquer la situation. À son intention, le voilà qui rédige un mémorandum afin de lui proposer d'autres sujets de discussion permettant de définir un nouveau cadre de négociation. Avec en priorité la question de la formation d'un gouvernement dans lequel les Blancs et l'ANC seraient susceptibles de concilier leurs positions. Mais c'était sans compter les aléas de la vie politique sud-africaine : la démission surprise de Botha de son propre parti, le Parti national, fait partie de ceux-là. Botha imagine-t-il que cette démission lui apportera une plus grande marge de manœuvre dans les changements attendus en Afrique du Sud ? C'est l'analyse que font quelques observateurs. Mandela n'est pas de ceux-là, et il s'interroge : dans le système parlementaire sud-africain, le chef du parti majoritaire devient chef de l'État. Or, que peut faire un chef d'État sans le soutien de son propre parti ? Pieter Botha va-t-il s'en expliquer auprès de Mandela, à qui on annonce le 4 juillet 1989 sa rencontre prochaine avec le président de la République ?

Pour l'heure, le pensionnaire de Victor-Verster ignore le contenu de la discussion qui va se dérouler. Seul indice, la confiance du messenger qui est venu le prévenir : il s'agit d'une « visite de courtoisie » dont le cadre sera Tuynhuys, la résidence officielle du chef de l'État. Située au Cap, celle-ci est une magnifique demeure datant du XVIII^e siècle, et dont la dernière restauration remonte à une vingtaine d'années. Mandela n'a guère le temps d'admirer les façades décoratives avant qu'on l'introduise avec la plus grande discrétion dans une pièce jouxtant le bureau présidentiel. Là sont déjà présents Kobie Coetsee et Niel Barnard, qui le saluent avec courtoisie. Ces échanges de politesse achevés, c'est sur un détail vestimentaire que Barnard s'attarde : les lacets défaits des chaussures du détenu. Une fausse note dans le paysage, ou plutôt dans l'apparence avantageuse d'un Mandela qui a pourtant revêtu ce matin-là son plus beau – et unique – costume sombre. Mais avant que le prisonnier politique ait eu le temps de les renouer, Barnard s'est déjà agenouillé pour le faire. C'est à ce moment-là qu'un huissier ouvre la porte du bureau présidentiel. Mandela peine à dissimuler son appréhension lorsqu'il découvre la silhouette de Pieter Botha plantée au centre de la pièce. Sans bouger, mais souriant, celui-ci tend la main à son désormais célèbre prisonnier, colosse aux cheveux grisonnants. Cette déférence surprend agréablement Mandela, qui accepte de poser en compagnie de son hôte devant un photographe accrédité. Puis Botha l'invite à rejoindre une large table sur laquelle on s'apprête à leur servir du thé.

Contrairement à ce que Mandela a imaginé, c'est de culture sud-africaine et d'histoire que le chef de l'État tient à entretenir le héros de la lutte antiapartheid. Plus tard, Botha ne cachera pas quelle séduction a exercée ce jour-là sur lui le chef de l'ANC, qui évoqua avec pertinence l'histoire des Afrikaners, dont il avait appris la langue lors de sa détention à Robben Island, notamment par la lecture assidue de leurs poètes. De son côté, Botha n'est pas en reste : il égrène quelques souvenirs de la guerre qui opposa en son temps les Boers à l'imperium anglais. Sa façon de ne pas aborder trop

directement les questions qui fâchent, d'apprivoiser son adversaire ? Probablement. Mais Mandela, pragmatique et impatient, décide de lancer un sujet lui tenant particulièrement à cœur : la libération rapide et inconditionnelle des prisonniers politiques. En vain. Selon son interlocuteur, le contexte politique actuel du pays ne le permet pas encore. Mais, en guise de conclusion, il propose toutefois à Mandela la rédaction commune d'un communiqué à travers lequel il serait fait référence à leur rencontre, justifiée par le vœu à tous les deux d'œuvrer pour la cause de la paix en Afrique du Sud. Une profession de foi sur laquelle Mandela peut difficilement être en désaccord. Pieter Botha pense-t-il revoir celui-ci et pousser plus loin leurs discussions, à défaut de véritables négociations ? Il n'y fait en tout cas aucune allusion lorsque l'heure de se séparer sonne. En réalité, Botha a déjà pris sa décision : celle de présenter un mois plus tard sa démission de son poste de chef de l'État pour passer le relais à son remplaçant, Frederik De Klerk.

¹- RFI, 10 février 2010

²- Voir *infra*, chapitre 11.

³- Propos recueillis par John Carlin pour la WGBH Educational Foundation, 1995-2010, comme toutes les citations de Jack Swart suivantes.

Enfin libre !

Aux yeux de Nelson Mandela, De Klerk ne représente alors rien, si ce n'est la « quintessence de l'homme d'appareil ». Traduire : un pur produit de l'*establishment* afrikaner, sans imagination et surtout sans grande ambition politique. Mais, à y regarder de plus près, le patron de l'ANC subodore que De Klerk, personnage rond et chauve à l'allure tranquille, pourrait lui réserver quelques surprises, à en croire, par exemple, ses déclarations en tant que nouveau patron du Parti national, à travers lesquelles il se révèle davantage comme un pragmatique que comme un idéologue. Ou encore ce discours prononcé à l'occasion de son investiture au poste suprême : ce jour-là, le chef du gouvernement¹ y est allé d'un long plaidoyer pour la paix tout en réclamant des changements institutionnels devenus à ses yeux non seulement nécessaires, mais désormais inévitables. Pour Mandela, il y a là une évidente rupture de ton avec son prédécesseur Botha, qui, qu'on le veuille ou non, symbolise le régime ségrégationniste de l'apartheid dans sa version la plus dure. Mais encore faudrait-il que toutes ces belles paroles de De Klerk s'accordent avec des actes concrets.

L'ami de Mandela, Desmond Tutu, partage son point de vue. Et, quelques semaines après l'arrivée aux affaires de De Klerk, il décide de conduire une marche pacifique organisée au Cap afin de protester contre des brutalités policières récemment survenues dans la métropole. Sous le gouvernement Botha, le révérend ne l'ignore pas, une telle manifestation aurait été purement et simplement interdite. Qu'en sera-t-il avec le nouvel homme fort du pays ? C'est Mandela qui répond à la question dans ses Mémoires : « Le nouveau président respecta sa promesse de limiter les restrictions sur les rassemblements politiques et autorisa la

manifestation, demandant seulement aux manifestants de rester calmes. » Avant de conclure : « Une main nouvelle et différente tenait la barre. »

Une main nouvelle qui n'ignore rien des négociations du « comité secret » mis sur pied par son prédécesseur ; celles-ci se poursuivent cahin-caha, au gré des événements et des décisions du nouveau pouvoir en place. La mesure qu'annonce De Klerk en octobre 1989 est plutôt la bienvenue pour Mandela. Et pour cause, voilà plusieurs mois qu'il la réclamait : la libération de ses amis de l'ANC Walter Sisulu, Raymond Mhlaba et Ahmed Kathrada. Pour Mandela, une sacrée victoire, qui lui permet de croire à une réelle volonté de changement de la part du nouveau chef de l'État. La deuxième décision de De Klerk se révèle tout aussi symbolique : il abroge le fameux *Reservation of Separate Amenities Act*, surnommé l'« apartheid mesquin », qui avait instauré une ségrégation dans les lieux publics. Désormais, tous les citoyens sud-africains pourront fréquenter comme bon leur semblera jardins publics, plages et toilettes, sans se préoccuper de leur couleur de peau. *Idem* pour les bus et restaurants, où seront supprimés les horribles panneaux « Réservé aux Blancs » ou « Réservé aux gens de couleur ». Conscient que les choix passés du Parti national ont contrarié la marche logique de l'histoire, De Klerk souhaite de toute évidence aller vite. Par conviction et par réalisme : bien plus au nord, en Europe, le mur de Berlin est tombé, l'URSS va bientôt s'effondrer, et le gouvernement de l'apartheid ne peut plus prétendre s'opposer à l'ANC par souci d'enrayer l'invasion communiste.

Dans un courrier qu'il lui adresse, Mandela tient à féliciter Frederik De Klerk de toutes ces heureuses initiatives. Mais il souligne aussi le long chemin qu'il reste à parcourir. Autant de points qu'il aura bientôt l'occasion d'évoquer de vive voix face au président, grâce à une rencontre prévue le 13 décembre de cette même année 1989. Le jour dit, Mandela se retrouve dans le décor où quelques mois plus tôt il avait pris le thé avec Pieter Botha : celui du bureau présidentiel de Tuynhuys. Comme avec le précédent chef du gouvernement, l'ambiance

se veut cordiale. Restent les questions de fond sur lesquelles Mandela souhaite attirer l'attention de son interlocuteur au cours des trois heures que va durer leur premier entretien. Parmi elles, celle des « droits des minorités », nouveau concept lancé par le Parti national afin de préserver une insidieuse domination blanche. Ce que De Klerk admettra finalement en affichant bientôt son désaccord avec cette proposition de son mouvement.

L'Afrique du Sud a-t-elle enfin trouvé son leader, avec lequel le changement peut enfin devenir réalité ? Mandela le suggère, mais il n'ignore pas que De Klerk devra aussi ferrailer avec les « forces des ténèbres » qui continuent à s'opposer, avec une rare violence, aux réformes qu'il envisage. Au sein de la communauté blanche, l'« escadron de la mort » fait partie de ces forces du mal, mais De Klerk n'est pas homme à se laisser intimider par cette unité policière spéciale, créée quelques années plus tôt. Ainsi, il ordonne, à la fin janvier 1990, la constitution d'une commission d'enquête sur des agissements criminels attribués à cette unité et révélés par la presse sud-africaine. Parmi ces agissements, de nombreux assassinats de militants nationalistes, dans le pays ou à l'étranger, à l'image de celui de Dulcie September, froidement abattue au printemps 1988 dans la cour d'un immeuble parisien desservant les bureaux de l'ANC. D'autres réactions des « radicaux » sont-elles à craindre ? De Klerk n'en écarte pas l'hypothèse, tout en réaffirmant sa détermination à aller de l'avant.

Quelques jours auparavant, il avait aussi tenu à annoncer en personne à Mandela la bonne nouvelle : sa libération prochaine. Une demi-surprise pour le chef historique de l'ANC, qui avait déjà refusé à six reprises l'offre de libération du régime de l'apartheid, parce que jugeant les conditions assorties inacceptables. Cette fois, c'est différent : le gouvernement consent enfin à lui proposer une solution politique négociée, ainsi qu'il le réclamait depuis les années 1960.

Sa libération va-t-elle intervenir dans quelques jours, quelques semaines, quelques mois ? Ce jour-là, sous les lambris du palais de Tuynhuys, le chef historique de l'ANC n'en apprendra pas davantage, De Klerk se contentant d'évoquer « un court laps de temps ». À son tour informée, Winnie ne cache pas sa joie et fait diffuser la nouvelle auprès de représentants de la presse étrangère, tout en laissant entendre que des discussions doivent encore être menées afin de régler d'ultimes détails pratiques. En l'occurrence, il s'agit de choisir le lieu où réapparaîtra publiquement Mandela. De Klerk et ses conseillers ont donné leur préférence à Johannesburg, que leur célèbre prisonnier rejoindrait en avion. Mais, pour celui-ci, il ne peut en être question, comme il l'exprime devant le chef de l'État : « Si je suis de Johannesburg, je vis au Cap depuis bientôt trente ans. Je retournerai à Johannesburg, mais lorsque je choisirai de le faire, et non quand le gouvernement le voudra ! » Dont acte pour De Klerk et ses amis, qui se préparent désormais, avec fébrilité, au dénouement de l'épopée d'un personnage hors du commun, au destin exceptionnel...

Ce dénouement ? Il interviendra le dimanche 11 février 1990, lorsque, après plus d'un quart de siècle d'emprisonnement, Nelson Mandela franchit enfin les portes de sa prison du Cap. Dans ce même lieu de captivité, comme à son habitude, il s'est réveillé quelques heures plus tôt, bien avant le lever du soleil, pour accomplir le rituel de sa gymnastique matinale. Puis ce fut le frugal *breakfast*, au cours duquel il a tenu à remercier pour la dernière fois l'adjudant Swart et son coreligionnaire Gregory, tous deux présents ce jour-là à Victor-Verster. Deux hommes dont l'endoctrinement s'était lézardé au fil des années passées à fréquenter leur célèbre prisonnier. Celui-ci, en guise d'adieu, tient à les serrer chaleureusement dans ses bras dans un silence pudique. Pudiques, leurs relations l'ont aussi été durant toutes ces années passées dans les geôles sud-africaines, comme le confiera Mandela : « Nos liens n'avaient pas besoin de paroles. Des hommes comme Swart, Gregory et l'adjudant Brand renforçaient ma croyance dans l'humanité fondamentale

de ceux-là mêmes qui m'avaient enfermé derrière des barreaux pendant les vingt-sept années précédentes. »

À quelques mètres de là, Winnie inspecte le costume de ville bleu-gris que son époux va revêtir avant de quitter sa cage dorée. Elle sait qu'un chauffeur viendra ensuite chercher le couple, qu'il déposera aux portes du pénitencier. Quelques centaines de mètres les séparent encore de ces larges portes que Mandela s'est proposé de franchir à pied, en tenant Winnie par la main. La dernière étape de sa longue marche pour la liberté, en quelque sorte. Sa façon aussi de remercier ceux qui sont venus l'attendre à la grille d'entrée ; en réalité, une foule immense de partisans, auxquels se sont mêlés des centaines de journalistes venus des quatre coins de la planète. Les flashes des photographes crépitent, les cameramen zooment sur le visage du héros. Détendu, Mandela ne s'attendait pas à une telle cohue, « chaos joyeux et troublant ». Un bref instant, il prend même peur lorsqu'un reporter lui tend une perche dont l'extrémité est recouverte d'un étrange objet velu. « C'est un micro », souffle Winnie à son époux, qui avait cru reconnaître une arme.

Rassuré, le septuagénaire à la démarche hésitante adresse un large sourire à l'attroupement de ses partisans, particulièrement émus, avant de lever le poing en signe de victoire. « Je n'avais pas pu faire cela depuis vingt-sept ans et j'en ai éprouvé une sensation de joie et de force », confiera plus tard Mandela dans ses Mémoires. À quelques mètres de là, une autre voiture aux vitres teintées l'attend. Elle va le conduire au Cap, où l'ancien détenu doit prononcer un discours. Pour la circonstance, un drapeau géant aux couleurs de l'ANC a été déployé sur le fronton de l'hôtel de ville, place de la Grande-Parade. Là, plusieurs dizaines de milliers de Sud-Africains sont rassemblés dans une ambiance joyeuse et bon enfant.

Lorsque la voiture de l'ancien détenu est annoncée, des cris de joie fusent de tous les côtés. Reste au convoi, constitué de motards et de véhicules, à se frayer un chemin au milieu d'une incroyable cohue. Rapidement repérée, la voiture de

Mandela est encerclée de partisans excités. Les voici tapant sur les vitres, grimpant sur le capot du véhicule. Un service d'ordre improvisé parvient tant bien que mal à lui dégager une issue. Contre toute attente, le chauffeur ne tente pas de rejoindre l'hôtel de ville mais prend la direction du quartier indien, où réside l'un des meilleurs amis de l'ancien détenu, l'avocat Dullah Omar. Mandela passera chez lui plusieurs heures. Pendant ce temps, sur la place de la Grande-Parade, les dizaines de milliers de partisans s'impatientent d'autant plus que la chaleur est écrasante. De longues heures encore, ils patientent, de plus en plus incrédules. Pour conjurer le mauvais sort, les voilà qui scandent le nom de Mandela. Mais c'est une autre voix qui leur répond : celle du révérend Desmond Tutu, venu leur annoncer que Mandela prendra bien la parole, mais dans un autre quartier, celui de District Six. Un pieux mensonge dont l'objectif est de dégager la place, noire de monde, et d'instaurer un semblant d'ordre. Frustrés, plusieurs partisans expriment leur mécontentement en brisant quelques vitrines devant des organisateurs débordés. Mandela fait enfin son apparition sur le balcon de l'hôtel de ville. Comme aux grilles de Victor-Verster, il lève le point en criant à la foule : *Amandla ! Amandla !* Ce mot de la langue xhosa signifie « pouvoir ». La foule a compris et lui répond sans attendre : *Amandla Ngawethu !* (« Le pouvoir au peuple ! »). Le héros enchaîne avec la lecture d'un discours rédigé quelques heures auparavant et dont les premières phrases annoncent la tonalité qu'il entend donner à la seconde vie qui commence aujourd'hui pour lui : « Je ne suis pas un prophète, mais votre humble serviteur. » Puis de rappeler, si besoin était, son engagement pour la paix et la réconciliation avec la minorité blanche du pays, élevée dans la crainte d'une guerre civile. En même temps, l'orateur tient à rappeler clairement qu'il n'est pas question d'abandonner pour le moment la lutte armée de l'ANC. Avant de souligner : « Notre recours à la lutte armée en 1960 avec la formation de l'aile militaire de l'ANC était purement une action défensive contre la violence de l'apartheid. Les facteurs qui ont rendu nécessaire la lutte armée existent toujours aujourd'hui. Nous n'avons aucune

option à part continuer. Nous espérons qu'un climat propice à une solution négociée existera bientôt, ce qui rendra inutile cette lutte armée. » Car son rêve reste toujours le même : celui d'une « Afrique du Sud démocratique, non raciale et unie, une nation sans domination blanche ni domination noire ».

Comme il fallait s'y attendre, les réactions internationales à l'annonce de la libération de Nelson Mandela sont d'abord une très vive satisfaction. Au sein de l'opinion publique, mais aussi parmi les dirigeants politiques : en France, Michel Rocard, le Premier ministre du gouvernement socialiste de François Mitterrand, assure le peuple sud-africain de la « solidarité active » de la France. Avant de s'adresser directement au dirigeant de l'ANC : « Votre combat pour la paix et la justice va pouvoir se dérouler au grand jour. L'abolition de l'état d'urgence viendra bientôt, je l'espère, vous permettre de participer pleinement au dialogue constitutionnel indispensable pour rendre à l'Afrique du Sud toute sa place parmi les pays libres et pacifiques. »

Sa première nuit de liberté, Mandela insiste pour la partager avec les siens dans sa maison de briques rouges d'Orlando, à Soweto. Après l'incendie survenu quelques années plus tôt, la demeure a été reconstruite à l'identique, et son propriétaire est impatient de la découvrir. Mais il lui faudra encore patienter : informée que des milliers de partisans l'y attendent, Winnie lui conseille de rejoindre un autre toit, en l'occurrence celui d'un ami résidant dans la banlieue nord de Johannesburg. Après quelques jours de répit pour reprendre des forces, le moment est venu de retrouver une foule de plusieurs dizaines de milliers de supporters réunis dans le stade de la métropole à l'occasion du premier rassemblement public de l'ANC. Le jour dit, c'est à bord d'un hélicoptère que Mandela effectue le trajet. Le temps de survoler l'immense cité et ses bidonvilles, et l'appareil bruyant se pose sur la pelouse d'un stade noir de monde. À cette foule rassemblée, le héros du jour rappelle que l'histoire est en marche, mais qu'il s'agit aussi de montrer clairement « notre bonne volonté à nos compatriotes blancs », c'est-à-dire dans le calme et la

discipline. En conclusion, et avant d'être follement acclamé, il en appelle à tous ceux qui ont collaboré avec le système d'apartheid à rejoindre les rangs de l'ANC afin d'œuvrer pour une « Afrique du Sud démocratique fondée sur le principe "Une personne, une voix" dans un système unifié de suffrage universel ».

Les mêmes principes qu'il martèlera deux semaines plus tard à l'occasion de son premier déplacement à l'étranger. Cette tournée d'une quinzaine de jours le conduit d'abord à Lusaka, en Zambie, où plusieurs rencontres ont été prévues. Parmi elles, des entrevues avec les présidents de six pays de la « ligne de front »², d'autres avec les dirigeants de l'ANC qui y vivent toujours en exil. Puis c'est l'étape du Zimbabwe, où Mandela s'emploie à nouveau à rassurer les Blancs sud-africains, en prenant à témoin ses hôtes : « Nous admirons et félicitons le Zimbabwe pour sa politique de réconciliation. Nous, en Afrique du Sud, sommes tout à fait impressionnés par sa capacité d'oublier le passé. » Au cours des mois suivants, d'autres déplacements sont prévus pour Mandela. Le plus attendu est celui qui le conduira à New York, où il sera accueilli, à la fin du mois de juin de cette même année 1990, en véritable héros.

De mémoire de reporter, on n'avait jamais vu un tel dispositif de sécurité depuis la visite du pape Jean-Paul II, une dizaine d'années plus tôt. À Manhattan, plus de 12000 policiers, secondés par des gardes à cheval, ont été en effet réquisitionnés pour baliser le parcours que doit emprunter l'icône africaine. Plusieurs kilomètres de rues et d'avenues où des dizaines de milliers d'Américains se pressent pour l'applaudir avant de réclamer une « Afrique du Sud libre ». Pour Mandela, un moment inoubliable : « Depuis ma jeunesse, j'avais lu des choses sur New York, et finalement contempler la ville du fond de ces immenses canyons de verre et de béton, tandis que des millions de morceaux de papier tombaient du ciel, fut une expérience qui me coupa le souffle. On me dit que 1 million de personnes avaient assisté à notre passage dans les rues, et la vue de leur soutien à la lutte antiapartheid et de leur

enthousiasme me rendit humble. » Une belle revanche en tout cas pour celui qui figure alors encore sur une liste noire établie par les États-Unis, au même titre que l'ANC, classée comme « organisation terroriste »... En effet tous les gouvernements américains successifs, soucieux d'une menace soviétique sur le continent africain, s'étaient toujours félicités de leur coopération étroite avec le régime de l'apartheid.

La visite d'autres villes américaines est prévue au programme de Mandela, qui, entre deux discours en faveur de la liberté et de la dignité de son peuple, insiste pour remercier tous les généreux donateurs de l'ANC. Car l'un des buts de son séjour américain, c'est aussi cela : la récolte de fonds qui permettront à son organisation de poursuivre ses objectifs politiques. Long périple marqué par plusieurs moments émouvants. Celui que connaît Mandela à Atlanta, Géorgie, où repose la tombe de Martin Luther King, en fait partie. Pour Mandela, c'est l'occasion de rendre hommage au champion de la lutte des Noirs américains pour les droits civiques, assassiné en avril 1968. Notamment en soulignant comment celui-ci a été pour lui une source d'inspiration au cours de ses vingt-sept années de détention.

Une interminable captivité qui ne fut pas sans conséquence sur la vie quotidienne du globe-trotter : Mandela est contraint de s'adapter à un monde totalement différent de celui qui fut le sien dans les geôles sud-africaines. Il y a bien sûr tous ces gadgets électroniques propres à la vie moderne qu'il doit apprivoiser : micro-ondes, téléphones portables, Internet, *etc.* Mais il y a aussi tous ces nouveaux médias dont le fonctionnement le surprend au plus haut point. À ses yeux, la transformation du monde s'est de toute évidence accélérée : « Les choses arrivent maintenant si vite qu'il est parfois difficile de ne pas être dépassé. Winnie essaie de me faire ralentir mais il y a trop de travail ; l'organisation veut tirer tout le bénéfice de l'euphorie qu'a créée ma libération. »

À l'image de ses périples africain et américain, d'autres déplacements seront organisés à l'automne suivant pour le commis voyageur de l'ANC. En Europe, cette fois. Au

programme, des entretiens avec plusieurs hauts responsables politiques britanniques, parmi lesquels le secrétaire du Foreign Office et naturellement l'incontournable Margaret Thatcher. Suivent d'autres rencontres à Moscou et à Paris, où le président de la République François Mitterrand accueille à l'Élysée l'« ex-ennemi numéro un », qui tiendra à saluer chaleureusement son hôte français, présenté comme « un des plus grands amis du peuple sud-africain opprimé ». Ce n'est pas la première fois que les deux hommes ont l'occasion de s'entretenir ensemble : six mois plus tôt, au début du mois de juin de cette même année 1990, François Mitterrand avait déjà insisté pour recevoir officiellement le Sud-Africain. Dans un lieu parisien hautement symbolique : sur le parvis des Libertés et des Droits de l'homme, place du Trocadéro. Aux côtés également d'un Mandela visiblement ravi, Danielle Mitterrand, l'épouse du chef de l'État, qui a toujours soutenu l'ANC et son leader. Ainsi que Roland Dumas, le ministre des Affaires étrangères, qui avait adressé l'invitation officielle de la France au célèbre détenu de Robben Island. L'ex-patron du Quai d'Orsay a gardé de cette rencontre un souvenir très clair : « Lorsque nous avons appris sa libération, j'ai proposé au président Mitterrand de l'inviter en France. Celui-ci m'a immédiatement donné son feu vert. Mandela avait prévu une tournée en Europe, mais dont il avait choisi la première étape, qui était Paris. Le jour dit, il a débarqué au Quai d'Orsay, où je l'ai accueilli naturellement avec tous les honneurs, d'abord sur le perron puis ensuite dans un salon réservé aux hôtes de marque. Je vous avoue avoir été agréablement impressionné par ce grand et bel homme qui se dirigeait vers moi. Il ne donnait pas du tout l'impression d'un homme qui sortait d'une interminable détention. J'ai été frappé par sa démarche naturelle et majestueuse. Il me faisait penser à un magistrat ou plutôt à la noblesse de ces avocats qui venaient de l'Afrique à la cour de Londres pour défendre la liberté des hommes. Comme eux, il parlait un anglais très distingué. Il s'est assis, puis nous avons longuement parlé. J'ai tenté de l'interroger sur la terrible détention qu'il avait vécue, mais il me fit comprendre qu'il ne souhaitait pas s'étendre sur le sujet.

Chose frappante, il n'avait aucune rancune à l'égard de ses geôliers. De la même façon, il n'exprima pas un seul mot désagréable sur ses adversaires. Puis il a commencé à évoquer les droits de l'homme, l'évolution de l'humanité, le respect dû à tout être humain. Seules ces valeurs semblaient avoir inspiré son combat. Un combat noble comme le personnage qu'il était. J'étais subjugué en le regardant puis en lui parlant. Je ne pouvais me détacher de son visage en pensant aux vingt-sept années de détention. J'étais impressionné de la même façon par son langage, son expression souple, des mots qui tombaient bien. Il possédait un rayonnement, une réelle présence. Il avait des visions simples, mais claires. Très claires. J'étais frappé par sa sérénité³. »

Ce premier entretien avec un haut responsable politique français achevé, c'est à bord d'une limousine que Nelson Mandela rejoint ensuite le « petit château » de La Celle-Saint-Cloud, dans la région parisienne. Il s'agit en réalité d'un ancien monastère transformé au fil du temps en une authentique bâtisse royale – la marquise de Pompadour y recevait Louis XV – avant de devenir une demeure mise à la disposition du ministre des Affaires étrangères. Là, à en croire encore Roland Dumas, tout a été fait pour accueillir au mieux l'hôte sud-africain de la France : « J'ai mis à sa disposition, ainsi qu'à [celle de] ses accompagnateurs, toute la partie habitation et réception de la propriété, ainsi qu'un service de voitures, de secrétariat, *etc.* D'après certaines confidences qui me sont revenues, je sais que Mandela était ravi de son séjour à Paris⁴. »

Un séjour également marqué par sa première rencontre avec François Mitterrand, qui, toujours selon l'ancien ministre des Affaires étrangères français, tenait à célébrer dignement la visite de l'icône africaine. « Le président m'a effectivement demandé d'organiser quelque chose de marquant, conclut Roland Dumas. Et c'est ainsi que je lui ai proposé d'accueillir Nelson Mandela sur le parvis des Libertés, place du Trocadéro, rencontre qui pourrait se prolonger par un déjeuner à l'Élysée. Mitterrand a accepté l'idée. Lors de ce déjeuner, il

y avait dix ou douze personnes. Je me souviens que Mandela était placé face à Mitterrand. C'était la première fois qu'ils se voyaient. Ils se sont longtemps regardés. C'était très émouvant. Lors des conversations, qui se déroulaient en anglais, les deux hommes ont abordé de nombreux sujets de fond, avec cette question essentielle : qu'allait devenir l'Afrique du Sud ? Nous pensions, le président et moi-même, que la situation pouvait dégénérer, se transformer en guerre civile, mais notre hôte se montrait serein, paisible. Il nous rassurait en nous disant que tout allait bien se passer⁵. »

Enfin, à peu près. Car, à chacun de ses retours en Afrique du Sud, Mandela se désole des événements violents et dramatiques qui s'y déroulent. Autant de débordements dont les responsables appartiennent aussi bien à la communauté noire qu'à la minorité blanche. Une série d'horreurs dont les victimes se comptent par centaines chaque mois. Ce climat d'insécurité et cette anarchie, Mandela en sera lui-même l'une des victimes indirectes : un jour d'octobre de cette même année 1990, on l'informe du décès de l'une de ses petites-filles, âgée de dix-huit mois, tuée par l'explosion d'une grenade à Soweto.

Pour l'ancien détenu de Robben Island, trop c'est trop ; il menace d'abandonner les négociations en cours si la minorité blanche au pouvoir ne prend pas des mesures énergiques afin de faire cesser cette spirale de la violence, celle qui secoue notamment les ghettos noirs autour de Johannesburg. Le message est reçu cinq sur cinq : quelques semaines plus tard, l'opération *Poigne de fer* est lancée, sous la forme d'un couvre-feu imposé dans deux townships. Officiellement, la mesure fait suite à la mort de deux jeunes Noirs à Attridgeville lors d'accrochages entre la police et des émeutiers. De son côté, Mandela prend acte et appelle tous les groupes noirs rivaux de l'ANC à « oublier le passé » et à se réconcilier. Pour mieux appuyer son discours, le voilà qui annonce dans la foulée la suspension par l'ANC de la lutte armée en Afrique du Sud.

Une décision historique pour De Klerk, qui peut désormais déclarer l'ouverture de négociations officielles sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Et, plus largement, sur l'abolition définitive de l'apartheid. Pour Mandela, c'est un jour de joie indescriptible, bientôt marqué par une autre nouvelle historique : celle de la libération de tous les prisonniers politiques et du retour en Afrique du Sud des opposants en exil. Cette bonne volonté affichée de part et d'autre suffira-t-elle à endiguer l'escalade de la violence qui continue à ravager le pays ? Rien n'est moins sûr pour Mandela, qui, en privé, dissimule à peine son amertume et sa colère...

¹- Depuis 1984, le président de la République sud-africaine exerce aussi la fonction de chef du gouvernement.

²- États plus ou moins frontaliers avec l'Afrique du Sud qui avaient refusé de faire commerce avec le pays de l'apartheid.

³- Entretien entre Roland Dumas et l'auteur, le 20 janvier 2011.

⁴- *Ibid.*

⁵- *Ibid.*

L'heure est venue !

Nelson Mandela en est convaincu : une mystérieuse « troisième force » se cache derrière cette violence intolérable. Des forces des ténèbres composées, toujours selon lui, de « renégats » issus des rangs de la police et d'autres unités de sécurité, et, plus surprenant, de militants de l'Inkatha Freedom Party, mouvement politique conservateur fondé au milieu des années 1970 par Mangosuthu Buthelezi. Mandela connaît ce prince zoulou, qui, durant de longues années, fit partie du MK, avant de rompre brutalement avec l'ANC.

Nous sommes alors au début des années 1980, et Buthelezi opte pour des actions radicales censées combattre le régime de l'apartheid. Mais son programme politique reste flou, et les rumeurs autour de son armée sont franchement déplaisantes. Au sein de l'ANC, on n'hésite pas ainsi à l'accuser de jouer les supplétifs dans la répression des habitants des townships en révolte. Le gouvernement blanc utilise-t-il les rivalités entre dirigeants noirs pour retarder le plus possible les changements promis ? Mandela en a le désagréable sentiment. Notamment après le massacre survenu en juillet 1990 à Sebokeng : en plein jour, des tueurs ont ouvert le feu et assassiné près de 50 habitants de cette bourgade située à moins d'une heure de voiture de Johannesburg. Lorsqu'il se rend sur les lieux, le leader politique y découvre des scènes qu'il espère de toute son âme ne plus jamais revoir : « À la morgue, il y avait des gens tués à coups de hache ; on avait coupé les seins d'une femme à la machette. Ces criminels ne pouvaient être que des animaux. » C'est encore profondément choqué que le chef de l'ANC sollicite un rendez-vous sans délai avec Frederik De Klerk. Informé du drame de Sebokeng, celui-ci peut difficilement opposer une fin de non-recevoir à un interlocuteur visiblement très remonté : d'après les

témoignages que Mandela a recueillis sur place, il ne fait guère de doute que la police, voire l'armée, était de mèche avec les tueurs.

Dans son bureau des Union Buildings, le président prend note de toutes les remarques de son visiteur mais assure tout ignorer d'éventuelles collusions entre ses forces de sécurité et les paramilitaires de l'Inkatha. Comme il feindra d'ignorer les tenants et les aboutissants d'autres événements tout aussi tragiques – comme celui du massacre survenu dans le township de Boipatong – qui vont se produire au cours des mois suivants, et au sujet desquels Mandela élèvera les mêmes vaines protestations. « Et pourtant, c'est toujours le même mode opératoire, constate-t-il dans ses carnets personnels. En l'espace de trois années, plus de 10000 personnes ont été massacrées, et une poignée seulement de meurtriers ont été appréhendés. Mon expérience et celle de mes camarades nous obligent à constater que le gouvernement De Klerk ne montre aucune volonté de lutter adéquatement contre ce problème crucial. »

Face à cette inertie, et après en avoir longuement débattu avec ses amis de l'ANC, Mandela n'a plus guère d'autre choix que de réagir. Avec vigueur, comme en témoignera bientôt l'annonce publique du retrait de son organisation des négociations avec le gouvernement sud-africain. Dans son palais présidentiel de Pretoria, De Klerk accuse d'autant plus le coup que, à l'appel de l'ANC, le pays connaît dans la foulée la grève la plus massive de son histoire. Parallèlement, de nombreuses manifestations pacifiques se déroulent dans toutes les grandes villes. Face à une nation devenue ingouvernable, le chef de l'État n'a d'autre choix que de supplier Mandela de reprendre les négociations. Pour l'occasion, une nouvelle rencontre au sommet est fixée à l'automne suivant, mais les pourparlers en tant que tels ne reprendront qu'au début de 1993. Grâce à cette bonne volonté affichée de part et d'autre, du moins officiellement, les tractations finiront par aboutir à un accord historique : la mise en place des premières élections au suffrage universel, autrement dit ouvertes à toute la

population. Et selon un principe pour lequel Mandela s'est battu toute sa vie : « Un homme, une voix ».

Ce même principe Danielle Mitterrand, la présidente de la fondation France Libertés, en déplacement en Afrique du Sud en ce mois d'avril 1993, y adhère pleinement, et depuis de nombreuses années. Le bref séjour de l'épouse du chef de l'État français ne doit toutefois rien au hasard : c'est à la demande de Nelson Mandela qu'elle a effectué le voyage depuis Paris. Pour l'occasion, le futur président de l'Afrique du Sud a tenu à l'inviter à déjeuner dans sa nouvelle demeure de Houghton, quartier résidentiel où il vit depuis sa séparation d'avec Winnie. En réalité, rien n'allait plus au sein du couple depuis la libération de Nelson, que ses amis de l'ANC avaient tôt fait d'informer des présomptions d'infidélité qui pesaient sur sa femme. Refusant de feindre l'entente parfaite, l'ex-prisonnier avait alors préféré une séparation à l'amiable. Une élégance que n'aurait pas désapprouvée Danielle Mitterrand, qui, ce jour-là, ne s'est pas déplacée seule à Houghton : l'accompagnent Joëlle Bourgois, l'ambassadrice de France, l'écrivain sud-africain Breyten Breytenbach et le conseiller culturel français en poste en Afrique du Sud, Georges Lory.

Celui-ci a gardé un souvenir très net de cette rencontre dans la nouvelle demeure privée de Mandela, qu'il décrit comme « une grande maison à étages bâtie dans le style de celles construites dans les années 1920 pour la bourgeoisie minière¹ ». Avant de nuancer en soulignant la sobriété de son architecture, dépourvue de « clinquant » – à l'image de son locataire, qui offre à ses hôtes français un accueil d'une simplicité cordiale. « Il a d'abord tenu à nous présenter les deux dames qui assuraient son service, reprend Lory, devenu aujourd'hui le patron des Alliances françaises en Afrique australe. De fait, je savais par sa secrétaire que le grand homme continuait à faire son lit le matin seul, comme il l'avait appris en prison. » Toujours selon l'ancien diplomate, c'est avec la même humilité que le dirigeant de l'ANC, au physique « impressionnant » et au charisme évident, convie la petite troupe à passer à table : « L'hôte d'honneur était naturellement

Danielle Mitterrand, que Nelson Mandela a tenu à remercier pour toute l'aide que celle-ci lui avait apportée durant toute sa captivité. Leurs échanges étaient, là encore, empreints d'une grande cordialité. Ceux-ci se déroulaient en anglais ; langue que Danielle Mitterrand comprend, mais ne pratique pas. D'où nos interventions, mon ami Breytenbach et moi-même, afin d'assurer les traductions de ses propos. Parmi les nombreux sujets abordés, je me souviens que Nelson Mandela a insisté sur son attachement à la France. Il semblait fort bien connaître l'histoire de la Révolution française qui, selon lui, a posé les principes fondamentaux de la démocratie. Il nous a également longuement parlé du processus engagé pour les négociations qui grippaient alors dans son pays. Il a notamment évoqué le cas du chef Buthelezi de l'Inkatha qui lui mettait des bâtons dans les roues. Il pensait alors que les élections allaient se faire sans le chef de l'Inkatha². » Ce qui ne sera pas le cas, comme nous le verrons bientôt.

Mais une autre bonne nouvelle attend Nelson Mandela au cours de l'automne de cette même année 1993 : sa désignation, en même temps que celle de Frederik De Klerk, au prix Nobel de la paix ! De son propre aveu, l'ancien prisonnier de Robben Island se déclare bouleversé par l'annonce de cette prestigieuse récompense. Pour lui, elle vient honorer une génération entière de Sud-Africains qui a combattu avec sincérité et désintéressement « les démons du racisme à l'époque la plus dure de l'apartheid ». C'est au nom de tous ces militants dévoués qu'il accepte l'hommage. Était-il judicieux qu'il le partage avec Frederik De Klerk, qu'il ne ménageait guère depuis de longs mois ? Là encore, la réponse pour lui coule de source : « Pour faire la paix avec un ennemi, on doit travailler avec cet ennemi, et cet ennemi devient votre associé. »

Associés certes, durant l'interminable processus de paix dans lequel les deux leaders se sont engagés, mais adversaires résolus lorsque sonne l'heure de la campagne officielle des premières élections multiraciales de l'histoire du pays. Nous sommes alors en février 1994, et les sondages donnent une

confortable avance à l'ANC. Encore faudrait-il que les masses d'électeurs qui n'ont jamais voté – 17 millions au total – soient inscrits sur les listes électorales et qu'ils aient envie de se déplacer jusqu'aux bureaux de vote, ce qui est loin d'être le cas. Dans ce but, de nombreux militants de l'ANC battent la campagne afin de convaincre des électeurs souvent craintifs ou perplexes, ou encore désinformés par les partisans conservateurs de l'Inkatha. Ces derniers ne sont pas les seuls à tenter de saboter les élections : dans la communauté blanche, l'extrême droite des Afrikaners se fait aussi entendre en appelant au boycottage. Sa façon de s'engager dans une politique de résistance en attendant de passer à l'action ? Mandela le craint, et il exprime publiquement son souhait de voir prolonger le temps imparti aux inscriptions sur les listes électorales, seule façon de lui permettre de convaincre les récalcitrants, « quitte à supplier à genoux ceux qui veulent entraîner notre pays dans un bain de sang ». Ce qu'il fera en partie en se rendant dans la plus grande discrétion auprès de Pieter Botha, à Wilderness, station balnéaire où l'ancien président tente de couler une retraite paisible. Entre les deux hommes, pas de circonlocutions, comme Mandela le révélera en 2010 avec la publication de ses carnets personnels : « Je lui ai rappelé la déclaration régie en commun lorsque j'étais encore en prison, en juillet 1989. Dans cette déclaration, nous avons juré d'œuvrer ensemble pour la paix dans notre pays. Je l'ai informé que la paix était désormais menacée par l'extrême droite et lui ai demandé d'intervenir. Il s'est montré coopératif et m'a confirmé que les Afrikaners étaient déterminés à empêcher les élections. » Botha lui suggère aussi de rencontrer ses deux principaux opposants, Ferdinand Hartzenberg et le général Constand Viljoen, afin de les convaincre de leur erreur stratégique. Ce à quoi le président de l'ANC se décide dès son retour à Johannesburg, où ces deux ardents défenseurs des intérêts de la nation afrikaner lui confirment avec aplomb qu'il est bien dans leurs intentions d'empêcher les élections, par la violence s'il le faut, avant d'évoquer la menace d'une guerre civile sanglante. Mandela, lui, n'en croit pas ses oreilles. Mais d'avertir à son tour : « Je leur ai dit qu'ils nous donneraient du

fil à retordre, car ils disposaient d'armes plus dévastatrices et que, grâce à leurs ressources, ils connaissaient mieux le pays que nous. Mais je les ai prévenus que, à la fin de ce pari désespéré, ils seraient écrasés. Que nous étions au seuil d'une victoire historique après avoir infligé un coup mortel à la suprématie blanche. [...] J'ai conclu que notre cause était juste, qu'elle était soutenue par le plus grand nombre ainsi que par la communauté internationale. Eux n'avaient rien de cela. Je leur ai alors demandé de renoncer à leurs projets et de se joindre aux négociations du World Trade Center. »

Mandela a-t-il convaincu ces deux ultranationalistes ? En partie : après mûre réflexion, le général Constand Viljoen accepte d'effectuer des démarches afin d'obtenir la participation de l'extrême droite blanche aux élections. Initiative que Mandela n'hésite pas à qualifier publiquement de « courageuse ». *Idem* lorsque le chef de l'Inkatha daigne s'inscrire sur les listes électorales, mais « à titre provisoire », car il refuse toujours de participer formellement aux élections. Enfin, le principal adversaire de l'ANC au sein de la population noire finit par annoncer son ralliement au processus électoral. Cette décision va changer la face de l'Afrique du Sud, ainsi que le répète encore et encore Mandela, qui ne dissimule pas son soulagement à quelques heures seulement de l'ouverture des bureaux de vote. Entre-temps, un autre duel l'attend : celui qui doit opposer les chefs des deux principales formations politiques, Frederik De Klerk pour le Parti national, et lui-même pour l'ANC, devant les caméras de télévision. Pour s'y préparer, Mandela a accepté une « séance de formation » en compagnie de professionnels de l'audiovisuel et d'un journaliste campant le rôle de son adversaire. Pour Mandela, c'est l'occasion d'affûter ses arguments et de trouver le bon ton : accusateur, mais dépourvu d'agressivité.

À l'heure du vrai débat, les premières flèches sont décochées, comme le futur président de la République sud-africaine le racontera plus tard : « J'ai attaqué fermement le Parti national. Je l'ai accusé d'attiser la haine raciale entre les

métis et les Africains au Cap en distribuant une bande dessinée incendiaire qui disait que le slogan de l'ANC était : "Tuez un métis, tuez un fermier." J'ai déclaré : "Dans ce pays, aucune organisation ne sème autant la discorde que le Parti national." Quand M. De Klerk a critiqué le plan de l'ANC qui consistait à dépenser des milliards de dollars pour le logement et les programmes sociaux, je l'ai repris en lui disant qu'il avait peur de nous voir consacrer autant d'argent aux Noirs. » Mandela se montre-t-il trop rude avec celui qui pourrait devenir son « associé » dans l'hypothèse d'une victoire de l'ANC ? Probablement est-ce aussi son impression, à en croire le ton apaisant qu'il adopte en guise de conclusion : « Les échanges que nous venons d'avoir avec M. De Klerk ne doivent pas masquer un fait important. Je pense que nous sommes pour le monde entier un exemple éclatant, venus de deux groupes raciaux différents, avec la même loyauté et le même amour pour leur pays commun. » D'abord surpris, Frederick De Klerk acquiesce avant de saisir la main que lui tend alors Mandela.

Prévu sur quatre jours, le scrutin se déroulera finalement sans incident particulier, pour des résultats ne laissant guère planer le doute : avec 60 % des suffrages recueillis par l'ANC, Nelson Mandela est assuré d'être élu président de l'Afrique du Sud. Ses troupes ne s'y trompent pas d'ailleurs, lorsque au soir du 2 mai 1994 elles célèbrent dans la liesse la victoire de leur héros. Les voilà qui dansent, chantent, agitent dans tous les sens un drapeau aux couleurs nationales. Grippé, et malgré l'avis de ses médecins, Mandela rejoint ses partisans, réunis dans la salle de bal du Carlton, un gratte-ciel du centre commercial situé au cœur de Johannesburg. Tous l'accueillent avec des cris de joie et des « youyous » sonores avant de lancer des *Viva Madiba ! Viva Madiba !*. Puis, les voici qui reprennent le slogan de l'ANC, répété à l'envi durant l'interminable campagne électorale : *Now is time !* (« L'heure est venue ! »). Mandela partage leur bonheur et esquisse quelques pas de danse, alors que les dépouillements sont loin d'être achevés. En même temps, son principal adversaire, De Klerk, a admis une heure auparavant à la télévision sa défaite

implicite en annonçant comment l'ANC était en passe de remporter la majorité dans sept des neuf provinces du pays. Une façon de faire comprendre aussi que ces élections marquaient la fin de trois siècles d'une suprématie blanche elle-même héritée de l'époque coloniale. Resterait, toujours selon lui, une transmission du pouvoir qu'il souhaitait le plus paisible possible.

Celle-ci est officialisée quelques jours plus tard, le mardi 10 mai 1994 à Pretoria, avec la cérémonie d'investiture de Nelson Mandela, qui, en ce jour pas comme les autres, devient le premier président noir de l'Afrique du Sud. Un moment historique pour lequel 42 chefs d'État, 5000 dignitaires sud-africains et étrangers et plus de 150000 citoyens ont fait le déplacement en Afrique du Sud. Parmi eux, le prince Philip, représentant la reine Elizabeth II, Benazir Bhutto, Premier ministre du Pakistan, les présidents portugais (Mario Soares), finlandais (Martti Ahtisaari), cubain (Fidel Castro) et irlandais (Mary Robinson). Ainsi que le président de l'OLP, Yasser Arafat, arrivé avant le président israélien, Ezer Weizman, et le vice-président américain, Al Gore, accompagné de Hillary Clinton. Tous sont venus saluer cette « victoire sur la peur » que constituent les premières élections multiraciales, et applaudir l'homme qui restera comme le symbole de la fin de l'apartheid. Ils ne sont pas les seuls : 2000 journalistes et plusieurs milliers d'observateurs venus du monde entier ont également fait le déplacement pour écouter le très attendu discours que Mandela doit prononcer.

Un discours inaugural dans lequel le nouveau chef de l'État va d'abord souligner comment l'Afrique du Sud a honoré son grand rendez-vous avec l'histoire, puis comment les premières élections multiraciales ont marqué, pour ce pays au passé si douloureux, une seconde naissance. La naissance d'une nation « arc-en-ciel », en paix avec elle-même et avec le monde, insiste encore l'orateur. Avant de plaider pour une société fondée sur les libertés individuelles et politiques, ainsi que sur les droits de l'homme pour tous les Sud-Africains³.

Autant de principes qu'il martèlera encore et encore au cours des jours suivants devant les nouveaux membres de son gouvernement d'unité nationale, dont la liste vient d'être rendue publique. Ou en recevant les dirigeants des différentes provinces du pays, qui, selon les dispositions de la nouvelle Constitution, résolument libérale et parlementaire, disposeront d'un gouvernement de dix membres élus, comme au niveau national, à la proportionnelle. À la tête de l'État, Mandela, lui, s'est adjoint deux vice-présidents : le premier en la personne de Thabo Mbeki, personnage populaire récemment élu à la direction de l'ANC, le second n'étant autre que Frederik De Klerk, qu'il n'hésite plus à présenter désormais comme un authentique homme de dialogue.

Une qualité qui va se révéler nécessaire lorsque, deux mois à peine après sa nomination, la troïka se trouve confrontée à une vague de grèves affectant différents secteurs économiques du pays. Exemple parmi d'autres : la chaîne de supermarchés populaires Pick'n Pay, dont les 15000 employés exigent l'ouverture de négociations salariales. Signe de nervosité d'une population reprochant à ses dirigeants la lenteur des réformes promises ? Nelson Mandela l'analyse ainsi ; il en appelle à la prudence et à la patience de ses concitoyens. Avec un taux de croissance inférieur à celui qui était prévu, il est nécessaire de « se serrer la ceinture⁴ » jusqu'à des jours meilleurs, leur explique-t-il encore par presse interposée. Avant d'annoncer, et pour prouver sa bonne foi, une baisse de 20 % de son traitement présidentiel dans le cadre des mesures destinées à dégager des fonds pour la reconstruction du pays. Une offrande symbolique certes, mais nécessaire aux yeux de Mandela et de son gouvernement, dont le bilan, à la fin de 1994, reste mitigé. Rien d'étonnant à cela, estiment de leur côté bon nombre de grands de ce monde, conscients de la difficulté de la tâche impartie aux nouveaux dirigeants sud-africains, auxquels ils tiennent à apporter tout leur soutien. Parmi eux, François Mitterrand, à qui, en juillet de cette même année 1994, le président Mandela a réservé la primeur des visites de chefs d'État étrangers dans son pays. Pourquoi la France ? L'icône africaine s'en expliquera dans le

cadre de l'émission « La Marche du siècle », animée par Jean-Marie Cavada, en évoquant l'importance dans son combat de la France, qui avait toujours soutenu le mouvement pour l'égalité des Noirs et des Blancs en Afrique du Sud et prôné puis respecté l'embargo économique sur le pays. En clair, et comme le soulignera à son tour François Mitterrand dans le même programme, Paris a toujours refusé de « pactiser avec l'apartheid bien que cela lui ait été défavorable sur le plan économique⁵ ». Le président de la République française insistera également sur la volonté de son pays d'investir en Afrique du Sud afin de développer les emplois, les logements, l'éducation, avant de s'adresser aux institutions internationales pour qu'elles viennent sans attendre en aide au pays. Un pays dont tous les leviers de l'économie se trouvaient encore entre les mains des Blancs, et où la montée d'un capitalisme noir se révélait trop lente...

D'autres sujets ne vont pas tarder à préoccuper le nouveau gouvernement sud-africain, confronté au dur apprentissage du pouvoir dans une démocratie. La constante hausse de la criminalité en fait partie : violence civile et politique. Parmi les faits divers les plus spectaculaires et sanglants, le meurtre par des inconnus de sept jeunes gens noirs à Bambayi, lieu traditionnel d'affrontements entre Zoulous partisans de Nelson Mandela et Zoulous partisans de l'Inkatha. Un massacre bientôt suivi à Pretoria de l'assassinat d'un théologien et ancien chef de l'Église hollandaise réformée, la plus influente au sein de la communauté afrikaner. Conscient de la gravité de cette situation, Mandela ne craint pas de rappeler à l'ordre ses partisans en stigmatisant les excès et en appelant à la bonne volonté de tous afin de permettre au pays de changer de visage en évitant de trop grands bouleversements.

La Coupe du monde de rugby qui doit se dérouler en Afrique du Sud au printemps 1995 aidera-t-elle à ce changement tant attendu ? Mandela le souhaite de tout son cœur en annonçant son soutien à l'équipe nationale – les célèbres « Springboks » –, pourtant longtemps présentée comme un des symboles de l'apartheid. De leur côté, les

joueurs sont tout à fait conscients de l'enjeu : il s'agit de la première participation de l'Afrique du Sud à une Coupe du monde, trois ans après leur grand retour en compétition officielle.

Un homme en particulier a pris conscience de l'importance de l'événement : François Pienaar, le capitaine sud-africain blanc, qui conduira son équipe à la victoire finale. Équipe composée de joueurs blancs, mais aussi, et pour la première fois, d'un joueur noir, en l'occurrence Chester Williams, dont la présence permettra aux Springboks d'être considérés comme des représentants de l'Afrique du Sud tout entière. Jusqu'à présent, en effet, le rugby sud-africain était réservé aux Blancs des ghettos riches de Johannesburg, alors que le football était le sport favori des jeunes Noirs des townships.

Désormais, cette barrière raciale n'a plus de raison d'être. Image symbole de cette réconciliation : la casquette verte et le maillot vert et or immatriculé « Numéro 6 » de Pienaar que Nelson Mandela revêt lors de la remise de la coupe Webb Ellis. Le valeureux capitaine à la tignasse blonde brandit ce trophée comme le flambeau de la nouvelle Afrique du Sud sous les clameurs d'un stade arc-en-ciel. Un rare moment d'émotion et une image devenue l'une des plus célèbres de l'histoire du sport que transposera remarquablement le réalisateur Clint Eastwood dans son film *Invictus*, sorti en France en janvier 2010⁶.

¹- Entretien entre Georges Lory et l'auteur, le 4 octobre 2010.

²- *Ibid.*

³- Voir en annexe l'intégralité de ce discours d'investiture.

⁴- *The Sunday Times*, 15 décembre 1994.

⁵- « La Marche du siècle », France 3, 6 juillet 1994.

⁶- Voir également en annexe la liste des autres films dédiés à Nelson Mandela.

De l'apartheid à la démocratie

Retour à l'année 1995, alors que des événements d'une autre nature viennent alourdir le climat politique sud-africain. Il y a d'abord la mort, dans des conditions non élucidées, d'un haut responsable noir des services secrets, qui fait resurgir le spectre des *hit squads*, les « escadrons de la mort », et de leurs « coups tordus ». Il y a ensuite ce scandale concernant un dirigeant de l'ANC, compromis dans une affaire de détournements de fonds. Il y a enfin et surtout l'affaire Winnie Mandela, soupçonnée, elle, de corruption.

Cette dernière accusation embarrasse bien évidemment son ex-époux – le divorce du couple a finalement été prononcé en 1996 –, qui lui avait confié un poste dans le premier gouvernement postapartheid. Pour le chef de l'État, le départ de Winnie s'impose. Car il l'avait promis : son gouvernement se montrerait « impitoyable » envers tout ministre ou responsable politique qui confondrait la gestion de l'État avec ses intérêts privés. Mais c'était sans compter la pugnacité de son ex-femme, qui, trois mois après avoir été démise, obtiendra de la justice d'être réintégrée à son poste de vice-ministre de la Culture. Du moins provisoirement, puisqu'elle se trouve à nouveau démissionnée suite à une autre série de révélations dévastatrices pour sa réputation : ainsi, la justice sud-africaine la reconnaîtra coupable d'une cinquantaine de fraudes et autres vols commis avec la complicité d'un de ses frères. Ce qui n'empêchera en rien la vieille dame de rester très populaire auprès de la base radicale de l'ANC, qui continuera à voir en elle la « Mère de la nation » sud-africaine. Mais c'est aussi le début de la fin pour celle que d'autres n'hésitent pas à qualifier de « mauvaise conscience » de l'Afrique du Sud...

Le pays est à peine surpris d'apprendre la séparation de « Madiba » d'avec la sulfureuse Winnie, déjà remplacée, affirme la rumeur, par une nouvelle venue. Le nom de l'heureuse élue ? Graça Machel, née Simbine, la veuve de l'ancien président mozambicain Samora Machel, décédé dans un accident d'avion en 1986. De vingt-sept ans la cadette de Mandela, Graça, mère de sept enfants nés de précédentes liaisons, a longtemps occupé le poste de ministre de l'Éducation de son pays natal avant de devenir ambassadrice de l'Unicef et experte auprès de l'ONU, où elle se révélera un fervent défenseur des droits des femmes et des enfants. Selon Mandela, c'est à Johannesburg, en trois rencontres, que leur idylle s'est nouée, pour se prolonger dans la plus grande discrétion à Maputo, la capitale du Mozambique, où le président sud-africain tient à loger lors de chacun de ses déplacements dans une *guest house* gouvernementale située à proximité de la résidence privée de Graça. Lors de leurs rencontres, toujours selon Mandela, celle-ci lui apparaît « toujours polie, discrète et compréhensive », mais aussi parfois « ferme et autoritaire ».

Presque autant que Winnie, avec laquelle les relations après sa libération se sont rapidement détériorées. « Madiba était épouvantablement seul », confiera plus tard Graça. Avant de poursuivre, dans ce même entretien avec la chaîne de télévision qatarie al-Jazeera : « Sa maison était froide et sombre. Il avait tout le monde à ses pieds, mais à la fin de la journée, il n'avait personne pour partager la joie simple d'être libre, embrasser ses enfants, sa femme, ce que tout homme est en droit d'attendre de la vie. Modestement, c'est ce que je lui ai apporté¹. » Par pudeur sans doute, les relations entre les deux tourtereaux resteront toutefois informelles durant encore plusieurs mois, jusqu'au moment où elle sera officiellement confirmée. Cette dernière tâche reviendra aux services de la présidence sud-africaine, qui qualifiera alors la relation du président avec Graça de « sérieuse ». Doux euphémisme cachant à peine l'amour fou qui semble unir alors le couple, comme l'illustrent ces confidences que Mandela livre à son carnet intime après un bref séjour de sa bien-aimée en Afrique

du Sud : « Elle a vécu avec nous, comme d'habitude, jusqu'à son départ pour le Mozambique. Je ne peux pas décrire ma joie et mon bonheur d'être aimé par une femme aussi modeste, et pourtant si gracieuse et brillante. » Trop peut-être aux yeux de l'amoureux transi, qui peine aussi à dissimuler ses inquiétudes en suivant de loin les voyages à travers le monde de l'ambassadrice de l'ONU : « Je serai vraiment soulagé quand son contrat avec l'Unicef expirera et qu'elle pourra consacrer ses capacités hors du commun au peuple, notamment aux enfants du Mozambique. »

Cette liaison romantique contraste avec les relations à couteaux tirés que Mandela entretient durant la même époque avec son second vice-président, Frederik De Klerk. Du moins jusqu'au moment où les deux architectes de la « nouvelle Afrique du Sud » s'engagent publiquement à imprimer un « nouveau départ » à leurs relations, pour la plus grande satisfaction de l'ANC, qui, à l'automne 1995, remporte haut la main les premières élections municipales multiraciales de l'histoire du pays. Relation de cause à effet ? C'est à la suite de ce même scrutin, et après huit mois de boycottage de l'Assemblée constituante, que l'Inkatha accepte la main tendue par Nelson Mandela. Dans un but précis : le rétablissement de l'ordre au KwaZulu-Natal, l'une des régions les moins développées du pays, et où, depuis le début de l'année, la violence a fait près de 800 morts.

Moins de deux ans après son sacre électoral, Nelson Mandela l'admet : le bilan de son mandat reste mitigé. Certes, beaucoup de progrès ont été accomplis, mais le chemin vers une vie meilleure est encore long. Une large majorité des Sud-Africains noirs ne manquent d'ailleurs pas de le lui rappeler régulièrement, lorsqu'ils s'impatientent de la lenteur des changements économiques et sociaux qu'on leur avait promis. À l'exemple du vaste programme de redéveloppement, présenté par l'ANC comme le remède miracle pour améliorer le sort des populations pauvres, mais qui au final devra être revu et corrigé ; ou de ces promesses non tenues de réaliser 1 million de nouveaux logements (il en sera construit seulement

15000), d'apporter l'eau courante à 1 million de personnes et de fournir l'électricité à plus de 2 millions de Sud-Africains qui en étaient toujours dépourvus. Pis, il y a aussi cette crise de confiance qui secoue l'économie du pays, plongé dans la rigueur. Certes, avec la nouvelle Constitution qu'il a paraphée en décembre 1996, Mandela a définitivement tourné la page de l'apartheid, mais le pays reste encore confronté à des inégalités criantes. Et pourtant, il ne l'ignore pas non plus, sa patrie produit, à elle seule, quatre fois plus de richesses que la dizaine d'autres États de la zone australe du continent. L'Afrique du Sud peut à ce titre se considérer comme une superpuissance régionale, statut dont ne doutent pas les nombreux immigrés venus des pays limitrophes, et pour lesquels l'ex-bastion blanc est devenu l'eldorado du continent. Ces ressources sont-elles suffisantes pour relancer la machine économique ? Le gouvernement de Mandela l'espère et peut en tout cas se vanter d'avoir su jusque-là éviter l'affrontement général que des âmes charitables lui ont annoncé.

Cela étant, le chef de l'État s'interroge : doit-il envisager de passer la main ?

¹- Cité dans *Jeune Afrique*, 2 mars 2009.

Une semi-retraite

Partir, rester ? Son entourage lui déconseille de démissionner, insistant pour qu'il poursuive son mandat jusqu'à son terme, c'est-à-dire en 1999. Mandela finit par se rallier à ce point de vue, mais il tient aussi à annoncer publiquement qu'il quittera ses fonctions à l'issue de ce mandat. Son successeur ? Le chef historique de l'ANC ne fait pas mystère de son choix personnel : il déclare son soutien à son vice-président Thabo Mbeki. Une position que l'ANC, réuni pour sa cinquantième conférence nationale, officialisera en décembre 1997. Ce jour-là, vêtu d'un simple tee-shirt de l'organisation, « Madiba » en profite pour faire ses adieux aux militants présents. Un rare moment d'émotion rythmé par des chants et des danses et agrémenté par un discours dans lequel le héros de la lutte contre l'apartheid exprime son souhait le plus cher : que les transformations accomplies sur le plan racial dans le domaine politique trouvent leur prolongement dans le domaine économique. Il demande aussi aux Sud-Africains de faire preuve d'un « nouveau patriotisme », avant de confier sa foi en une « renaissance africaine » fondée sur la « réelle émancipation politique, économique et culturelle du continent »...

Quelques semaines plus tôt, Frederik De Klerk, lui aussi, a annoncé son départ de son poste de second vice-président, moins par désaccord avec la politique du gouvernement d'unité nationale que par usure : après dix-huit ans passés sans interruption au pouvoir, le chef du Parti national aspire à une existence plus tranquille. Il se retirera dans sa ferme près de Paarl, en compagnie de sa nouvelle épouse, prénommée Elita. L'occasion pour Mandela de saluer le rôle essentiel de son prédécesseur dans la transformation du pays.

À l'image de l'homme avec qui il a partagé le prix Nobel de la paix, le semi-retraité Mandela a bien l'intention lui aussi de consacrer davantage de temps à sa vie privée. Sa vie familiale, il admet l'avoir toujours sacrifiée au combat politique qui l'animait. Non sans se poser encore et encore cette éternelle question : « Ai-je bien choisi en plaçant le bien-être du peuple avant celui de ma propre famille ? » Cette interrogation, il s'en souvient encore, avait pris une dimension pathétique dans les semaines qui avaient suivi l'annonce de la disparition de sa mère : « La mort de sa mère amène chaque homme à se retourner sur son passé et à faire le bilan de sa vie. Les difficultés et la pauvreté qu'avait connues ma mère m'amènèrent à me demander une nouvelle fois si j'avais pris le bon chemin. Pendant longtemps, ma mère n'avait pas compris mon engagement dans la lutte. » Jusqu'au moment où celle-ci avait apporté un soutien indéfectible à l'« animal politique » qu'était devenu son fils. Mandela ajoute : « En Afrique du Sud, il est difficile pour un homme d'ignorer les besoins du peuple, même aux dépens de sa famille. » Cette conviction profonde ne diminuera en rien le sentiment de tristesse qu'il ressentait.

Son bonheur, Nelson Mandela a décidé de le partager désormais avec ses enfants et petits-enfants. Si possible au moment des vacances scolaires, qui permettent à la petite troupe de se retrouver à Qunu, le village qui l'a vu grandir. Et où, on le sait, il a fait construire une vaste et confortable demeure. Également présente, Graça Machel, avec laquelle il convole enfin et officiellement en justes noces le samedi 18 juillet 1998. La date n'a pas été choisie au hasard : il fête ce jour-là ses quatre-vingts ans. Le couple a opté pour une cérémonie civile célébrée par le juge principal de Johannesburg, qui fera le déplacement jusqu'à la demeure personnelle de Mandela à Houghton. À l'heure dite, le chef de l'État a revêtu une chemise à motifs d'or, alors que Graça porte une longue robe blanche de style élisabéthain, avec de larges manches bouffantes. Autour d'eux, la parenté et de nombreux amis devant lesquels, quelques heures plus tôt, Nelson et Graça ont reçu les bénédictions d'un grand rabbin,

d'un cheikh musulman et d'un évêque méthodiste. Ce dernier religieux était assisté de Desmond Tutu. Les nouveaux mariés annoncent que leur vie continuera comme avant : lui vivant en Afrique du Sud, elle au Mozambique, son pays natal, où elle a bien l'intention de poursuivre ses activités sociales sous son nom habituel, et d'où elle pourra s'envoler pour des destinations plus lointaines dans le cadre de conférences internationales. Son activité auprès de l'ONU ne relève toujours pas de la sinécure, à en croire le tendre contenu d'une lettre que Mandela lui adresse alors : « Perdre ton bagage, surtout en partant pour l'étranger, a dû être une expérience éprouvante. Je préfère ne pas penser à tes soucis et aux inconvénients que tu as dû subir parmi des étrangers dans un pays lointain. Heureusement, tu ne m'en as parlé qu'à la fin de ta visite, et ma détresse a été atténuée par le fait de savoir que tu repartirais bientôt rejoindre les enfants. » Pour le reste, on l'aura compris, tous deux poursuivront la ronde des allers-retours réguliers pour se retrouver...

En attendant, c'est au Gallagher Convention Centre, le palais des congrès et à l'occasion centre de conférences internationales ultrasophistiqué du quartier Midrand, que les nouveaux mariés sont attendus : plus de 2000 invités sont venus les féliciter et assister à un autre grand moment d'émotion, celui qui voit Madiba souffler les 80 bougies du gâteau géant confectionné pour la circonstance. Puis ce sera au tour des stars américaines d'honorer le héros de la soirée. Parmi elles, Michael Jackson et Stevie Wonder, stars mondiales de la variété, et Danny Glover, le célèbre complice de Mel Gibson dans *L'Arme fatale*. Le lendemain, les nouveaux mariés n'ont que le temps de faire leurs bagages pour s'envoler ensemble vers une destination lointaine : l'Amérique du Sud. Une visite d'État qui les emmènera au Brésil puis en Argentine. Leur lune de miel, elle, attendra leur retour, avec un voyage privé à Qunu.

C'est en juin 1999 que Nelson Mandela laisse officiellement sa place à Thabo Mbeki. Âgé de presque cinquante-sept ans, successeur désigné par le chef historique

de l'ANC, celui-ci n'a guère eu à mouiller sa chemise pour convaincre les électeurs qui l'ont élevé au poste suprême. Lors de la passation de pouvoir, Mbeki rend d'abord un vibrant hommage à son illustre prédécesseur, le fondateur de l'Afrique du Sud moderne. Il n'est pas le seul : dans une rare unanimité, d'autres prêtent leur voix à un émouvant concert de louanges qui n'est pas sans embarrasser le véritable héros du jour. « J'ai joué mon rôle, et je ne demande qu'à me fondre dans l'obscurité », tient-il d'ailleurs à souligner dans l'enceinte de l'Assemblée nationale sud-africaine, où les parlementaires lui adressent des adieux en musique.

Au soir d'une existence vouée à la liberté, Nelson Mandela n'en a pas terminé pour autant sa vie politique. En décembre 1999, à la demande du secrétaire général des Nations unies et des chefs d'État de l'Afrique des Grands Lacs (Burundi, Congo, Ouganda et Rwanda), le voilà qui endosse le costume de médiateur afin de relancer le processus de paix du Burundi. Ce pays est ravagé depuis plusieurs années par une guerre civile opposant Hutus et Tutsis, que Mandela, avec beaucoup de patience, réussira à faire asseoir à la même table de négociations. Sa façon de démontrer, si besoin était, son poids international, mais aussi de faire entendre une fois encore ses convictions, selon lesquelles il existe des solutions africaines aux problèmes africains. Avec parfois des succès, mais aussi, et ce sera le cas le plus fréquent au cours des années suivantes, au Timor et au Soudan par exemple, avec des résultats mitigés.

Quelques mois plus tard, c'est en Europe que l'ex-président est accueilli. Ce voyage lui donne l'occasion de « vendre » l'image de la nouvelle Afrique du Sud à une Union européenne prête à confirmer son rôle de premier partenaire économique de son pays, mais aussi sensible aux valeurs humanistes défendues par Mandela. À Paris, celui-ci est reçu avec des égards tout particuliers par Jacques Chirac, le président de la République : voiture escortée par un escadron de gendarmes à moto, tapis rouge sur les marches du palais de l'Élysée, garde républicaine au garde-à-vous. Puis c'est un

entretien d'une quarantaine de minutes, au cours duquel les deux hommes évoqueront des projets économiques entre la France et l'Afrique du Sud. Mandela en profite-t-il pour parler de l'interminable enquête menée par la police hexagonale sur l'assassinat de Dulcie September, survenu onze ans plus tôt à Paris ? C'est peu probable : le dossier de cette militante politique sud-africaine peine alors à sortir de l'inertie judiciaire. Quelques mois plus tard, ce sera à Lionel Jospin, le Premier ministre socialiste de Jacques Chirac, de rendre la politesse en se déplaçant en Afrique du Sud. L'occasion pour le futur candidat malheureux à l'élection présidentielle française de 2002 de visiter la prison de Robben Island, et d'offrir à son célèbre ancien prisonnier un authentique sabre de 1789... Si la rencontre se veut conviviale, Lionel Jospin n'ira pas jusqu'à oser la plaisanterie qui fait alors fureur dans les couloirs de l'Assemblée nationale hexagonale, devinette à la fois simple et cruelle pour la classe politique tricolore : « La différence entre Nelson Mandela et un homme politique français ? » Réponse : « C'est *avant* d'être élu que Mandela a fait de la prison... »

Pendant ce temps-là, en Afrique du Sud, c'est à une forme de jeu que se préparent les leaders des deux principaux partis politiques du pays, l'ANC et le Parti national, ennemis depuis toujours : celui de leur mariage ! Une union officiellement scellée à l'automne 2001, et dont l'objectif est alors de permettre à l'ANC de diriger la seule des neuf provinces du pays qui échappe encore à son contrôle. De son côté, le Parti national trouvera son compte dans l'opération avec l'accession du représentant de l'aile gauche de son mouvement, le métis Peter Marais, au poste de Premier ministre de la province du Cap. Jusqu'au jour en tout cas où l'homme politique sera rattrapé par plusieurs affaires politico-judiciaires...

Pour Nelson Mandela, cette péripétie anecdotique ne pèse rien à côté d'autres sources d'inquiétude d'ordre personnel, comme ce cancer de la prostate qui lui vaudra bientôt un traitement par radiothérapie. Puis d'autres d'une nature, à ses yeux, plus dramatique ; la pandémie de sida dans son pays en

fait partie. C'est elle qui va le remettre sous les feux de l'actualité malgré lui. Nous sommes alors en janvier 2005, et l'ancien président, visiblement meurtri, tient à faire lui-même l'annonce du deuil qui le frappe : son fils Makgatho, né de son union avec sa première épouse Evelyn Mase et alors âgé de cinquante-quatre ans, vient de mourir des suites de complications liées à la maladie. Pour la circonstance, le prix Nobel de la paix 1993 a réuni plusieurs membres de sa famille à son domicile de Johannesburg, où seront convoqués quelques heures plus tard les représentants des plus grands journaux sud-africains. Mandela ne l'ignore pas, sa conférence de presse détonne avec la discrétion, pour ne pas dire le secret, qui entoure en général l'annonce des décès liés à la terrible maladie. Il est vrai aussi que, jusqu'alors, son successeur aux affaires, Thabo Mbeki, n'a guère fait en sorte de dissiper le tabou qui plane sur le sida ; pis, il s'est laissé aller à contester publiquement le fait que le VIH était l'agent pathogène responsable du sida ! Vingt ans après la découverte du virus et la mise en place d'un traitement de la pandémie par des antirétroviraux, Mandela estime qu'il s'agit là d'un non-sens incompréhensible, voire d'une faute politique. Il tient en ce jour de 2005 à contredire cette attitude à sa manière, en parlant publiquement du sida, afin de montrer qu'il s'agit à la fois d'une maladie normale et d'un problème majeur. Il faut s'y attaquer à l'échelle mondiale, ainsi qu'il le souligne encore avec force dans l'un de ses carnets personnels publiés en 2010. Avant de prévenir : « Une épidémie du sida détruirait ou retarderait la croissance économique à travers le monde. Il faut une stratégie planifiée au niveau mondial. »

On l'a compris, l'icône africaine n'a pas l'intention de s'arrêter là. Surtout après la lecture du rapport établi par un organisme officiel (Stats SA) présentant le sida comme « l'une des principales causes de décès » chez les Sud-Africains âgés de quinze à cinquante ans. Le même rapport chiffre à plus de 5 millions le nombre de personnes touchées par la pandémie, soit un habitant sur neuf. Pour Nelson Mandela, qui a décidé de faire de la lutte contre l'épidémie son dernier combat en se servant entre autres de sa stature morale irréprochable, il est

impératif de trouver des sources de financement innovantes, à l'exemple de la taxe sur les billets d'avion initiée par la Grande-Bretagne et la France. Il préconise également l'élargissement de l'accès aux médicaments. Autant de messages que Barbara Hogan, la future ministre de la Santé sud-africaine, recevra cinq sur cinq en 2008 en prenant ses distances avec son prédécesseur, pour lequel les traitements contre le sida devaient d'abord être constitués à base d'ail et de betteraves à peine arrosés d'huiles essentielles...

Un jour de juin de cette même année 2008, Nelson Mandela, lui, fait le voyage jusqu'à Londres, où plusieurs dizaines de milliers d'admirateurs tiennent à fêter son quatre-vingt-dixième anniversaire. Le prétexte à un concert géant offert au stade de Wembley, diffusé dans une soixantaine de pays, et dont les vedettes s'appellent Will Smith, Simple Minds, Peter Gabriel, Sting, Dire Straits, Jessye Norman, Eric Clapton, et surtout la jeune Tracy Chapman, alors inconnue du grand public, mais que Nelson Mandela tient à remercier avec une chaleur toute particulière. Parce que, de son propre aveu, la jeune Noire américaine l'intrigue, mais peut-être aussi parce qu'elle réussit à lui offrir ce jour-là un pur moment de grâce avec son interprétation de *Talkin' bout a Revolution*. Puis c'est au tour de Mandela de monter sur la scène du Wembley Stadium, où son arrivée est accompagnée d'une clameur immense et d'une charge émotionnelle d'une rare intensité. À lui désormais d'appeler l'assistance – essentiellement composée de jeunes gens – à reprendre le flambeau de ses combats, contre la maladie et l'oppression à travers la planète. Avant d'exhorter les riches à aider les pauvres du monde entier.

Changement de lieu et de décor l'année suivante, à l'heure de fêter son quatre-vingt-onzième anniversaire. Pour l'occasion, l'ex-président a en effet souhaité marquer le coup, mais cette fois au Cap, où le chanteur Michael Jackson a spécialement fait le déplacement afin de célébrer l'événement dans la plus stricte intimité. Ou presque : lorsqu'on s'est soi-même surnommé *the King of Pop* (le « roi de la pop »),

difficile de passer inaperçu. À quelques milliers de kilomètres de là, d'autres artistes tiennent au même moment à honorer le prix Nobel de la paix en offrant au Radio City Music Hall, à New York, un concert caritatif devant un public conquis. Le point d'orgue d'une campagne de collectes de fonds portant le numéro 46664, en mémoire du matricule de l'ancien prisonnier politique, désormais considéré comme le chiffre emblématique de la lutte contre le sida. Parmi les autres vedettes venues saluer l'homme d'État légendaire, les chanteurs Aretha Franklin, Stevie Wonder et Carla Bruni-Sarkozy, ainsi que les célèbres comédiens Forest Whitaker, Susan Sarandon et Matt Damon.

Visiblement aux anges, le premier président noir d'Afrique du Sud n'en reste pas moins un citoyen vigilant aux récents changements intervenus dans son pays : trois mois plus tôt, plus de 23 millions de ses concitoyens, de toutes origines, se sont rendus aux urnes, afin de choisir librement leur prochain gouvernement. Attendue, la victoire d'une figure populaire et controversée de l'ANC, Jacob Zuma, qui, lors de son investiture, s'engage à travailler encore et encore à une réconciliation nationale tardant à entrer dans les faits, avant de promettre de poursuivre l'œuvre du « père de la libération » de l'Afrique du Sud.

Celui-ci verra-t-il l'un de ses derniers rêves devenir réalité ? Malgré son grand âge, Nelson « Madiba » Mandela l'espère d'autant plus qu'il a été l'un des principaux artisans de la désignation de l'Afrique du Sud pour organiser un nouvel événement planétaire : le Mondial de football, qui s'y déroulera l'été suivant. Se remémorant la fameuse Coupe du monde de rugby de 1995, il imagine déjà comment cette messe du ballon rond pourra souder encore davantage les sentiments patriotiques de sa jeune démocratie, par-delà origines, couleurs et religions. Un pari finalement réussi pour celui qui bravera le froid de l'hiver austral pour assister, en juillet 2010, à la cérémonie de clôture d'un Mondial à tous points de vue exemplaire.

Ce jour-là, au pays des « Bafana Bafana », c'est à bord d'une voiturette que le héros sud-africain accompagné de sa femme Graça débarque sur la pelouse du stade Soccer City, à Johannesburg. Habillé d'un épais manteau noir et coiffé d'une chapka, le voici commençant un petit tour du terrain sous l'acclamation de dizaines de milliers de fans. D'un geste prolongé de la main et tout sourires, il les remercie. De l'avis de nombreux observateurs présents, il ne fait aucun doute que l'icône absolue de la réconciliation vole alors la vedette à la célèbre chanteuse colombienne Shakira, dont les déhanchements avaient précédé son arrivée. Sa présence est restée incertaine durant de longues heures, en raison du décès de l'une de ses arrière-petites-filles, âgée de treize ans, victime d'un accident de la route après avoir assisté au concert organisé à la veille de la Coupe du monde. Une disparition tragique pour celui qui s'est promis de consacrer à ses nombreux petits-enfants et arrière-petits-enfants le temps qu'il n'a jamais eu à consacrer à ses propres enfants.

Les apparitions publiques du patriarche, épuisé par l'âge, se font désormais rares. Trop rares, au goût de ses inconditionnels, qui s'émeuvent à chaque rumeur sur la dégradation de sa santé, voire sur l'annonce de sa fin : ainsi en janvier 2011, lorsque des messages postés sur le réseau social Twitter l'enterrent tout bonnement vivant. Et alors que l'ancien président se trouve en vacances au Cap... Autant d'informations « infondées » auxquelles sa famille s'empresse d'apporter régulièrement des démentis catégoriques. À l'image de cette déclaration de son petit-fils, Mandla Mandela, soulignant au seuil de l'hiver 2010 la bonne forme de son illustre aïeul, dont, toujours selon lui, « le sens de l'humour vieillit comme le bon vin ». Une façon d'apaiser les inquiétudes d'une Afrique du Sud par ailleurs frappée de plein fouet par la crise financière mondiale ? Probablement, car dans ce pays exceptionnel à plus d'un titre, la légende vivante qu'est Nelson Mandela continue à incarner encore et toujours les espoirs de tout un peuple.

ANNEXES

Annexe A

Repères chronologiques

18 juillet 1918

Naissance de Nelson Rolihlahla Mandela à Mvezo Komkhulu, petit village situé dans le district d'Umtata, la capitale du Transkei. Son père, Gadla Henry Mphakanyiswa, y est un chef des Thembus, du groupe des Xhosas (« peuple rouge »), la plus importante ethnie après les Zoulous. Sa mère, Nosekeni-Fanny, est la quatrième épouse de Gadla.

1920

La famille Mandela s'installe à Qunu, dans la même région.

1925

Scolarité chez des missionnaires anglo-saxons.

1927

Après le décès prématuré de son père, l'éducation du garçon est confiée au régent du royaume, Jongintaba, résidant à Mqhekezweni, alors capitale du Thembuland.

1934

Initiation de l'adolescent par la circoncision, à l'issue de laquelle celui-ci s'écrie *Ndiyindoda* ! (« Je suis un homme »). Entrée en classe de quatrième au Clarkebury Boarding Institute, où il décroche le *Junior Certificate*, son brevet.

1937

Inscription au collège de Healdtown, près de Fort Beaufort, situé à 250 km de son village natal.

1939

Admission à l'université pour Noirs de Fort Hare, à Alice, ville du Cap-Oriental. Il y étudie l'anglais, les sciences politiques et l'anthropologie. Dans le même établissement seront formés tous les autres futurs leaders de la lutte contre la ségrégation raciale : Oliver Tambo, Robert Sobukwe, Mangosuthu Buthelezi, Robert Mugabe.

1940

Mandela est désigné pour siéger au Conseil représentatif des étudiants (CRE) de Fort Hare. L'ambition de l'étudiant est alors de devenir interprète au ministère des Affaires indigènes.

1941

Chassé de l'université après avoir claqué la porte du CRE, Mandela retrouve son tuteur, le régent du Thembuland, qui organise un mariage arrangé à son intention. Refusant l'union proposée, le jeune homme s'enfuit pour Johannesburg, où il s'inscrit à des études par correspondance auprès de l'université d'Afrique du Sud, avant d'intégrer l'université du Witwatersrand. Il occupe dans le même temps un poste de gardien sur le carreau d'une mine d'or de Crown Mines, puis devient stagiaire dans un cabinet d'avocats blancs dirigé par Lazar Sidelsky.

1943

Inscription à l'université du Witwatersrand, où il décrochera un LLB, diplôme en droit. Il rejoint l'African National Congress (ANC), parti créé en 1912 par la bourgeoisie noire d'Afrique du Sud.

1943

Encouragé par des amis communistes et des militants de l'ANC, il participe à sa première manifestation : le boycottage des bus d'Alexandra, la ville où il réside. Rencontre avec Anton Lembede, intellectuel d'origine zouloue.

1944

En compagnie d'Oliver Tambo et de Walter Sisulu, Mandela crée la Youth League (Ligue de la jeunesse), liée à l'ANC. La même année, il épouse Evelyn Ntoko Mase, une infirmière dont il divorcera quelques années plus tard. Entre-temps sont nés quatre enfants : Thembekile, *alias* « Thembi », qui se tuera en voiture en 1969 ; Makaziwe, qui disparaîtra à l'âge de neuf mois ; Makgatho, décédé des suites du sida en 2005 ; et Makaziwe.

1946

Le couple Mandela emménage à Orlando Ouest, l'un des futurs quartiers de Soweto, banlieue de Johannesburg. À la tête de la Ligue de la jeunesse, Mandela participe activement à la grande grève des mineurs noirs, puis à la campagne de désobéissance civile organisée par des Indiens.

1947

Mandela est élu secrétaire national de la Ligue de la jeunesse et devient membre du bureau exécutif de l'ANC du Transvaal.

1948

Arrivée au pouvoir du Parti national, formation résolument raciste. Avec lui, c'est l'instauration officielle de l'apartheid. Au cours des mois suivants sont mises en place des lois allant de l'interdiction des mariages mixtes à la définition d'habitats séparés répartissant racialement les zones urbaines de résidence, en passant par la suppression du droit de grève et l'interdiction du Parti communiste sud-africain. Sous le choc, Mandela se fait nommer à la direction nationale de l'ANC.

1950

L'ANC organise une journée de protestation après l'assassinat d'une quinzaine d'Africains et le vote de la loi

interdisant le Parti communiste sud-africain.

1951

Mandela est élu président de la Ligue de la jeunesse.

1952

Mandela est élu président de la section ANC du Transvaal et vice-président de l'ANC. À ce titre, il annonce le début de la *Defiance Campaign* (« campagne de défiance ») contre les lois iniques et « diaboliques » de l'apartheid. Arrestation et condamnation à neuf mois de prison. Lui sont reprochés son non-respect des lois de l'apartheid et ses amitiés avec des activistes marxistes. Au bout de quelques mois, il est remis en liberté mais placé sous surveillance. Associé à Oliver Tambo, il ouvre à Johannesburg le premier cabinet d'avocats pour la défense des Noirs.

1953

Mise en place par le pouvoir blanc de nouvelles lois répressives.

1955

Quatre mois après la déportation des habitants de Sophiatown, considéré comme un foyer de « rebelles antiapartheid », à Soweto, l'ANC rend publique sa « Charte de la liberté », manifeste politique antiapartheid.

1956

Mandela et une centaine de ses compagnons sont sommés de s'expliquer devant les tribunaux pour faits de « trahison », assimilés à un crime. En vain : tous seront acquittés à l'issue d'un procès-fleuve qui s'achèvera cinq ans plus tard...

1958

Mariage avec Winnie Madikizela, personnalité au caractère entier. Deux filles verront le jour : Zenani (« Zeni ») et Zindziswa (« Zindzi »).

1960

La police ouvre le feu sur une manifestation qui se déroule à Sharpeville. Bilan : 69 morts et 200 blessés. Dans la foulée, l'ANC est interdit. Pour Mandela, c'est l'occasion d'organiser des campagnes de protestation contre le *pass*, carnet signalétique obligatoire pour les Noirs, et de suggérer la création d'une organisation militaire chargée de la lutte armée.

1961

Après son acquittement au procès de Pretoria, Mandela est désigné à la tête du haut commandement de l'organisation Umkhonto we Sizwe (le MK, branche armée de l'ANC), ce qui le contraint désormais à la clandestinité.

1962

Arrestation de Mandela à son retour d'un périple qui l'a conduit dans plusieurs États africains, au Maghreb et en Grande-Bretagne. Verdict du tribunal : cinq ans d'emprisonnement pour incitation à la grève et déplacement illégal à l'étranger.

1963

Alors qu'il est en détention sur Robben Island, au large du Cap, Mandela est à nouveau inculpé pour complots et actes de sabotage.

1964

À l'issue de son procès, Mandela est condamné à la détention à vie, peine qu'il devra purger sur l'île-prison de Robben Island.

1973

Le pouvoir blanc offre à Mandela une libération conditionnelle, en échange de son renoncement à toute activité politique. Refus catégorique du leader de l'ANC.

1975

Commence l'écriture de son autobiographie, dont le manuscrit sortira clandestinement de Robben Island quelques mois plus tard. Contrairement à ses attentes, l'ouvrage ne sera publié qu'en 1994, sous le titre *Un long chemin vers la liberté*.

1982

Après avoir contracté la tuberculose, Mandela est transféré à la prison de Pollsmoor, près du Cap, d'où il assiste à la mise en place d'une nouvelle Constitution discriminatoire. De sa cellule, il encourage plusieurs campagnes de protestation et de boycottages.

1985

Le pouvoir blanc réitère son offre de libération conditionnelle à Mandela, en échange d'un nouveau renoncement, cette fois à la violence. Même refus catégorique du prisonnier politique.

1986

Face aux protestations internationales et aux sanctions économiques infligées par de nombreux États occidentaux, le pouvoir politique sud-africain décide d'abolir les lois sur le *pass*.

1988

Devenu la figure emblématique de la résistance noire, Mandela est placé en résidence surveillée à proximité de la prison Victor-Verster, à Paarl, non loin du Cap. À l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, un concert pop géant lui est offert au stade de Wembley, à Londres.

1989

Après la démission de Pieter Botha, Frederik De Klerk devient président de l'Afrique du Sud. Parmi ses premières décisions, la libération de plusieurs prisonniers politiques. Début d'une série de 22 rencontres entre Mandela et les autorités.

11 février 1990

Après vingt-sept ans et cent quatre-vingt-dix jours de captivité, le prisonnier le plus célèbre du monde est libéré sans condition. L'ANC et le Parti communiste sud-africain sont légalisés.

1991

Le gouvernement sud-africain demande l'abolition de la loi sur l'habitat séparé et de la loi sur les terres indigènes. Au même moment, Mandela est élu à la présidence de l'ANC, qui, comme le PC, vient d'être légalisé.

1992

Le gouvernement De Klerk poursuit ses négociations avec l'ANC, jusqu'au jour où Mandela décide de cesser ces discussions à la suite d'événements tragiques. Parmi eux, celui du massacre survenu dans le township de Boipatong (46 victimes).

1993

Reprise des négociations, qui aboutissent à un accord sur la date d'élections au suffrage universel. De Klerk et Mandela envisagent la formation d'un gouvernement d'unité nationale. À l'automne, tous deux sont désignés pour se partager le prix Nobel de la paix.

27 avril 1994

Après des élections générales multiraciales, Mandela devient le premier président noir d'Afrique du Sud. Son investiture se déroule le 10 mai suivant devant une foule de 150000 personnes, dont 5000 VIP. Parmi ces derniers, une quarantaine de chefs d'État. Ses deux vice-présidents sont Thabo Mbeki et Frederik De Klerk.

1995

Première visite de la reine Elizabeth II d'Angleterre et du pape Jean-Paul II en Afrique du Sud. Entre-temps, la nation « arc-en-ciel » a remporté la Coupe du monde de rugby grâce aux « Springboks » et à sa nouvelle équipe « mixte ».

1996

Adoption du projet d'une nouvelle Constitution définitive, ratifiée par la Cour constitutionnelle.

1997

Mandela démissionne de la présidence de l'ANC pour faciliter la tâche de son dauphin désigné, Thabo Mbeki.

Juillet 1998

Après sa séparation six ans plus tôt et leur divorce prononcé en 1996 d'avec la fougueuse et très controversée Winnie, Mandela épouse Graça Machel, la veuve du premier président du Mozambique. La cérémonie coïncide avec son quatre-vingtième anniversaire.

1999

Élection à la présidence de la République, mais sans vote, car il était le seul candidat, de Thabo Mbeki.

2001

Mandela annonce publiquement être atteint d'un cancer de la prostate.

2005

Mandela révèle publiquement le décès de son fils Makgatho des suites du sida. Il annonce aussi son engagement entier dans la lutte contre cette maladie à travers la fondation qui porte son nom.

2007

Mandela assiste à Mvezo, son village natal, aux cérémonies rganisées en l'honneur de son petit-fils, Mandla, nommé à la fonction de chef du conseil traditionnel.

2009

Élection de Jacob Zuma (ANC) à la présidence de la République sud-africaine. La date anniversaire de Mandela (18 juillet) est consacrée par l'ONU comme le *Nelson Mandela Day*.

2010

Mandela est le héros d'*Invictus*, film réalisé par Clint Eastwood, et dans lequel l'acteur Morgan Freeman campe son personnage. Quelques mois plus tard se déroule en Afrique du Sud le Championnat du monde de football. Le 11 juillet, l'icône de la lutte antiapartheid y fait une apparition publique lors de la cérémonie de clôture.

Annexe B

Discours de Nelson Mandela prononcé le 10 mai 1994 à Pretoria à l'occasion de son investiture à la présidence de la République d'Afrique du Sud

Majestés, Altesses, invités distingués, camarades et amis.

Aujourd'hui, nous tous, par notre présence ici aujourd'hui, et par nos célébrations dans d'autres régions du pays et du monde, nous glorifions cette liberté qui vient de naître, et dans laquelle nous mettons tous nos espoirs.

De l'expérience d'un désastre humain inouï qui a perduré trop longtemps, doit naître une société qui sera la fierté de l'humanité.

Nos actes quotidiens d'Africains du Sud doivent susciter une véritable réalité sud-africaine qui renforcera la foi de l'humanité en la justice, confirmera sa confiance en la noblesse de l'âme humaine, et maintiendra tous nos espoirs en une vie harmonieuse pour tous.

Tout ceci, nous le devons à nous-mêmes, mais aussi aux peuples du monde entier qui sont si bien représentés ici, aujourd'hui.

À mes compatriotes, je dis sans hésiter que chacun d'entre nous est intimement enraciné à la terre de ce pays magnifique, tout comme le sont les célèbres jacarandas de Pretoria et les mimosas de la savane.

Chaque fois que l'un de nous touche le sol de ce pays, il ressent un profond sentiment de bonheur et d'exaltation. L'humeur nationale change avec les saisons. Nous sommes transportés de joie et d'euphorie lorsque l'herbe verdit et que les fleurs s'ouvrent.

Cette sensation spirituelle et physique, que nous partageons tous avec notre patrie commune, explique l'intensité de la souffrance que nous avons tous vécue dans nos cœurs lorsque notre pays a été déchiré par un conflit terrible, et lorsque nous l'avons vu rejeté, proscrit et isolé par les peuples du monde entier, précisément parce qu'il était devenu le symbole d'une idéologie pernicieuse du racisme et de l'oppression raciale.

Nous, peuple d'Afrique du Sud, sommes aujourd'hui comblé de voir que l'humanité nous accueille à nouveau en son sein, et que nous, les hors-la-loi d'hier, avons aujourd'hui le privilège rare d'accueillir sur notre sol toutes les nations du monde.

Nous remercions nos distingués invités internationaux d'être venus partager, avec notre peuple, ce qui est, après tout, une victoire commune pour la justice, la paix et la dignité humaine.

Nous sommes convaincus que vous continuerez à vous tenir à nos côtés quand nous relèverons les défis de la construction de la paix, de la prospérité, de la démocratie, et que nous nous attaquerons au sexisme et au racisme.

Nous apprécions infiniment le rôle joué par notre peuple et leurs dirigeants politiques, démocratiques, religieux, femmes, jeunes, entreprises traditionnelles et autres pour atteindre ce but. Parmi eux, et non le moindre, se trouve l'un de mes deux vice-présidents, Frederik Willem De Klerk.

Nous aimerions aussi rendre hommage à nos forces de sécurité, tous rangs confondus, pour le rôle éminent qu'elles ont joué dans la protection de nos premières élections démocratiques et la transition vers la démocratie, malgré des forces sanguinaires qui refusent toujours de croire en la lumière.

Le temps de soigner les blessures est venu.

Le temps de combler les fossés qui nous séparent est venu.

Le temps de construire ensemble est venu.

Nous avons enfin accompli notre émancipation politique. Nous nous engageons à libérer notre peuple de l'asservissement lié à la pauvreté, à la privation, à la souffrance, au sexisme et à toutes les autres discriminations.

Nous avons réussi à franchir le dernier pas vers la liberté dans des conditions de paix relative. Nous nous engageons à construire une paix totale, juste et durable.

Nous avons réussi à insuffler l'espoir dans le cœur de millions de nos concitoyens. Nous prenons l'engagement de bâtir une société dans laquelle tous les Sud-Africains, qu'ils soient blancs ou noirs, pourront marcher la tête haute, sans ressentir de crainte au fond de leur cœur, assurés de leur droit inaliénable à la dignité humaine. Une nation arc-en-ciel, en paix avec elle-même et avec le monde.

Afin de prouver sa volonté de changement dans notre pays, le nouveau gouvernement transitoire d'unité nationale examinera, parce qu'il s'agit là d'une urgence, la question de l'amnistie concernant plusieurs catégories de compatriotes actuellement emprisonnés.

Nous dédions ce jour à tous les héros, hommes et femmes, de ce pays et du reste du monde qui se sont dévoués, sacrifiés ou qui ont donné leur vie pour que nous puissions être libres. Leurs rêves sont devenus réalité. La liberté est leur récompense.

Nous nous sentons à la fois humble et fier de l'honneur et du privilège que le peuple d'Afrique du Sud nous a conféré en nous nommant premier président d'un gouvernement uni, démocratique, non raciste et non sexiste, afin de conduire notre patrie hors des ténèbres.

Nous sommes conscient que la route vers la liberté ne sera pas facile. Mais nous savons aussi qu'aucun de nous ne pourra réussir seul.

Nous devons donc agir ensemble, comme un peuple uni, pour réussir notre réconciliation nationale, pour construire une nation, pour la naissance d'un nouveau monde.

Que la justice soit la même pour tous !

Que la paix soit pour tous !

*Que le travail, le pain, l'eau et le sel soient disponibles
pour tous !*

*Que chacun d'entre nous sache que son corps, son esprit
et son âme ont été libérés afin qu'ils puissent s'épanouir
pleinement !*

*Que jamais, plus jamais ce magnifique pays ne puisse
revivre l'expérience de l'oppression des uns par les autres, ni
ne souffre à nouveau l'indignité d'être le paria du monde.*

Que la liberté règne !

*Que le soleil ne se couche jamais sur une réalisation
humaine aussi éclatante !*

Que Dieu bénisse l'Afrique !

Annexe C

Bibliographie

ADONIS, *Pour Nelson Mandela*, Gallimard, 1986.

ALVAREZ-PEREYRE, *Nelson Mandela : de la résistance à l'épreuve du pouvoir*, Desclée de Brouwer, 1997.

BARBIER (Jean-Claude), *L'Afrique du Sud après l'apartheid*, Kimé, 1991.

BENSON (Mary), *Nelson Mandela : the Man and the Movement*, Norton & Cie, 1994.

BREYTENBACH (Breyten), *Mouvoir*, Stock, 1983.

BRINK (André), *Sur un banc du Luxembourg*, Stock, 1982.

BULLIER (Antoine), *Apartheid : l'écriture d'une histoire, 1940-1990*, Palabres, 2003.

CALLINICOS (Luli), *Oliver Tambo : Beyond the Engeli Mountains*, David Philip, 2004.

CARLIN (John), *Der Sieg Des Nelson Mandela*, Herder Verlag, 2008 ; *Invictus*, Ariane, 2009.

CATEL (Patrick), *Nelson Mandela*, Heinemann Lib., 2009.

CESSOU (Sabine), *Johannesburg, la fin de l'apartheid : et après ?*, Autrement, 2007.

COHEN (David), *Nelson Mandela*, Sterling Publishing, 2010.

COQUEREL (Paul), *Afrique du Sud, l'histoire séparée*, Gallimard, 1992 ; *Les Afrikaners*, Complexe, 1992.

ELLEKE (Boehmer), *Nelson Mandela*, Sterling Pub., 2010.

GERVAIS-LAMBONY (Philippe), *L'Afrique du Sud*, Le Cavalier Bleu, 2010.

GREGORY (James), *Le Regard de l'antilope : Nelson Mandela, mon prisonnier, mon ami*, Laffont, 1996.

GROUSSON (Mathieu), *Nelson Mandela*, Bayard, 2008.

GUILOINEAU (Jean), *Nelson Mandela*, Plon, 1990 ; Payot, 2004.

HASELHORST (Antoinette), *Reflections on Nelson Mandela : Icon of Peace*, Reynolds & Hearn, 2010.

KELLER (Bill), *Mandela, le dernier héros du xxe siècle*, Table ronde, 2010.

LANG (Jack), *Nelson Mandela : leçon de vie pour l'avenir*, Académique Perrin, 2004.

LORY (Georges), *L'Afrique du Sud*, Karthala-RFI, 1998.

MALAM (John), *Release of Nelson Mandela*, Evan Brothers, 2008.

MANDELA (Nelson), *L'Apartheid* (avec Breyten Breytenbach), Minuit, 1985 ; *The Struggle Is My Life*, International Defence and Aid Fund, 1991 ; *Long Walk to Freedom*, Abacus, 1995 ; *Un long chemin vers la liberté*, Fayard, 1996 ; *Le temps est venu*, suivi de *Éveillez-vous à la liberté*, Points-Seuil, 2010 ; *Conversations With Myself*, Copyrighted Material, 2010 ; *Conversations avec moi-même*, La Martinière, 2010.

MANDELA (Winnie), *Une part de mon âme*, Seuil, 1986 ; *Ma part de vérité*, Continentales, 1994.

OREYE (Patricia d'), *Nelson Mandela, Goodbye Bafana*, Luc Pire, 2007.

RIDLEY (Sarah), *Nelson Mandela*, Franklin Watts Books, 2009.

SAMPSON (Anthony), *Nelson Mandela, la victoire*, L'Intelligent, 1999 ; *Nelson Mandela, un homme d'exception*, Jaguar, 2006.

SHONE (Rob), *Nelson Mandela, héros de la liberté africaine*, Oskar, 2009.

TADJO (Véronique), *Nelson Mandela : « Non à l'apartheid »*, Acte Sud, 2010.

TRAPIDO (Anna), *Hunger for Freedom : the Story of Food in the Life of Nelson Mandela*, Jacana Media, 2009.

Annexe D
Filmographie

Fictions

Mandela (1987)

Réalisateur : Philip Saville

Scénariste : Ronald Harwood

Acteurs : Danny Glover (dans le rôle de Nelson Mandela), Alfred Woodard, John Matshikiza, Tamp Mpofu, Priscilla Mundawarara, Mike Davey, Peter Joyce, Mbuso Pityana, Dudley Dickin, Andy Nimmo, Bryan MacKenzie, Julian Glover, Niel Nativel, Doug Wilson, Hans Woolfe, Warren Clarke

Mandela and De Klerk (1997)

Réalisateur : Joseph Sargent

Scénariste : Richard Wesley

Acteurs : Sidney Poitier (dans le rôle de Nelson Mandela), Michael Caine, Tina Lifford, Gerry Maritz, Ian Roberts, Ben Kruger, Jerry Mofokeng, Owen Sejake, André Jacobs, Tertius Meintjes, John Carson, David Fortune, Farouk Valley-Omar, Terry Norton, Bankole Omotoso

Goodbye Bafana (2007)

Réalisateur : Bille August

Scénaristes : Bille August, Greg Latter, Bob Graham, James Gregory

Acteurs : Dennis Haysbert (dans le rôle de Nelson Mandela), Joseph Fiennes, Diane Kruger, Patrick Lyster, Jessica Manuel, Faith Ndukwana, Terry Pheto, Leslie Mongezi, Zingizile Mtuzula, Mehboob Bawa, Shakes Myeko,

Sizwe Msutu, Khaya Sityo, Warrick Grier, Clive Fox, André Jacobs, Garth Breytenbach, Adrian Galley, Dan Robbertse

Invictus (2010)

Réalisateur : Clint Eastwood

Scénaristes : Anthony Peckham et John Carlin

Acteurs : Morgan Freeman (dans le rôle de Nelson Mandela), Matt Damon, Tony Kgoroge, Patrick Mofokeng, Matt Stern, Julian Lewis Jones, Adjoa Andoh, Marguerite Wheatley, Leleti Khumalo, Patrick Lyster, Penny Downie, Sibongile Nojila, Bonnie Henna, Shakes Myeko, Louis Minaar

Documentaires

Mandela : Son of Africa, Father of a Nation (1996)

Réalisateurs : Angus Gibson et Jo Menell

Scénariste : Bo Widerberg

Participants : Nelson Mandela, Winnie Mandela, F.W. De Klerk, Eugene Terre'Blanche

Nelson Mandela : le procès de Rivonia (2004)

Réalisateur : Pascale Lamche

Participants : Nelson Mandela, George Bizos, Ilse Fischer, Denis Goldberg, Arthur Goldreich, Johannes Greef, David Grobbelaar, Bob Hepple, Joel Joffe, Ahmed Kathrada, Gérard Ludi, Raymond Mhlaba, Andrew Mlangeni, Caroline Motsoaledi

Nelson Mandela, au nom de la liberté (2010)

Réalisateur : Joël Calmettes

Narrateur : Féodor Atkine

Participants : Nadine Gordimer, Desmond Tutu

Index

A

Aaronsohn (William), *61*

Ahtisaari (Martti), *221*

Arafat (Yasser), *221*

Astor (David), *97*

Autshumayo, *123*

Ayob (Ismail), *184*

B

Badenhorst (Piet), *137, 138, 139*
Barnard (Niel), *162, 176, 182, 189*
Begin (Menahem), *83*
Ben Bella (Ahmed), *95*
Bethell (Nicholas), *166*
Beyleveld (Piet), *66*
Bhutto (Benazir), *221*
Biko (Steve), *149, 150*
Bizos (George), *53, 153, 184*
Botha (Louis), *18*
Botha (Pieter), *162, 166, 169, 178, 188, 217*
Bourgois (Joëlle), *214*
Bourguiba (Habib), *93*
Brahimi (Abdelhamid), *95*
Bregman (Nat), *41*
Breytenbach (Breyten), *214*
Bruni-Sarkozy (Carla), *243*
Buthelezi (Mangosuthu), *211, 215*

C

Castro (Fidel), *221*

Cavada (Jean-Marie), *223*

Chapman (Tracy), *242*

Chiba (Laloo), *144*

Chirac (Jacques), *238*

Clapton (Eric), *242*

Clausewitz (Carl von), *82*

Clinton (Hillary), *221*

Coetsee (Kobie), *169, 171, 173, 189*

Cook (A.J.), *31*

D

Damon (Matt), *243*

Dash (Samuel), *166*

De Klerk (Frederik), *191, 193, 195, 196, 197, 209, 212, 216, 219, 222, 230, 234*

De Wet (Quartus), *117, 118, 120*

Dimbleby (Jonathan), *156*

Dumas (Roland), *206*

E

Eastwood (Clint), *226*

Elizabeth II, *221*

F

First (Ruth), *53, 66*

Fischer (Abram), *53*

Franklin (Aretha), *243*

G

Gabriel (Peter), *241*

Gaetsewe (John), *109, 116*

Gandhi, *52, 57*

Gibson (Mel), *236*

Glover (Danny), *236*

Gore (Al), *221*

Gregory (James), *161, 198*

H

Hardy (Barbara), *156*

Harmel (Michael), *42*

Harris (Cecil), *28*

Hartzenberg (Ferdinand), *217*

Hogan (Barbara), *241*

J

Jackson (Michael), 236, 242

Jongintaba, 22, 25, 26

Joseph (Helen), 66, *111*

Jospin (Lionel), 238

K

Kathrada (Ahmed), *102, 142, 160, 182, 194*

Kaunda (Kenneth), *30, 92*

King (Martin Luther), *6, 204*

Kodesh (Wolfie), *82*

Kruger (Jimmy), *148, 149*

L

Lembede (Anton), *46*

Lory (Georges), *214*

Luthuli (Albert), *66, 85*

M

Mabutho, 39

Machel (Graça), 228, 235

Maharaj (Mac), 143, 147

Malan (Daniel François), 49

Mandela (Gadla Henry Mphakanyiswa), 14

Mandela (Makaziwe), 47

Mandela (Makgatho), 47, 240

Mandela (Mandla), 245

Mandela (Nelson), 13, 14, 19, 20, 21, 26, 28, 30, 31, 33, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 45, 46, 47, 48, 52, 53, 55, 56, 57, 59, 60, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 97, 98, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 110, 113, 114, 115, 116, 117, 119, 120, 121, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 147, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 156, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 181, 182, 183, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 201, 202, 203, 204, 206, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 214, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 228, 229, 230, 233, 234, 235, 237, 238, 239, 241, 243

Mandela (Nosekeni-Fanny), 15, 20

Mandela (Thembi), 47, 65, 132

Mandela (Winnie), 74, 75, 76, 84, 103, 117, 130, 141, 155, 160, 182, 186, 197, 202, 227

Mandela (Zeni), 77, 154

Mandela (Zindzi), 77, 141, 142, 167

Mao Tsé-toung, 83
Marais (Peter), 239
Mase (Evelyn), 46, 47, 67, 132, 240
Matanzima (Kaiser), 173
Mbeki (Thabo), 222, 233, 237, 240
Mhlaba (Raymond), 160, 194
Mitterrand (Danielle), 206, 214, 215
Mitterrand (François), 201, 208, 223, 224
Moetsketsi Seipei (James), 187
Mokitimi, 29
Molete (Aaron), 109, 116
Mostefei (Chawki), 94
Mqhayi (Krone), 30
Mtolo (Bruno), 119
Mugabe (Robert), 30

N

Naicker (Monty), 66

Nasser (Gamal Abdel), 93

Ngoyi (Lilian), 66

Norman (Jessye), 242

Nyerere (Julius), 89

O

Omar (Dullah), *184, 200*

P

Pienaar (François), 225

Pieterse (Hector), 149

Pirow (Oswald), 69

Pollack (Walter), 61

R

Radebe (Gaur), *40, 41, 43*

Reitz (Denys), *83*

Richardson (Jerry), *187*

Robinson (Mary), *221*

Rocard (Michel), *201*

S

Sarandon (Susan), 243

Sélassié (Hailé), 91

Senghor (Léopold Sédar), 96

September (Dulcie), 196, 238

September (Reggie), 66

Sidelsky (Lazar), 38, 40, 41

Sisulu (Walter), 37, 38, 46, 59, 82, 130, 137, 142, 160, 163, 182, 194

Slovo (Joe), 53, 66, 81, 111

Smith (Will), 241

Smuts (Jan), 49

Soares (Mario), 221

Sobukwe (Robert), 70, 92, 109

Stengel (Richard), 91

Sting, 241

Swart (Jack), 125, 183, 185, 198

T

Tambo (Oliver), *32, 46, 53, 54, 61, 63, 67, 74, 90, 91, 97, 140, 147, 163*

Tefu (Stephen), *109, 116*

Tengo Jabavu (John), *31*

Thatcher (Margaret), *205*

Tutu (Desmond), *166, 194, 235*

V

Van den Bergh (Hendrik), *137*

Van Rensburg (Schalk), *175*

Van Riebeeck (Jan), *26*

Verwoerd (Hendrik), *70, 80, 121*

Viljoen (Constand), *217, 218*

Vorster (John), *110*

W

Weizman (Ezer), *221*

Wellington (Arthur), *29*

Whitaker (Forest), *243*

Willemse (Willie), *139, 140*

Williams (Chester), *225*

Winter (Gordon), *137*

Wonder (Stevie), *236, 243*

X

Xuma (Albert), 46, 52

Y

Yutard (Percy), *117*

Z

Zuma (Jacob), 243